

OCDE  
ETUDES ECONOMIQUES  
1983-1984

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ESPAGNE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

MAI 1984



ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE



# ESPAGNE

MAI 1984

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1er de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les signataires de la Convention relative à l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants ont adhéré ultérieurement à cette Convention (les dates sont celles du dépôt des instruments d'adhésion) : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973).

La République socialiste fédérative de Yougoslavie prend part à certains travaux de l'OCDE (accord du 28 octobre 1961).

© OCDE, 1984

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	7
<b>I. Déséquilibres structurels, 1975-1982</b>	8
Tendances à la stagflation	8
Relation entre chômage et balance extérieure courante	9
Partage du revenu national et affectation des ressources	14
Relations entre épargne, investissement et secteur public	16
Considérations générales	19
<b>II. Politique économique, évolution récente et perspectives à court terme</b>	21
Stratégie d'ensemble	21
L'année 1983	29
Perspectives à court terme	37
<b>III. Conditions d'une amélioration de la performance économique</b>	41
Inflation et affectation des ressources	42
Déficit du secteur public	45
Rigidités financières	50
Restructuration industrielle	51
<b>IV. Conclusions</b>	53
Notes et références	57
<b>Annexe statistique</b>	62

## TABLEAUX

### *Texte*

1. Résultats économiques depuis la première crise pétrolière	9
2. Balance commerciale et chocs pétroliers	12
3. Affectation des ressources et répartition du revenu	14
4. Épargne nationale et investissement	17
5. Agrégats monétaires	23
6. Comptes des administrations publiques	26
7. Budget de l'État et financement	28
8. Demande et production	30
9. Compte d'affectation des ménages	32
10. Marché du travail	33
11. Prix	34

12. Salaires et coûts de main-d'œuvre	35
13. Balance extérieure courante	36
14. Prévisions à court terme	37
15. Comptes de la Sécurité sociale	46
16. Cotisations de Sécurité sociale	47
17. Profits et pertes des entreprises publiques	49
18. Transferts budgétaires aux entreprises publiques	49
19. Restructuration industrielle	52

#### *Annexe statistique*

A. Principaux agrégats des comptes nationaux	62
B. Opérations courantes (revenu et dépenses) des ménages	64
C. Comptes du secteur public	65
D. Tendances du marché du travail	68
E. Évolution des prix et des salaires	69
F. Monnaie et crédit	70
G. Balance des paiements	72
H. Commerce extérieur	73
I. Avoirs étrangers et engagements	75

### GRAPHIQUES

1. Relation chômage-balance courante	10
2. Résultats à l'exportation pour les produits manufacturés	13
3. Avance des coûts réels de main-d'œuvre par rapport à la productivité	15
4. Déficit budgétaire : composantes structurelle et cyclique	18
5. Taux d'intérêt	24
6. Objectifs et résultats monétaires	24
7. Indicateurs conjoncturels	31
8. Taux de change	38
9. Enquêtes de conjoncture	39
10. Indicateurs de la production	40
11. Relation chômage-inflation	43
12. Évolution des salaires réels et de l'emploi : comparaisons internationales	44

# STATISTIQUES DE BASE DE L'ESPAGNE

## LE PAYS

Superficie totale (milliers de km <sup>2</sup> )	504.8	Villes principales (recensement de 1981, en milliers d'habitants) :	
Superficie agricole (milliers de km <sup>2</sup> ), 1978	275.8	Madrid	3 188
		Barcelone	1 755
		Valence	752
		Séville	654

## LA POPULATION

Population (au 31-12-81, en milliers)	37 746	Population active civile occupée, 3 <sup>e</sup> trimestre 83, milliers	10 818
Densité au km <sup>2</sup>	75	Par secteur (en %) :	
Accroissement naturel net (1982, en milliers)	227	Agriculture	17.9
Migration (1982, en milliers)	23	Industrie	33.9
		dont : Construction	8.6
		Services	48.2

## LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, en 1982 (milliards de pts)	19 911	Origine du produit intérieur brut, au coût des facteurs, en 1982 (en %) :	
Produit intérieur brut par habitant, en 1982 (\$ des États-Unis)	4 778	Agriculture	6
Investissement fixe brut :		Industrie et construction	36
En % du PIB (1982)	20	Services	58
Par tête (\$ des États-Unis) 1982	935		

## LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique, en 1982 (en % du PIB)	11.9	Recettes fiscales, en 1982 (en % du PIB)	15.2
Investissements fixes en 1982 (en % du total de la f.b.c.f.)	10.1	Déficit des administrations publiques, en 1982 (en % du PIB)	-5.7

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services, en 1982 (milliards de \$ des États-Unis)	33.1	Importations de biens et services, en 1982 (milliards de \$ des États-Unis)	36.2
Exportations de biens et services en % du PIB, en 1982	18.3	Importations de biens et services en % du PIB, en 1982	20.0
Exportations en % des exportations de marchandises, sur la base des données douanières, en 1980 :		Importations en % des importations de marchandises, sur la base des données douanières, en 1982 :	
Produits alimentaires	16.0	Produits alimentaires	9.3
Matières premières	2.8	Matières premières	10.5
Produits combustibles et lubrifiants	7.1	Produits combustibles et lubrifiants	39.7
Biens d'équipement	18.5	Biens d'équipement	17.6
Autres produits manufacturés	55.6	Autres produits manufacturés	22.9

## LA MONNAIE

Unité monétaire : la peseta		Nombre d'unités monétaires par dollar des É.-U., moyenne journalière :	
		Année 1983	143.5
		Mai 1984	152.8

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

*Cette étude a été établie à partir d'un rapport préparé par le Secrétariat pour l'examen annuel de l'Espagne par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement le 11 avril 1984.*

*Après révision à la lumière de la discussion au cours de la séance d'examen, l'étude a été finalement approuvée pour publication par le Comité le 30 avril 1984.*

## INTRODUCTION

Par suite des effets de la récession internationale et de la persistance d'importants déséquilibres macro-économiques sur le plan intérieur l'Espagne se trouvait à la fin de 1982<sup>1</sup> dans une situation économique difficile. L'activité restait très faible; le chômage, à 17 pour cent de la population active, s'établissait à un niveau élevé et croissant; l'inflation oscillait toujours aux alentours de 14 pour cent, soit plus du double de la moyenne des pays de l'OCDE; et le déficit extérieur courant représentait plus de 2½ pour cent du PIB et s'accompagnait d'une forte réduction des réserves. Les finances du secteur public étaient aussi devenues un sujet de préoccupation, le déficit des administrations publiques atteignant près de 6 pour cent du PIB sous l'effet de facteurs conjoncturels aussi bien que structurels. En dépit des progrès réalisés au cours des années précédentes dans la réduction des faiblesses structurelles, l'économie souffrait toujours de rigidités qui touchaient l'ensemble de l'appareil productif, du marché du travail et du système financier.

La tâche du gouvernement qui est entré en fonction à la suite des élections d'octobre 1982 n'était donc pas facile. Étant donné la nature des problèmes dont souffrait l'économie espagnole, une stratégie à moyen terme visant à jeter les bases d'une reprise durable de la production et de l'emploi a été adoptée. L'objectif immédiat des autorités pour 1983 était de réduire sensiblement l'inflation et d'améliorer la balance extérieure courante. A cette fin, la peseta fut dévaluée en décembre 1982 et la politique monétaire considérablement resserrée tandis que des dispositions étaient prises pour contenir le déficit budgétaire à son niveau de 1982. De fait, ces objectifs furent généralement atteints en 1983. L'activité s'est quelque peu redressée, aidée en cela par un environnement international plus favorable. Les tensions sur les coûts intérieurs se sont atténuées et, malgré l'incidence inflationniste de la forte dépréciation de la monnaie, la hausse des prix à la consommation s'est ralentie. Le déficit extérieur courant a sensiblement diminué, pour revenir à moins de 1½ pour cent du PIB. Mais l'affermissement de l'activité a été trop modeste pour empêcher une nouvelle dégradation de la situation du marché du travail. L'année 1984 doit être considérée comme une nouvelle année d'ajustement, avec un nouveau resserrement de la politique monétaire et la poursuite de la politique budgétaire restrictive; des normes strictes concernant les salaires sont actuellement appliquées dans le secteur public. Une attitude plus déterminée à l'égard de l'ajustement positif a été adoptée, et des efforts ont été entrepris pour mettre en œuvre des plans de restructuration et accroître la souplesse du marché du travail. A condition que ces politiques soient maintenues, de nouveaux progrès dans la lutte contre l'inflation devraient être enregistrés pendant l'année en cours, et la position extérieure courante devrait continuer de s'améliorer. La croissance pourrait toutefois rester modérée et il est possible que le chômage ne se stabilise pas avant 1985.

Pour brosser la toile de fond des politiques adoptées par le nouveau gouvernement, on présentera dans la première partie de la présente étude une brève analyse de l'évolution de l'économie espagnole depuis le milieu des années 70, en s'attachant plus particulièrement à la

manière dont se sont formés les déséquilibres fondamentaux. Dans la deuxième partie, on décrira les mesures prises depuis la fin de 1982, pour examiner ensuite les évolutions économiques observées en 1983 et donner une évaluation des perspectives d'évolution à court terme. Enfin, en s'appuyant sur la stratégie à moyen terme mise en œuvre par les autorités espagnoles, on essaiera dans la troisième partie de déterminer quelques-unes des conditions qui permettraient d'améliorer la performance économique, en traitant essentiellement des problèmes liés à l'inflation et aux parts de revenu, aux rigidités du marché du travail, au déficit du secteur public et à la restructuration industrielle.

## I. DÉSÉQUILIBRES STRUCTURELS, 1975-1982

L'effort d'ajustement rendu nécessaire par l'évolution de la situation économique mondiale depuis le milieu des années 70 a été plus difficile en Espagne que dans beaucoup d'autres pays. De graves déséquilibres économiques sont apparus, se traduisant par la persistance de tendances à la stagflation, une dégradation de la relation entre le chômage et la position de la balance extérieure courante, une distorsion de la répartition du revenu et une mauvaise affectation des ressources. Ces développements sont allés de pair avec une forte baisse du taux d'épargne national, due pour une large part à la détérioration de la situation financière du secteur public.

### *Tendances à la stagflation*

L'avantage comparatif en termes de taux de croissance dont bénéficiait généralement l'Espagne par le passé ne s'est pas maintenu après le premier choc pétrolier. De 1974 à 1982, la croissance du PIB réel a été en moyenne de 1½ pour cent par an, contre 2.2 pour cent dans la zone de l'OCDE et 1.8 pour cent dans les pays Membres européens. La situation s'est particulièrement dégradée au cours des quatre années s'achevant en 1982, le taux de croissance économique tombant à 0.8 pour cent, soit environ un demi-point de moins que les taux enregistrés pour la zone de l'OCDE et les pays Membres européens. Sur les huit années se terminant en 1982, la croissance de la production manufacturière (industries extractives comprises) s'est ralentie pour s'établir au taux annuel de 1 pour cent, soit à peu près le dixième du taux tendanciel antérieur à long terme, et sensiblement moins que dans la plupart des autres pays. Du milieu des années 70 à 1982, la production du secteur de la construction, qui constituait traditionnellement l'un des principaux moteurs de l'activité, a accusé au total une baisse de près de 20 pour cent. La production agricole est restée pratiquement stationnaire. Seul le secteur des services a continué de se développer à un rythme relativement soutenu, quoique plus modéré que par le passé, grâce principalement à la forte expansion des services des administrations publiques (4½ pour cent en taux annuel).

La faible croissance de la production s'est accompagnée de pressions inflationnistes fortes et persistantes. Le différentiel d'inflation, traditionnellement défavorable à l'Espagne, s'est considérablement élargi dans la seconde moitié des années 70, les prix à la consommation progressant en moyenne de 19 pour cent – soit plus du double du taux enregistré dans la zone de l'OCDE. Après avoir culminé à 24.5 pour cent en 1977 sous l'effet de facteurs intérieurs aussi bien qu'extérieurs, la hausse des prix à la consommation s'est sensiblement ralentie jusqu'en 1979. Mais les progrès de la lutte contre l'inflation ont été lents au cours des trois années suivantes, et en 1982 les prix à la consommation ont encore augmenté de 14½ pour

Tableau 1. Résultats économiques depuis la première crise pétrolière  
Pourcentage de variation annuelle

	1982 1974	1979	1980	1981	1982	1982 1974	1979	1980	1981	1982
	PIB					Production industrielle <sup>1</sup>				
Espagne	1½	½	1½	¼	1½	¾	-¾	-	-	-½
OCDE Europe	1½	3½	1½	-	½	¾	3½	½	-2	-1½
OCDE Total	2½	3½	1½	2	-½	1½	4	-	¾	-½
	Formation de capital fixe					Productivité dans l'industrie <sup>1</sup>				
Espagne	-2	-4½	1½	1	-2	3½	4	4½	4½	5
OCDE Europe	0	3	2	-3½	-2	2½	3½	1	1½	2½
OCDE Total	1½	3½	-¾	½	-3½	3	2½	½	2½	5½
	Emploi total					Taux de chômage <sup>2</sup> (% de la population active totale)				
Espagne	-2½	-2½	-4	-3½	-1½	(8½)	(8½)	(11½)	(14)	(16)
OCDE Europe	0	½	½	-1	-½	(6½)	(5½)	(6)	(7½)	(9½)
OCDE Total	½	1½	½	½	-½	(5½)	(5)	(5½)	(6½)	(8½)
	Prix à la consommation					Coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier <sup>3</sup>				
Espagne	17½	15½	15½	14½	14½	19	19	11	12½	9
OCDE Europe	11½	10½	14	12½	10½	10½	7½	12½	10	8½
OCDE Total	9½	9½	12½	10½	7½	8½	6½	10½	8½	8½
	Dépenses des administrations publiques (% du PIB aux prix du marché)					Déficit des administrations publiques (% du PIB aux prix du marché)				
Espagne	(30)	(30½)	(32½)	(34½)	(36½)	(2)	(1½)	(2)	(3½)	(6)
OCDE Europe	(46½)	(45½)	(46½)	(48½)	(50)	(3½)	(3½)	(3½)	(4½)	(4½)
OCDE Total	(38½)	(38½)	(40½)	(39½)	(41½)	(2½)	(1½)	(2½)	(2½)	(4½)

1. Valeur ajoutée dans l'industrie, construction incluse.

2. Estimations du taux de chômage normalisé établies par l'OCDE.

3. Y compris, pour l'Espagne, les industries extractives.

Note : Les chiffres pour 1982 sont provisoires.

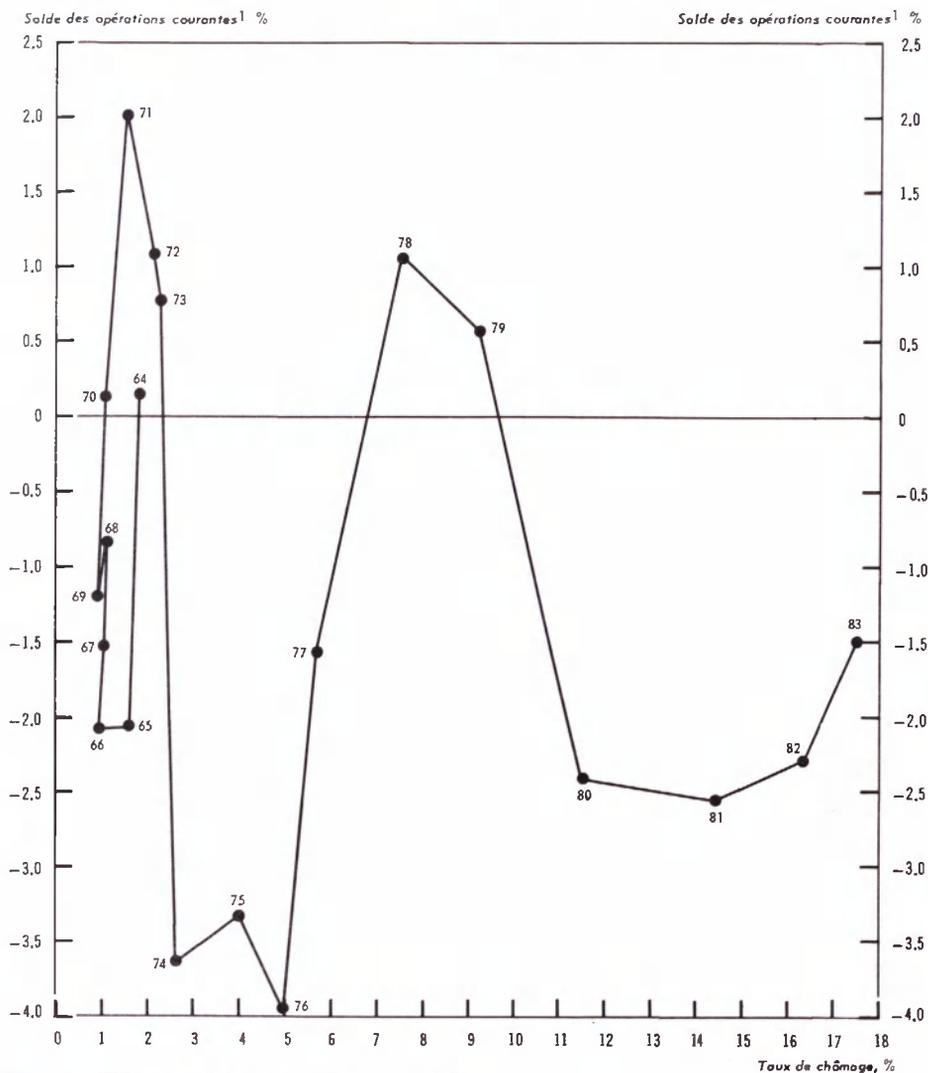
Sources : Banco de España, *Informe Anual* ; INE, *Comptes nationaux de l'Espagne* ; OCDE, *Statistiques rétrospectives 1960-81* ; données communiquées directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

cent, taux presque double de celui de la zone de l'OCDE et supérieur de 4 points à la moyenne européenne. La spirale inflationniste a d'abord été alimentée par la forte hausse des coûts de main-d'œuvre unitaires (de l'ordre de 21 pour cent en moyenne sur les quatre années se terminant en 1978), puis par la nette augmentation des prix à l'importation, consécutive à la dépréciation marquée de la peseta. Malgré une sensible décélération de la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre à partir de 1979, les pressions exercées sur les prix sont restées relativement fortes ces dernières années en raison du retard apporté à l'ajustement des prix de l'énergie, de l'augmentation importante et persistante des prix à l'importation et du relèvement des impôts indirects.

### Relation entre chômage et balance extérieure courante

Ces développements sont allés de pair avec une dégradation spectaculaire de la situation sur le marché du travail et un affaiblissement de la position extérieure courante. Le chômage est passé de 3¼ pour cent de la population active en 1975 à 16¼ pour cent en 1982, taux le plus élevé de la zone de l'OCDE. Cette détérioration a été entièrement due à une forte contraction de l'emploi. De fait, la population active totale a très légèrement diminué malgré un

Graphique 1. Relation chômage – balance courante



1. Balance extérieure courante, en pourcentage du PIB.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

renversement des flux migratoires, alors qu'elle avait été en faible progression durant la précédente décennie<sup>2</sup>. Le rapport de la population occupée à la population d'âge actif a reculé de près de 12 points pour s'établir à 40 pour cent en 1982, ce qui représente de loin la plus forte baisse enregistrée dans la zone de l'OCDE et l'un des pourcentages les plus bas parmi les pays Membres.

L'emploi agricole a continué de se contracter, mais l'emploi non agricole a lui aussi diminué de 10 pour cent entre 1974 et 1982, alors que dans la zone de l'OCDE et dans

l'ensemble des pays Membres européens il progressait de 9 pour cent et 2 pour cent respectivement. Les délestages de main-d'œuvre ont été massifs dans la construction (25 pour cent) et dans l'industrie (23 pour cent). La contraction de l'emploi dans le secteur manufacturier s'est accélérée au cours des trois années se terminant en 1982<sup>3</sup>, du fait de la stagnation de la production industrielle, de la substitution de capital au travail<sup>4</sup> et d'une modification des réglementations relatives au marché du travail. Le nombre élevé de faillites et la diminution rapide du nombre des petits entrepreneurs donnent à penser que l'industrie privée et les petites entreprises ont été particulièrement touchées. Les effectifs en surnombre sont restés plus élevés dans les grandes entreprises, en partie du fait des retards apportés à la mise en œuvre des programmes de restructuration dans certains secteurs tels que la sidérurgie et la construction navale, où l'emploi a été maintenu par des subventions publiques massives. En dépit de la croissance continue de l'emploi dans le secteur public jusqu'en 1982, l'emploi total dans le secteur des services s'est stabilisé après 1977 du fait d'une légère régression de l'emploi dans le secteur privé. En contrepartie, on a observé une progression relativement rapide de la productivité non-agricole, qui a cependant plus largement tenu à la disparition des petites et moyennes entreprises relativement peu productives qu'à des gains de productivité réels au niveau de l'entreprise individuelle.

La dégradation du marché du travail s'est aussi traduite par un allongement de la durée du chômage. La proportion des personnes en chômage depuis un an ou plus s'élevait à 49 pour cent du nombre total des chômeurs à la fin de 1982, contre 17 pour cent en 1975. Le chômage des jeunes est devenu un problème particulièrement critique – l'Espagne étant, à cet égard, l'un des pays Membres les plus durement touchés. En rapide augmentation depuis le milieu des années 70, le taux de chômage des moins de 19 ans et des jeunes de 20 à 24 ans atteignait 48.5 pour cent et 33.9 pour cent respectivement à la fin de 1982. Les chômeurs de moins de 25 ans représentaient près de 55 pour cent du nombre total des sans emploi. L'accroissement du chômage a été particulièrement accusé dans le groupe des personnes en quête d'un premier emploi, et beaucoup plus rapide pour les femmes que pour les hommes. Dans certaines régions, le taux de chômage a été largement supérieur à la moyenne nationale, dépassant par exemple 21 pour cent en Andalousie et en Catalogne. Il est cependant probable que les difficultés liées au chômage ont été atténuées par le développement rapide de l'économie souterraine.

Malgré le ralentissement considérable de la croissance et la montée du chômage, la position de la balance extérieure courante est devenue nettement plus défavorable après 1973 qu'elle ne l'avait généralement été jusque-là<sup>5</sup>. Exception faite des deux années 1978 et 1979 (qui se sont soldées par un excédent substantiel), l'Espagne est restée fortement déficitaire tout au long de la période sous revue. Pendant les trois années se terminant en 1982, le déficit extérieur courant a atteint 2½ pour cent du PIB. Cette détérioration a tenu à la forte augmentation de la facture des importations énergétiques nettes consécutive aux deux chocs pétroliers des années 70 et à la contraction de l'excédent au titre des invisibles après 1979. De fait, le solde des échanges hors énergie s'est nettement amélioré tout au long de la période sous revue pour devenir légèrement positif après 1980. Ce redressement s'explique essentiellement par une forte augmentation du volume des exportations nettes de marchandises, équivalant à quelque 7 pour cent du PIB sur les huit années s'achevant en 1982<sup>6</sup>. En fait, la détérioration des termes de l'échange (énergie non comprise) a été limitée. Les fabricants espagnols de produits manufacturés ont sensiblement accru leurs parts de marchés à l'exportation. La composition par produits a été favorable jusqu'en 1978 mais défavorable par la suite, tandis que la structure régionale des exportations semble avoir exercé une légère incidence positive. Jusqu'en 1980, cependant, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre de l'Espagne, exprimés dans une monnaie commune, ont augmenté beaucoup plus que les prix relatifs à l'exportation, ce qui donne à penser que la pénétration sur les marchés extérieurs n'a pu être maintenue

Tableau 2. **Balance commerciale et chocs pétroliers**  
Statistiques douanières, milliards de dollars

	1973	1974	1975	1976	1977	1978
	Premier choc pétrolier					
Total marchandises						
Exportations	5.2	7.1	7.7	8.7	10.2	13.1
Importations	9.7	15.4	16.2	17.5	17.8	18.7
Solde	-4.5	-8.3	-8.5	-8.8	-7.6	-5.6
Combustibles et lubrifiants <sup>1</sup>						
Exportations	0.2	0.5	0.3	0.3	0.4	0.3
Importations	1.2	3.9	4.2	5.1	5.0	5.3
Solde	-1.0	-3.4	-3.9	-4.8	-4.6	-5.0
Autres produits de base						
Exportations	5.0	6.6	7.4	8.4	9.8	12.8
Importations	8.4	11.5	12.1	12.4	12.8	13.4
Solde	-3.4	-4.9	-4.6	-4.0	-3.0	-0.6
	1979	1980	1981	1982	1983 <sup>2</sup>	
	Second choc pétrolier					
Total marchandises						
Exportations	18.2	20.3	20.3	20.5	19.8	
Importations	25.4	33.7	32.1	31.5	29.2	
Solde	-7.2	-13.4	-11.8	-11.0	-9.4	
Combustibles et lubrifiants <sup>1</sup>						
Exportations	0.4	0.8	1.1	1.4	2.1	
Importations	7.7	13.1	13.6	12.5	14.7	
Solde	-7.3	-12.3	-12.6	-11.0	-12.6	
Autres produits de base						
Exportations	17.8	19.5	19.3	19.1	17.7	
Importations	17.7	20.6	18.5	19.0	14.5	
Solde	0.1	-1.1	0.8	0.1	3.2	

1. CTIC3.

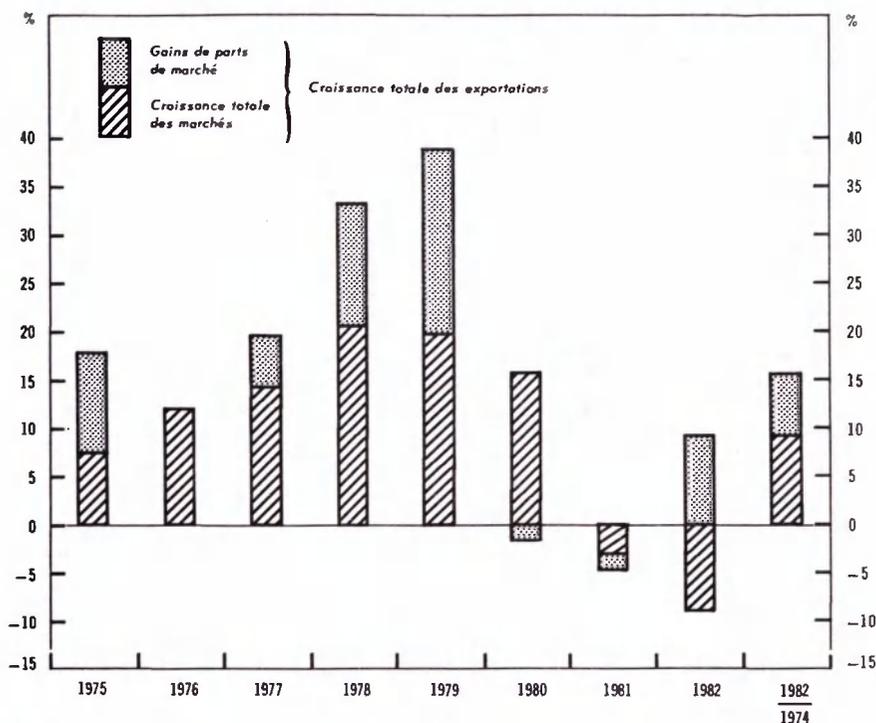
2. Chiffres provisoires.

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

qu'au prix d'une compression des marges bénéficiaires. De plus, la plus grande faiblesse de la demande intérieure par rapport aux niveaux observés dans les autres pays de l'OCDE a probablement donné une forte impulsion aux exportations de l'Espagne, tout en exerçant un effet de freinage sur les importations. Les résultats à l'exportation ont en outre bénéficié des importants équipements qui sont entrés en service au milieu des années 70 à la suite des investissements massifs antérieurement réalisés. Par ailleurs, dans un certain nombre de secteurs (l'automobile, par exemple), les investissements étrangers attirés par d'importantes incitations, un marché intérieur relativement vaste et la perspective de l'entrée de l'Espagne dans la CEE étaient liés à l'obligation d'exporter une large fraction de la production. Les entreprises nouvellement implantées étaient donc essentiellement tournées vers l'exportation. Au total, durant la période considérée, la position sous-jacente de la balance commerciale a été encore moins favorable que ne le suggère le niveau effectif du déficit.

En Espagne, le déficit commercial, relativement important, était traditionnellement couvert par un excédent substantiel de la balance des invisibles. Depuis le milieu des années 70

Graphique 2. Résultats à l'exportation pour les produits manufacturés<sup>1</sup>



-1. CTIC 5-8, en valeur (\$E.U.).

Source: Secrétariat de l'OCDE.

toutefois, les recettes invisibles nettes ont fortement diminué tant par rapport au PIB qu'en pourcentage des exportations totales de marchandises<sup>7</sup>. Ce recul, lié à des facteurs cycliques aussi bien que structurels, a été particulièrement accusé de 1975 à 1977 et après 1980. Le tassement des recettes touristiques est allé de pair avec une augmentation des dépenses des résidents espagnols à l'étranger, d'où, depuis 1974, une baisse moyenne des recettes touristiques nettes de l'ordre de 1½ pour cent du PIB. La diminution des envois de fonds des travailleurs migrants et des autres transferts privés a également été relativement importante (d'environ ½ pour cent du PIB), en raison de la compression des revenus des ménages à l'étranger ainsi que de l'inversion des flux migratoires. Après avoir augmenté modérément dans la seconde moitié des années 70, les versements nets au titre des dividendes, des intérêts et des bénéfices ont eu tendance à s'accroître au cours des années suivantes, pour atteindre quelque 1½ pour cent du PIB en 1982. Cette évolution a été due à la hausse des taux d'intérêt réels et à l'alourdissement de la dette extérieure. L'encours de la dette extérieure, bien qu'en nette augmentation (de 5½ pour cent du PIB en 1972 à 16 pour cent en 1982), n'était pas encore excessivement élevé eu égard aux niveaux généralement observés dans les autres pays. Le coefficient de service de la dette restait lui aussi dans des limites supportables (20 pour cent en 1982).

## Partage du revenu national et affectation des ressources

L'évolution des salaires réels depuis le début des années 70 a été incompatible avec le maintien des parts relatives de revenu et du niveau de l'emploi. De 1974 à 1977, la part de la main-d'œuvre dans le revenu national net a augmenté de 3½ points, la progression des salaires réels ayant dépassé celle de la productivité (données corrigées de la variation des termes de l'échange). Du fait des pratiques suivies en matière d'emploi, les effectifs employés n'ont fait l'objet que d'un ajustement limité, d'où une forte compression des marges bénéficiaires. Après 1977, la part de la main-d'œuvre a eu tendance à fléchir quelque peu, en même temps que l'on observait une légère amélioration correspondante des bénéficiaires. La progression des salaires réels s'est ralentie considérablement après 1978, s'établissant à un taux inférieur aux gains de productivité. L'ajustement limité des parts de revenu a cependant été essentiellement imputable aux importants délestages de main-d'œuvre opérés durant la période considérée, l'emploi salarié ayant diminué de 12.5 pour cent au cours des cinq années s'achevant en 1982. Ceci est illustré par le fait que l'avance des coûts réels de main-d'œuvre<sup>8</sup> calculée sur la base de l'évolution effective de l'emploi et de la productivité avait fortement diminué en 1982, alors que l'écart calculé à niveau d'emploi constant restait très important.

En partie du fait de ces développements, l'affectation des ressources a été peu satisfaisante. De 1974 à 1982, la part de la consommation dans le PIB a augmenté de près de 5 points, dont plus de 3 points étaient imputables aux dépenses publiques de consommation. En revanche, la part des investissements fixes bruts a fléchi de 6 points. Fait particulièrement important du point de vue de la croissance potentielle, la part des investissements non résidentiels s'est réduite de 4¾ points. Bien qu'il n'existe pas de données précises sur les investissements fixes non résidentiels du secteur privé, on notera que les dépenses en capital au

Tableau 3. Affectation des ressources et répartition du revenu

	1973	1974	1977-78	1981	1982 <sup>1</sup>	1983 <sup>2</sup>
	% du PIB aux prix du marché					
Consommation	76.2	76.9	79.2	81.4	81.8	81.5
Privée	67.6	67.9	69.0	69.8	69.8	69.2
Publique	8.6	8.8	10.2	11.6	12.0	12.3
Formation de capital fixe	23.6	24.7	20.5	20.3	19.5	18.9
Formation de stocks	1.3	3.4	1.0	0.4	0.4	0.4
Demande intérieure totale	101.1	104.8	100.7	102.1	101.7	100.8
Exportations	14.4	14.4	14.8	17.3	18.3	20.5
Importations	15.5	19.2	15.5	19.4	20.0	21.3
	% du revenu national net disponible au coût des facteurs <sup>3</sup>					
Rémunération des salariés	61.3	60.9	64.3	64.2	63.6	63.3
dont :						
Cotisations patronales	9.1	9.1	11.9	13.2	13.1	13.0
Déduction faite des cotisations patronales	52.2	51.8	52.4	51.0	50.6	50.3
Revenu de la propriété et de l'emploi indépendant	38.7	39.1	35.7	35.8	36.4	36.7

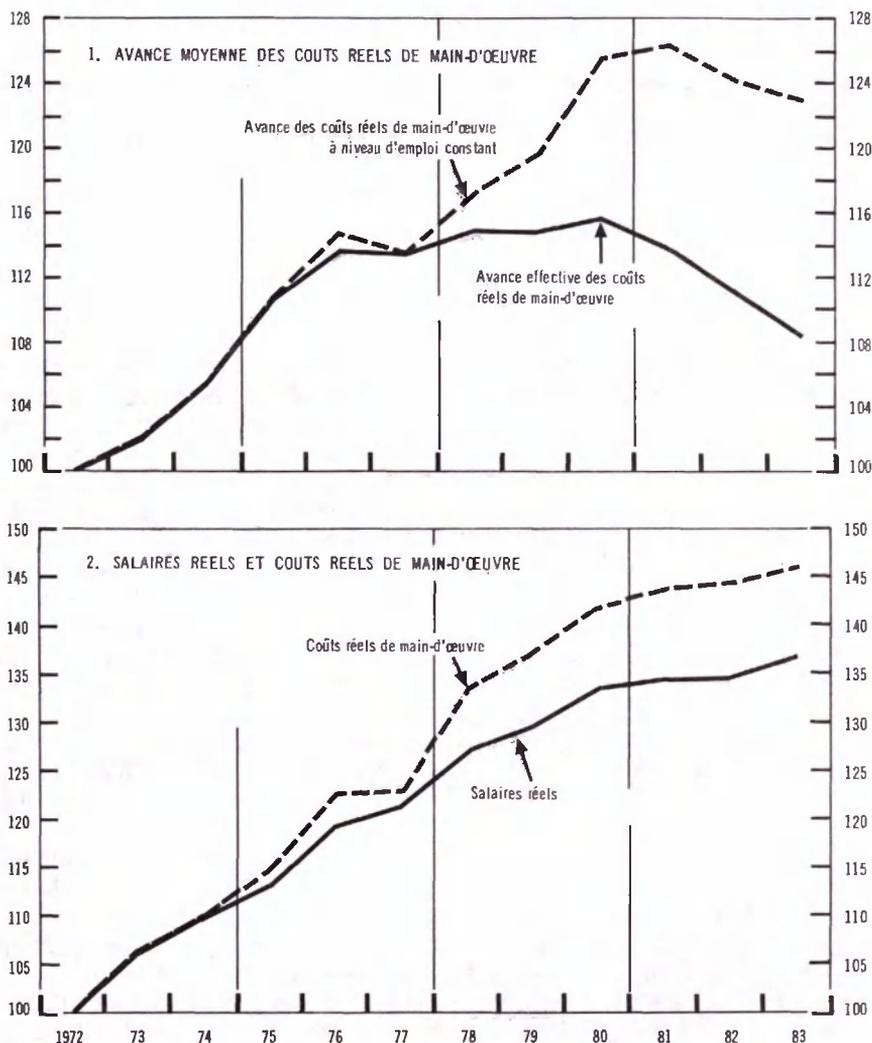
1. Chiffres provisoires.

2. Estimations.

3. PIB au coût des facteurs moins consommation de capital fixe plus salaires et traitements nets, revenu des investissements et transferts courants en provenance de l'étranger.

Sources : INE, Comptes nationaux de l'Espagne ; Banque d'Espagne et estimations de l'OCDE.

**Graphique 3. Avance des coûts réels de main-d'œuvre par rapport à la productivité, 1, 2**  
1972 = 100



1. Les coûts réels de main-d'œuvre représentent la rémunération par salarié (gains moyens plus cotisations patronales de sécurité sociale) corrigée par l'indice implicite des prix de la consommation privée, tandis que les salaires réels sont calculés uniquement sur la base des gains moyens. L'avance (ou le retard) des coûts réels de main-d'œuvre par salarié est la différence entre la croissance des coûts réels de main-d'œuvre par salariés et la croissance de la productivité corrigée des variations des termes de l'échange. L'avance des coûts réels de main-d'œuvre à niveau d'emploi constant est calculée sur la base d'un niveau d'emploi inchangé depuis 1975.

2. Secteur non agricole uniquement.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

titre des machines et outillages (y compris le matériel de transport) ont accusé, en volume, une baisse de 11 pour cent entre 1974 et 1982. Ce facteur, conjugué à l'accélération des mises au rebut pour cause d'obsolescence technique et économique, a probablement entraîné une réduction notable du stock net de capital au cours des dernières années. Ainsi qu'on l'a analysé plus amplement dans de précédentes Études économiques de l'OCDE sur l'Espagne la contraction de la part des investissements a été étroitement liée au fort ralentissement du taux de croissance à moyen terme de l'économie espagnole. La réduction considérable des marges bénéficiaires et le manque de confiance des chefs d'entreprise ont cependant aussi joué un rôle important à cet égard. Le seul élément positif a été l'augmentation régulière et prononcée de la part des exportations de biens et de services dans le PIB, qui, de 14½ pour cent en 1974 est passée à 18½ pour cent en 1982, alors que la part des importations n'augmentait que de 1 point pour atteindre 20 pour cent.

### *Relations entre épargne, investissement et secteur public*

La diminution de l'épargne nationale, exprimée en pourcentage du revenu national disponible<sup>9</sup>, a été encore plus prononcée que la contraction de la part des investissements. De fait, le taux d'épargne brut est tombé de 24¼ pour cent en 1974 à 17¾ pour cent en 1982, chiffre inférieur d'environ 3 points à celui de la zone de l'OCDE dans son ensemble, et de 1¼ point à celui des pays Membres européens. Cette dégradation a principalement tenu au comportement du secteur des ménages et à l'évolution de l'épargne des administrations publiques. L'épargne des ménages est tombée de 9 pour cent du revenu national disponible en 1974 à 6 pour cent au début des années 80, avant de remonter à légèrement plus de 7 pour cent en 1982. Une baisse analogue a été observée par rapport au revenu disponible des ménages en raison de l'accroissement de la part des prestations de sécurité sociale dans le revenu des ménages et peut-être aussi du glissement intervenu dans la répartition du revenu national au profit des groupes à faible revenu dont la propension à épargner est inférieure à la moyenne.

Mais le principal facteur responsable de la baisse du taux national d'épargne a été l'inversion de la position des administrations publiques dont le taux d'épargne positif, représentant environ 3½ pour cent du revenu national disponible en 1973-1974, a fait place à un mouvement de désépargne de l'ordre de 1½ pour cent en 1982. Si l'on prend en compte les opérations de la Banque d'Espagne, cette détérioration a été encore plus prononcée (de + 4 pour cent à - 2½ pour cent). Qui plus est, une partie des flux classés sous la rubrique «transferts de capital» ont été probablement utilisés par les entreprises et les sociétés publiques pour financer leurs dépenses courantes, ce qui donne à penser que la désépargne totale a été encore plus importante que ne l'indiquent les chiffres relevés. Les recettes courantes des administrations publiques sont passées d'environ 22¾ pour cent du PIB en 1974 à 30 pour cent en 1982. Malgré cette progression – l'une des plus rapides de la zone de l'OCDE –, le pourcentage atteint en 1982 restait l'un des plus bas de la zone de l'OCDE. La croissance rapide des recettes courantes a principalement résulté de l'augmentation des recettes de l'impôt sur le revenu des ménages ainsi que des cotisations de sécurité sociale, dont les parts respectives dans le PIB ont progressé de 2½ pour cent et 4½ pour cent au cours de la période. Les dépenses courantes se sont accrues plus vite que les recettes, en large partie du fait de l'augmentation spectaculaire des prestations de sécurité sociale (27¼ pour cent par an, en termes nominaux, et 8¾ pour cent en termes réels). Les dépenses de consommation des administrations publiques ont elles aussi nettement augmenté en termes réels (4½ pour cent en taux annuel)<sup>10</sup>, étant donné l'accroissement rapide des effectifs de la fonction publique. La progression des versements d'intérêt a été particulièrement forte (28 pour cent en taux

Tableau 4. Épargne nationale et investissement

	1973	1974	1977-78	1981	1982 <sup>1</sup>	1983 <sup>2</sup>
	% du revenu national disponible <sup>3</sup>					
Épargne nationale	25.0	24.3	21.0	18.1	17.8	17.8
Financement extérieur	-0.6	3.4	0.4	2.5	2.2	1.6
Investissement total	24.4	27.7	21.4	20.6	20.0	19.3
dont :						
Formation de capital fixe	23.2	24.3	20.4	19.6	19.3	18.9
Investissements non résidentiels	17.4	18.2	15.1	14.0	13.6	13.6
Formation nette de capital fixe <sup>4</sup>	15.1	15.9	11.7	11.2	9.6	8.1
Épargne nationale, total	25.0	24.3	21.0	18.1	17.8	17.8
Administrations publiques	3.5	2.6	1.2	0.7	-1.3	-1.1
Banque d'Espagne	0.3	0.4	0.1	-0.1	-0.8	-1.3
Institutions financières	0.6	0.5	0.9	1.8	1.9	1.9
Ménages	8.9	8.9	7.0	6.0	7.4	6.6
Entreprises	11.7	11.9	11.7	9.7	10.6	11.7
<i>Pour mémoire</i> : (en pourcentage du PIB)						
Épargne nationale	25.4	24.6	21.0	18.8	17.7	17.7
Formation de capital fixe	23.6	24.7	20.5	20.3	19.5	18.8

1. Chiffres provisoires.

2. Estimations.

3. Le revenu national disponible aux prix du marché s'obtient en ajoutant au PIB aux prix du marché le montant net des salaires et du revenu de la propriété à l'étranger et les transferts courants nets en provenance de l'étranger. La différence entre le revenu national disponible et le PIB est assez faible, de l'ordre de 1/2 % en moyenne pour la période considérée.

4. Formation brute de capital fixe moins consommation en capital.

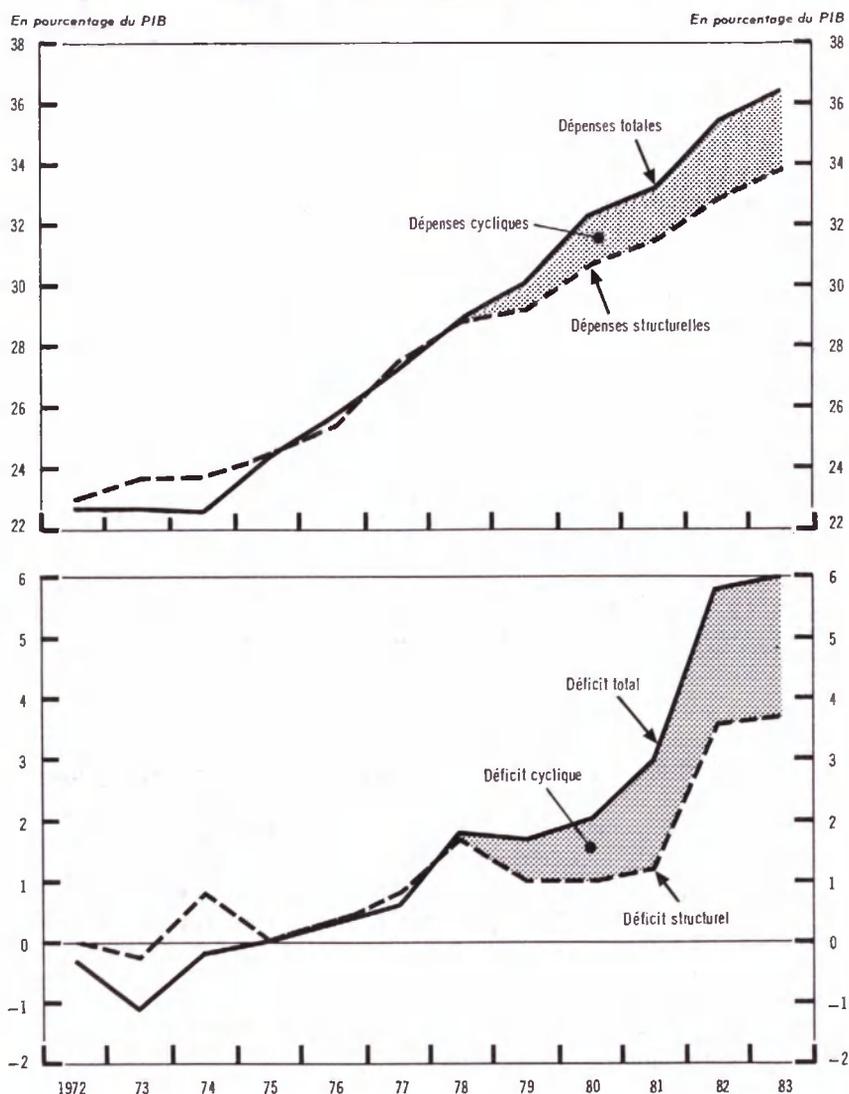
Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Sources : INE, Comptes nationaux de l'Espagne ; Banque d'Espagne, Rapport annuel 1982, et estimations du Secrétariat.

annuel) mais leur part dans les dépenses totales était encore relativement réduite en 1982 (3 pour cent).

Les dépenses d'équipement ayant augmenté plus vite que les dépenses courantes (notamment après 1979), la détérioration de la balance globale des opérations des administrations publiques a été encore plus marquée que celle de leur solde d'épargne. La principale raison en a été une forte progression des transferts en capital, dont la part dans le PIB s'est accrue de 1 1/2 point au cours de la période considérée. De ce fait, le solde financier des administrations publiques (avant opérations de financement), qui était légèrement excédentaire au milieu des années 70, a accusé un déficit de près de 6 pour cent du PIB en 1982. Selon des estimations du Secrétariat, la composante cyclique du déficit, largement liée à l'accentuation du sous-emploi des capacités et au gonflement des dépenses d'indemnisation du chômage, serait entrée pour environ 2 1/4 points dans ce déficit, le reste (3 3/4 points) étant imputable à la composante structurelle. A cet égard, les moins-values de recettes ont essentiellement tenu à la fraude et à l'évasion fiscales. L'élargissement du déficit structurel est donc très largement le résultat d'une augmentation des dépenses. L'extension de la couverture du régime des pensions et le relèvement des prestations<sup>11</sup>, ainsi que la croissance rapide des subventions courantes et des transferts en capital, ont été les principales causes du dépassement structurel des prévisions de dépenses. L'augmentation des pensions a également été le principal facteur responsable du déficit croissant de la Sécurité sociale, qui était de l'ordre de 4 1/2 pour cent du PIB en 1982 (non compris les transferts de l'administration centrale). Le déficit des collectivités locales et des administrations régionales est resté

**Graphique 4. Déficit budgétaire : composantes structurelle et cyclique**  
En pourcentage du PIB



Source : Secrétariat de l'OCDE.

relativement faible (moins de ½ pour cent du PIB). L'élargissement du déficit de l'administration centrale a uniquement tenu aux transferts entre administrations ainsi qu'aux transferts courants et en capital au profit des entreprises privées et publiques. En 1982, ces derniers ont atteint quelque 4½ pour cent du PIB, en raison des pertes considérables enregistrées dans d'importants secteurs d'activité.

## Considérations générales

Par comparaison avec l'évolution observée dans d'autres pays, les résultats macro-économiques de l'Espagne entre le milieu des années 70 et le début des années 80 ont donc été décevants. Force est cependant de reconnaître que les difficultés auxquelles se heurte l'économie espagnole ont une origine et une nature complexes, dans la mesure où elles résultent à la fois de facteurs économiques et non-économiques<sup>12</sup>. Comme dans beaucoup d'autres pays, la dégradation de la conjoncture internationale s'est traduite par une évolution moins favorable des termes de l'échange, un ralentissement de la croissance des marchés extérieurs, tant pour les marchandises que pour le tourisme, et une nette inversion des flux migratoires.

L'incidence négative du nouveau contexte international a cependant été accentuée par certaines caractéristiques structurelles de l'économie espagnole, des modes de comportement acquis de longue date, par les agents économiques et l'insuffisance des politiques mises en œuvre par les autorités.

- La dépendance de l'Espagne a l'égard de l'énergie importée (et en particulier du pétrole) était exceptionnellement forte au début des années 70, alors que la base des exportations de marchandises était encore relativement étroite<sup>13</sup>. Par ailleurs, le poids des secteurs touchés par un excédent mondial des capacités de production et/ou confrontés à la concurrence grandissante des nouveaux pays industriels était relativement important<sup>14</sup>. Le degré de dépendance à l'égard du marché touristique mondial était également plus élevé que ce n'était généralement le cas dans les autres pays.
- Le secteur de la construction, qui aurait de toute façon perdu de son dynamisme du fait de la résorption graduelle de la pénurie de logements au cours des années 70, a été touché de plein fouet par le ralentissement des activités touristiques et par la fin du mouvement de l'exode massif vers les centres urbains<sup>15</sup>.
- L'Espagne appartenait au groupe des pays à excédent de main-d'œuvre dans lesquels la part de la population d'âge actif travaillant dans l'agriculture était encore très élevée (environ 14½ pour cent) au début des années 70. L'exode de la population active agricole s'est donc poursuivi jusqu'à très récemment, alors que l'emploi industriel accusait une diminution spectaculaire et que l'on assistait à une inversion des flux migratoires.

Par ailleurs, les agents économiques ont été lents à adapter leur mode de comportement à l'évolution de la situation, l'une des raisons en étant que le système économique hérité du précédent régime était rigide et protégé des influences extérieures, ce qui ne favorisait guère l'ajustement.

- Malgré la détérioration croissante du marché du travail, un plus large consensus social sur la nécessité d'une modération salariale et la nette décélération observée depuis quelques années, les augmentations de salaires réels ont été jusqu'à ces derniers temps incompatibles avec le rétablissement de l'équilibre intérieur. Cela peut s'expliquer dans une large mesure par les rigidités du marché du travail<sup>16</sup>, les anticipations persistantes héritées de la période de forte croissance et les vigoureuses pressions syndicales s'inscrivant dans un nouveau contexte politique et social.
- La protection excessive du marché intérieur, la multiplication des subventions et des transferts aux entreprises en difficulté ainsi que les rigidités des marchés du crédit et des capitaux ont entravé l'action des forces du marché et, par voie de conséquence, la transformation structurelle de l'industrie.

- L'incertitude suscitée par la fréquence des élections ainsi que par d'autres facteurs non économiques bien connus a également exercé une influence défavorable sur les anticipations et les projets d'investissement des entreprises.

L'insuffisance des mesures de politique économique a cependant aussi contribué à retarder le processus d'ajustement, à compliquer la gestion économique et à affecter les anticipations des agents économiques.

- Du fait de l'héritage laissé par le précédent régime, priorité a d'abord été donnée aux réformes institutionnelles et politiques fondamentales, la politique économique restant relativement passive. Ce n'est qu'après la signature du «Pacte de la Moncloa», à l'automne de 1977, que les autorités ont lancé un vaste programme de stabilisation visant à corriger les déséquilibres consécutifs au premier choc pétrolier. Toutefois, l'efficacité à moyen terme de la régulation de la demande a été limitée. Les pouvoirs publics ne contrôlant qu'imparfaitement le budget et les mouvements de capitaux, les objectifs de la politique monétaire ont été parfois difficiles à concilier avec les buts fixés en matière de taux de change. Ceci a notamment été le cas lors de l'appréciation de la peseta en 1978-79. Au cours des dernières années, la politique monétaire est restée le principal instrument de régulation à court terme, encore que les autorités se soient dans l'ensemble bornées à accompagner la conjoncture. Compte tenu de l'état déprimé de l'économie internationale, de l'augmentation rapide du déficit du secteur public et des pressions persistantes exercées sur les coûts, la stratégie adoptée par les autorités n'a pas permis de juguler la stagflation.
- Outre qu'elle a alourdi les coûts de production, l'augmentation rapide des charges sociales jusqu'à ces derniers temps a tendu à fausser les coûts relatifs des facteurs, et donc la relation entre la croissance de la production et l'emploi.
- L'Espagne a tardé à prendre des mesures pour réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger. Les prix intérieurs de l'énergie n'ont pas été notablement relevés avant le milieu de 1979 et d'importants retards ont marqué l'élaboration et la mise en œuvre du programme énergétique global à moyen terme. Aussi, et contrairement à ce qui a été observé dans beaucoup d'autres pays Membres, la croissance des besoins énergétiques a été plus rapide que celle du PIB jusqu'en 1981.
- En dépit de divers plans de restructuration, aucune mesure concrète importante n'a été prise dans les secteurs touchés par la crise. Une action dans ce domaine s'imposait pourtant depuis longtemps étant donné la vulnérabilité de la structure industrielle du pays.

On aurait cependant tort d'en conclure qu'à l'échéance de 1982, aucun progrès n'avait été fait sur la voie de la suppression des déséquilibres structurels. Le processus visant à corriger les distorsions des parts relatives de revenu et des prix des facteurs était amorcé. La flexibilité du marché du travail s'était légèrement améliorée, les rigidités inhérentes aux marchés monétaire et financier avaient été en partie supprimées, et la forte dépendance à l'égard de l'énergie importée avait été considérablement réduite<sup>17</sup>. Mais bien que des progrès non négligeables aient été faits dans la bonne direction, ils n'en demeuraient pas moins insuffisants face aux défis des années 80. L'aggravation du déficit du secteur public était en outre devenue préoccupante en raison de ses répercussions sur l'affectation des ressources et des problèmes qu'elle posait aux responsables de la gestion monétaire. Et il était de plus en plus urgent de résoudre les graves problèmes de la Sécurité sociale, d'assainir la situation financière des entreprises publiques et d'engager le processus de restructuration industrielle trop longtemps retardé. Étant donné la médiocrité de la conjoncture (croissance faible,

chômage très élevé, inflation relativement forte, lourd déficit de la balance des opérations courantes et diminution substantielle des réserves de change), le gouvernement porté au pouvoir par les élections d'octobre 1982 se trouvait donc confronté à une tâche difficile.

## II. POLITIQUE ÉCONOMIQUE, ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES A COURT TERME

### *Stratégie d'ensemble*

La stratégie du nouveau gouvernement a été définie dans une perspective à moyen terme. L'année 1983 devait être principalement une année d'ajustement consacrée au freinage de l'inflation et au redressement de la balance extérieure courante, essentiellement par le biais d'un net durcissement de la politique monétaire et de mesures destinées à contenir le déficit du secteur public. L'objectif fixé pour la croissance économique était de l'ordre de 2 pour cent ; le taux d'inflation devait être ramené à 12 pour cent à la fin de l'année et le déficit de la balance courante aux alentours de 3 milliards de dollars des États-Unis.

- Afin d'améliorer la compétitivité extérieure, la peseta a été dévaluée de 8 pour cent par rapport au dollar des États-Unis le 6 décembre 1982.
- Le taux central de la fourchette d'objectifs délimitant l'expansion de la masse monétaire au sens large (M3) en 1983 a été réduit de 3 points et fixé à 13 pour cent<sup>18</sup>. De même, l'objectif de croissance de l'agrégat monétaire plus large ALP (actifs liquides détenus par le public) a été ramené à 15½-16 pour cent contre 18.6 pour cent en 1982.
- Le budget initial pour 1983 prévoyait un déficit de trésorerie de l'administration centrale de 1 294 milliards de pesetas, chiffre compatible avec la volonté de contenir aux alentours de 6 pour cent du PIB le déficit global des administrations publiques calculé sur la base des comptes nationaux.
- Les autorités reconnaissent en outre la nécessité de freiner fortement la progression des salaires dans la fonction publique et les entreprises publiques, les majorations devant s'inscrire dans la partie inférieure de la fourchette retenue dans le cadre de l'accord salarial national conclu par les interlocuteurs sociaux dans le secteur privé. L'objectif général des autorités était en l'occurrence de maintenir le pouvoir d'achat des salaires.

Ces grands axes ont été généralement respectés. Malgré certaines difficultés en cours d'année, les objectifs monétaires ont été réalisés et le déficit des administrations publiques a été contenu aux alentours de 6 pour cent du PIB. Les autres objectifs, concernant la croissance réelle, l'inflation et la balance extérieure courante, ont été également atteints, mais le chômage a continué de s'accroître.

Les objectifs de la politique économique pour 1984 impliquent un nouveau resserrement de la politique monétaire, la croissance de M3 devant être limitée à 10.5 pour cent<sup>19</sup> au cours de l'année et celle des actifs liquides détenus par le public (ALP) à 12.5 pour cent. Le budget de 1984 vise à réduire le déficit des administrations publiques de ½ point pour le ramener à 5½ pour cent du PIB. En ce qui concerne les objectifs de la politique des revenus, les autorités ont annoncé une norme de 6½ pour cent pour les augmentations de salaires en 1984. Cette norme – obligatoire pour le secteur public (administrations et entreprises publiques) – devrait

servir de référence aux accords salariaux dans le secteur privé. En outre, dans le cadre d'une stratégie à moyen terme axée sur un ajustement structurel de l'économie, des plans de restructuration ont été élaborés pour différents secteurs industriels (principalement, la sidérurgie et la construction navale) et les premières mesures ont déjà été prises. Il est également prévu de réformer le régime de Sécurité sociale et d'assainir la situation financière des entreprises publiques, dans le cadre d'un objectif plus large, qui est de ramener le déficit du secteur public à 3.3 pour cent environ du PIB d'ici 1986.

### *Politique monétaire*

En Espagne, la politique monétaire est traditionnellement le principal instrument de régulation de la demande, encore que le cadre dans lequel s'inscrit cette politique ait beaucoup évolué ces dernières années. Les autorités ont cherché à maîtriser les agrégats monétaires en réglementant les réserves des banques. Afin de maintenir l'évolution des réserves bancaires sur une trajectoire compatible avec le rythme de croissance souhaité de M3, (principal objectif intermédiaire depuis 1973), la Banque d'Espagne fournit des fonds sous forme de prêts ou à l'inverse retire des capitaux du marché en plaçant des certificats de régulation monétaire à court terme (CRM) ou des bons du Trésor (Pagarés del Tesoro) auprès des banques privées et d'autres intermédiaires financiers agréés. Ce processus n'a pas empêché d'amples fluctuations des taux d'intérêt sur le marché de l'argent. La Banque d'Espagne s'est toutefois efforcée d'éviter la formation d'un écart excessif entre les taux d'intérêt intérieurs et les taux internationaux, de façon à prévenir les mouvements de capitaux inopportuns.

L'évolution monétaire au cours de l'année 1983 a été irrégulière, les principaux agrégats accusant de fortes variations sous l'effet conjugué de tensions financières intérieures imputables au financement du déficit du secteur public, et de facteurs externes. Les difficultés inhérentes à la régulation monétaire ont été accentuées par les efforts visant à contrôler à la fois M3 et l'agrégat monétaire élargi ALP. Durant le premier trimestre de l'année, la croissance de ces deux agrégats a dépassé les objectifs, les taux effectifs étant de l'ordre de 14 pour cent et 19 pour cent respectivement. Le principal facteur responsable de cette évolution a été la rapide expansion des actifs financiers liquides non-monétaires détenus par le public, en particulier les bons du Trésor à court terme, les acceptations de banque et les effets de commerce<sup>20</sup>. La nette détente des marchés du crédit intérieurs s'est accompagnée d'un affaiblissement du taux de change, la peseta se dépréciant de 6 pour cent en termes effectifs au cours des quatre mois s'achevant en avril. Par ailleurs, les interventions massives de la Banque d'Espagne se sont traduites par une baisse des réserves de 1.6 milliard de dollars durant la même période. L'objectif d'accroissement de M3 a donc été révisé en baisse et fixé à 12 pour cent pour le reste de l'année. Au second trimestre, l'offre d'actifs liquides aux banques a été fortement réduite et le niveau des dépôts obligatoires auprès de la Banque d'Espagne a été relevé de 1 point en avril et porté à 4 pour cent du total des dépôts. Pour contenir les pressions exercées sur le taux de change, les autorités ont laissé monter les taux d'intérêt interbancaires jusqu'aux alentours de 20 pour cent.

Ce resserrement de la politique monétaire a suscité en contrepartie une réaction à l'intérieur du système bancaire sous la forme d'une accélération de l'émission d'actifs non monétaires très liquides, tels qu'effets commerciaux bancaires et acceptations de banque. De ce fait, l'agrégat ALP s'est accru de près de 18 pour cent tant en avril qu'en mai, alors que la croissance de M3 s'est modérée, revenant aux alentours de 12 pour cent au cours de la période. En l'occurrence, la réduction de l'offre d'actifs de réserve par la Banque d'Espagne a entraîné une hausse notable des taux d'intérêt interbancaires, laquelle a accentué le processus de substitution des actifs et de création d'actifs liquides non monétaires. Dans l'optique de

Tableau 5. Agrégats monétaires

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	Résultats					Objectifs
Milliards de pesetas, en fin d'année						
M3, masse monétaire au sens large	10 422	12 156	14 290	16 605	18 712	20 583
M1	3 545	4 015	4 520	4 833	4 678	
Monnaie fiduciaire	1 040	1 186	1 335	1 533	1 543	
Dépôts à vue	2 505	2 829	3 185	3 300	3 135	
Dépôts d'épargne	2 884	3 175	3 495	3 822	4 017	
Dépôts à terme	3 993	4 996	6 055	7 361	8 526	
Autres disponibilités	206	297	489	931	1 549	2 211
Bons du Trésor			1	59	360	
Certificats de la Banque d'Espagne			25	18	70	—
Disponibilités créées par le secteur privé			463	854	1 119	—
Total ALP <sup>1</sup>	10 628	12 453	14 779	17 536	20 261	22 794
Crédit intérieur net	10 741	12 917	15 862	18 703	21 534	24 357
Crédit au secteur public	1 016	1 404	2 404	3 275	4 678	6 220
Crédit au secteur privé	9 725	11 513	13 298	15 428	16 856	18 137
Pourcentages de variations						
M1	8.7	13.3	12.6	6.9	-3.3	
M3	18.0	16.6	17.6	16.2	12.7	10.0
Autres disponibilités	145.6	44.2	64.6	90.4	66.4	42.7
Total ALP	17.5	17.2	18.7	18.6	15.5	12.5
Crédit intérieur net	17.2	20.3	22.8	17.9	15.2	13.1
Secteur public	35.3	38.2	71.2	36.2	42.8	33.0
Secteur privé	15.6	18.4	16.4	15.2	9.3	7.6
PIB aux prix du marché, en valeur	16.9	15.6	14.1	14.9	14.0	

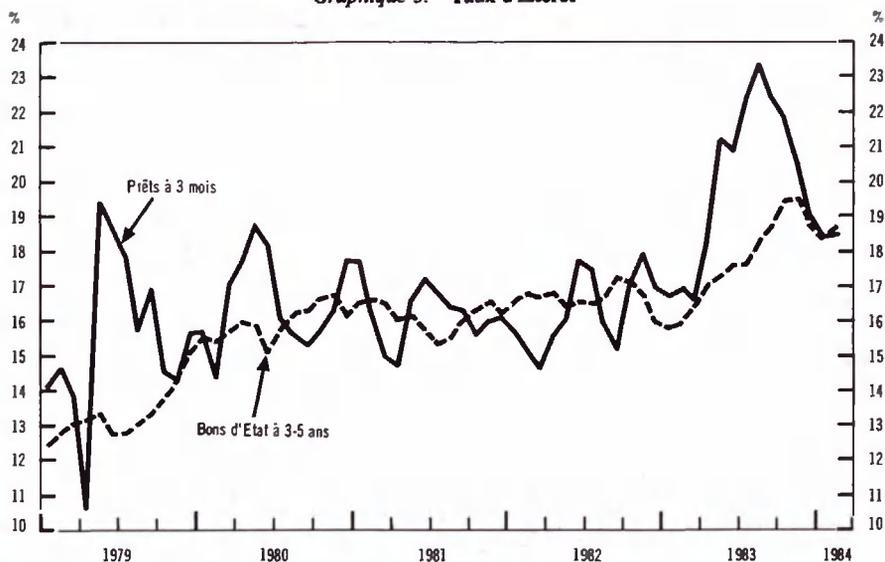
1. L'agrégat ALP couvre les « actifs liquides détenus par le public », qui comprennent, outre M3, les obligations hypothécaires, les bons du Trésor (Pagarés del Tesoro), les acceptations de banque, les effets de commerce et les certificats de la Banque d'Espagne (CRM).

Sources : Banco de España, et données communiquées directement à l'OCDE.

l'agrégat ALP, la politique monétaire a donc accompagné jusqu'à un certain point la conjoncture, bien qu'elle apparaisse restrictive si l'on considère l'évolution de M3. Du fait des difficultés posées par la régulation monétaire, les pressions à la baisse sur le taux de change se sont accentuées au début de juin, entraînant des pertes de devises et une nouvelle dépréciation de la peseta. La politique monétaire a pris un tour nettement plus restrictif au début de l'été, l'objectif d'accroissement de M3 étant ramené à 10 pour cent, tandis que le système bancaire devait suspendre l'émission d'actifs liquides non monétaires n'entrant pas dans M3. Cette phase de resserrement a coïncidé avec une augmentation de la demande de crédit tant privée que publique. Il en est résulté une pression à la hausse sur les taux d'intérêt intérieurs, un affermissement du taux de change de la peseta et d'importantes rentrées de capitaux.

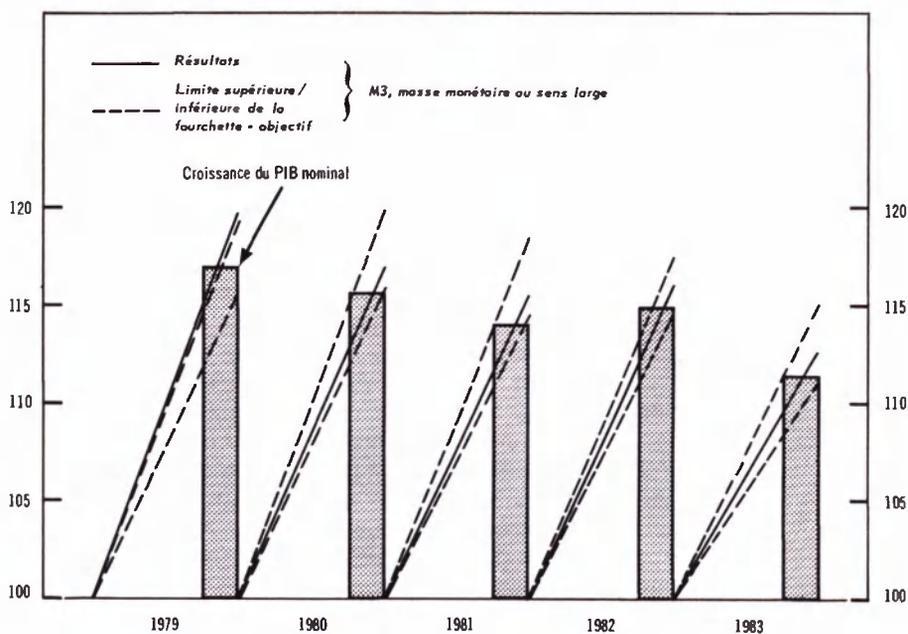
Ce regain de tension sur le marché intérieur du crédit a mis en évidence les difficultés grandissantes posées par la régulation monétaire étant donné l'ampleur du déficit du secteur public. En août, les autorités monétaires, de plus en plus réticentes à verser des taux d'intérêt croissants sur leurs émissions à très court terme<sup>21</sup> ont accru fortement leur offre de réserves

Graphique 5. Taux d'intérêt



Source : Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 6. Objectifs et résultats monétaires



Source : Secrétariat de l'OCDE.

aux banques. Pour contrebalancer en partie l'effet expansionniste de cette décision, les autorités ont relevé de 1 point le coefficient de réserves obligatoires des banques privées. De ce fait, le marché intérieur du crédit s'est nettement détendu au cours des quatre derniers mois de l'année, les demandes de liquidité tant du secteur public que du secteur privé étant satisfaites à des taux d'intérêt encore élevés, mais décroissants. Malgré cela, les objectifs monétaires pour 1983 ont été atteints, M3 ayant progressé à un taux annuel de 12.7 pour cent (donc inférieur au taux de 13 pour cent fixé comme objectif) tandis que les actifs liquides détenus par le public (ALP) augmentaient de 15.5 pour cent. La création nette d'actifs liquides non monétaires (éléments d'ALP non inclus dans M3) a été limitée à 620 milliards de pesetas, au lieu de 650 milliards prévus en début d'année.

Les taux d'intérêt réels ont été beaucoup plus élevés qu'en 1982. Alors même que l'inflation se ralentissait, les taux de rendement nominaux sur le marché des obligations privées se sont accrus de 2.5 points pour atteindre environ 20¼ pour cent. Le rendement des titres de la dette publique a lui aussi fortement augmenté, et s'établissait en moyenne à 18.6 pour cent à la fin de l'année. Les taux à court terme ont accusé de plus amples fluctuations en raison des influences contradictoires de la politique monétaire et de la politique budgétaire. Le taux à trois mois des certificats de la Banque d'Espagne a culminé à 23 pour cent en août avant de se détendre progressivement pour revenir à 18 pour cent en décembre. Les taux à moyen et long termes demandés aux entreprises privées ont pour leur part atteint 6 à 8 pour cent en termes réels au second semestre de l'année. L'expansion du crédit intérieur a été légèrement inférieure aux prévisions (15.0 pour cent au lieu de 15.5 pour cent). Cela s'explique en partie par des pertes de devises moins importantes que prévu ainsi que par le ralentissement de la création d'actifs monétaires privés par le système bancaire – tendance partiellement due à l'interdiction de fait qui a frappé à partir d'août le placement de cette catégorie d'effets. Le financement par le secteur privé s'est accru de 9¼ pour cent seulement au lieu des 11.2 pour cent initialement prévus, et sa part dans l'expansion totale du crédit est tombée de 70 pour cent en 1962 à 50 pour cent en 1983, la part du secteur public augmentant en conséquence.

Le programme monétaire initial de la Banque d'Espagne pour 1984 repose sur l'hypothèse d'une croissance de 10 à 11 pour cent du PIB nominal. Conformément à cette projection, l'objectif d'accroissement de M3 est fixé à 10.5 pour cent. Étant donné le poids très élevé des émissions nettes de bons du trésor à court terme (Pagarés del Tesoro) dans le financement du déficit du secteur public en 1984, cela suppose une expansion des actifs liquides du secteur privé (ALP) de 12.5 à 13.0 pour cent. Dans l'hypothèse où le déficit de la balance extérieure courante resterait limité à 2.0 milliards de dollars, la réalisation des objectifs monétaires implique que l'expansion du crédit intérieur ne dépasse pas 13.1 pour cent. Compte tenu des besoins financiers prévus du secteur public (un peu plus de 1.4 trillion de pesetas), le crédit au secteur public devra progresser de 32.5 pour cent (soit 10 points de moins qu'en 1983). En conséquence, le financement du secteur privé ne devrait augmenter que de 7.6 pour cent, ce qui représente une sensible décélération par rapport à 1983 et donc une nouvelle diminution en termes réels.

### *Politique budgétaire*

L'évolution budgétaire en 1983 a été affectée par plusieurs facteurs particuliers. En raison des élections nationales d'octobre 1982, l'adoption du budget de 1983 a été reportée à juillet 1983. Le budget 1982 a donc été automatiquement reconduit pendant près de sept mois, ce qui s'est traduit durant ce laps de temps par un freinage des dépenses<sup>22</sup>. Un second facteur qui a influé sur les résultats budgétaires, tant en 1982 qu'en 1983, a été le processus de

Tableau 6. Comptes des administrations publiques  
Définition des comptes nationaux

	Milliards de pesetas					Pourcentage de variation			
	1980	1981	1982	1983	1984 Budget	1981	1982	1983	1984
Recettes courantes	4 546	5 306	5 903	6 909	7 903	16.7	11.2	17.0	14.4
Impôts directs	1 070	1 238	1 305	1 578	1 894	15.7	5.4	20.9	20.0
<i>dont :</i>									
Ménages	722	788	923	1 141		9.0	17.2	23.6	—
Entreprises	348	451	382	437		29.6	-15.2	14.4	—
Impôts indirects	981	1 223	1 488	1 791	2 279	24.7	21.6	20.4	27.2
Cotisations de Sécurité sociale	1 991	2 287	2 491	2 869	3 101	14.8	8.9	15.2	8.1
Autres	504	558	619	671	629	10.7	10.9	8.4	-6.3
Dépenses courantes	4 435	5 255	6 221	7 271	8 245	18.5	18.4	16.9	13.4
Consommation publique	1 750	2 013	2 411	2 772	3 036	15.0	19.8	15.0	9.5
<i>dont :</i>									
Salaires et traitements	1 387	1 625	1 868	2 156	2 350	17.2	14.9	15.4	9.0
Prestations de Sécurité sociale	2 083	2 555	3 012	3 324	3 726	22.6	17.9	10.4	12.1
Revenu des investissements	117	128	182	338	426	9.0	42.3	86.1	26.0
Transferts courants et divers	485	560	617	837	1 057	15.3	10.3	35.6	26.3
Épargne nette (% du PIB)	110 (0.7)	51 (0.3)	-319 (-1.6)	-362 (-1.4)	-342 (-1.4)				
Recettes en capital	102	125	142	169	236	22.6	13.5	19.3	39.6
Consommation de capital fixe	69	83	95	115	131	20.2	14.1	21.2	13.9
Transferts en capital reçus et divers	33	42	47	54	105	27.6	12.5	15.4	94.4
Dépenses en capital	517	699	960	1 157	1 270	35.1	37.4	20.5	9.8
Formation brute de capital fixe <sup>1</sup>	285	378	499	595	688	32.9	31.9	19.2	15.6
Transferts en capital versés	232	320	461	562	582	37.8	43.9	22.0	3.6
Déficit (% du PIB)	-305 (-2.0)	-523 (-3.0)	-1 137 (-5.7)	-1 350 (-6.0)	-1 376 (-5.5)				
<i>dont :</i>									
Déficit de la Sécurité sociale (% du PIB) <sup>2</sup>	(-2.1)	(-3.1)	(-4.1)	(-4.4) <sup>3</sup>					

1. Y compris les acquisitions de propriétés foncières.

2. Non compris les transferts de l'administration centrale aux caisses de Sécurité sociale.

3. Chiffres provisoires.

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : Données communiquées directement à l'OCDE.

clarification de la position financière effective de certains organismes publics. Cette action, qui visait à mettre un terme aux déficits non comptabilisés (en particulier ceux du système de la Sécurité sociale) a entraîné une forte augmentation des transferts budgétaires en 1982 et un net alourdissement du déficit budgétaire global. De nouvelles mesures ont été prises en février 1983 avec la présentation au Parlement d'un budget extraordinaire de 660 milliards de pesetas, dont la moitié environ seulement correspondait à des dépenses additionnelles devant être effectuées en 1983 et 1984. Le reste représentait les déficits antérieurs de divers organismes publics, qui avaient déjà donné lieu à des décaissements. La régularisation des déficits occultes ayant abouti à des projections budgétaires initiales plus conformes à la réalité, on devrait pouvoir éviter les importants dépassements de crédits enregistrés par le

passé. Outre les modifications apportées aux procédures comptables, le processus de décentralisation régionale et locale en cours prévoit le transfert de certaines charges financières, notamment dans le domaine de l'éducation, en même temps qu'une extension des pouvoirs de collecte de l'impôt. Ce processus, qui devrait s'achever en 1985, pourrait être à l'origine de nouvelles complications importantes sur le plan des statistiques budgétaires.

Une première analyse de l'orientation de la politique budgétaire donne à penser que les opérations des administrations publiques ont eu une incidence légèrement restrictive sur la demande en 1983. Le déficit global (dans l'optique des comptes nationaux) s'est accru, atteignant 1 350 milliards de pesetas, mais sa part dans le PIB est restée approximativement inchangée (de l'ordre de 6 pour cent). La croissance de la consommation publique s'est ralentie, passant de 19.8 pour cent en 1982 à 15 pour cent en 1983, ce qui implique une nette décélération en termes réels (de 6 pour cent à 4 pour cent). L'emploi dans les administrations publiques a continué de s'accroître de 3½ pour cent environ, mais les achats de biens et services ont été fortement freinés. La croissance des investissements est tombée de 13.9 pour cent en 1982 à 4.8 pour cent en 1983 en termes réels, en nette contradiction avec l'évolution observée ces dernières années, au cours desquelles les dépenses publiques avaient été délibérément réorientées vers l'investissement afin de soutenir l'activité. Dans l'ensemble, la contribution directe des dépenses publiques en biens et services (investissements compris) à la croissance du PIB est passée de 1 pour cent environ en 1982 à 0.4 pour cent en 1983. De même, l'incidence positive exercée sur le revenu disponible des ménages par l'effet redistributif des opérations publiques (cotisations et prestations de sécurité sociale) a été plus faible en 1983 (0.9 pour cent) qu'en 1982 (1.6 pour cent)<sup>23</sup>. La pression fiscale exprimée par le rapport des impôts au PIB a augmenté de 1.5 pour cent du fait du relèvement des taux de certains impôts indirects, de la modification du barème des retenues à la source pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des réductions apportées aux exonérations afférentes à divers impôts directs et d'une action plus énergique contre la fraude fiscale.

Les objectifs de la politique budgétaire pour 1984 doivent être examinés dans le contexte de la stratégie budgétaire à moyen terme qui vise à résorber progressivement le déficit du secteur public au cours des prochaines années. Les dépenses courantes des administrations publiques (dans l'optique des comptes nationaux) devraient s'accroître de 13.4 pour cent en termes nominaux contre 16.9 pour cent en 1983. Cette modération devrait surtout résulter d'une décélération notable des salaires dans la fonction publique et d'un net ralentissement de la croissance des transferts courants. Les dépenses en capital ne devraient progresser que de 9.8 pour cent – taux bien plus faible que les années précédentes, en raison essentiellement d'une réduction considérable de la croissance des transferts en capital. Selon les prévisions budgétaires, la formation brute de capital fixe ne devrait en effet augmenter que de 15.6 pour cent, soit un accroissement de l'ordre de 6 pour cent en termes réels. Les recettes courantes devraient progresser de quelque 14½ pour cent, soit un peu moins qu'en 1983 (17 pour cent), du fait principalement d'un net ralentissement de la croissance des cotisations de Sécurité sociale. La progression attendue des recettes au titre des impôts directs ne marque qu'un léger recul par rapport à 1983, alors que les recettes provenant des impôts indirects devraient augmenter beaucoup plus que l'année précédente (27.2 pour cent contre 20.4 pour cent). Selon les projections, le déficit des administrations publiques n'augmenterait que de 26 milliards de pesetas pour s'établir à 1 376 milliards, sa part dans le PIB tombant de 6 pour cent en 1983 à 5½ pour cent en 1984. Les opérations des administrations publiques devraient donc avoir cette année un effet légèrement déflationniste sur la demande.

Le déficit du budget de l'État (sur la base des paiements) devrait atteindre 1 330 milliards de pesetas, un montant légèrement supérieur à celui initialement prévu dans le budget pour 1983, mais inférieur d'environ 160 milliards de pesetas au déficit effectif de l'an dernier.

Tableau 7. Budget de l'État et financement

Sur la base des paiements

	Milliards de pesetas						Pourcentages de variation				
	1980	1981	1982	1983	1983	1984	1981	1982	1983	1984 <sup>1</sup>	1984 <sup>2</sup>
	Résultats				Budget		Résultats			Budget	
Recettes totales	1 940	2 318	2 636	3 277	3 402	4 069	19.5	13.7	24.3	24.2	19.6
Recettes fiscales	1 679	1 921	2 162	2 745	2 826	3 458	14.4	12.5	27.0	26.0	22.4
Impôts directs	908	991	1 159	1 431	1 535	1 807	9.1	17.0	23.5	26.3	17.7
<i>dont :</i>											
Ménages	800	800	937	1 142	1 244	1 487	0.0	17.1	21.9	30.2	19.5
Entreprises	108	191	222	289	291	320	76.9	16.2	30.2	10.7	10.0
Impôts indirects	771	930	1 003	1 314	1 291	1 651	20.6	7.8	31.0	25.6	27.9
Autres	261	397	474	532	576	611	52.1	19.4	12.0	14.8	6.1
Dépenses totales	2 369	2 795	3 695	4 567	4 337	5 116	18.0	32.2	23.6	12.0	18.0
Dépenses courantes	1 853	2 159	2 839	3 559	3 319	3 957	16.5	31.5	25.4	11.2	19.2
Salaires et traitements	885	1 017	1 073	1 189	1 259	1 225	14.9	5.5	10.8	3.0	2.7
Achats de biens et services	125	123	151	170	171	184	-1.6	22.8	12.6	8.2	7.6
Transferts courants	813	982	1 536	2 025	1 700	2 257	20.8	56.4	31.8	11.5	32.8
Autres	30	37	79	175	188	291	23.3	113.5	121.5	66.3	54.8
Dépenses en capital	516	636	856	1 008	1 018	1 159	23.3	34.6	17.6	15.0	13.9
Formation de capital fixe	172	227	290	438	409	452	32.0	27.8	51.0	3.2	10.5
Transferts en capital <sup>3</sup>	344	409	566	570	609	707	18.9	38.4	0.7	24.0	16.1
Autres postes d'ajustement <sup>4</sup>	114	99	122	120	-	-	-13.2	23.2	-1.6		
Solde du budget	-315	-377	- 937	-1 168	- 935	-1 047					
Opérations extra-budgetaires	- 70	-108	- 130	- 63		-					
Solde global net	-385	-485	-1 067	-1 231		-					
Opérations financières, net <sup>5</sup>	- 10	-127	- 53	- 264	- 176	- 284					
Besoin de financement (-)	-395	-612	-1 120	-1 495	-1 111	-1 331					
Financement :											
Banque d'Espagne	345	454	808	268	81	470					
Emprunts à l'étranger, net	- 19	41	106	146	140	75					
Emprunts intérieurs, net	69	117	206	1 081	890	786					

1. Pourcentage d'accroissement calculé par rapport aux résultats de 1983.

2. Pourcentage d'accroissement calculé par rapport aux prévisions budgétaires de l'exercice 1983.

3. Y compris un montant peu important de postes résiduels reportés des budgets précédents.

4. Y compris la différence entre les engagements et les paiements ainsi que des postes résiduels reportés des budgets précédents mais non encore affectés à des comptes particuliers.

5. Y compris un faible accroissement net de la frappe de monnaies divisionnaires.

Source : Ministère des Finances.

L'analyse de l'évolution des recettes et des dépenses est rendue difficile par les modifications apportées aux procédures comptables ces deux dernières années, qui devraient réduire l'écart entre les projections du budget initial et les résultats effectifs. Néanmoins, les prévisions budgétaires pour 1984 sembleraient indiquer une décélération des dépenses totales due principalement à un net ralentissement de la consommation publique. Les transferts et subventions devraient rester le principal moteur de la croissance des dépenses. En ce qui concerne le financement du déficit, on devrait voir se poursuivre la tendance à une réduction du financement direct par la Banque d'Espagne et à un recours accru aux émissions d'effets publics sur le marché intérieur des capitaux. Les autorités prévoient d'émettre pour 411 milliards de pesetas de titres à moyen et à long terme en 1984, dont 75 milliards sur les marchés extérieurs. On envisage également des ventes nettes de bons du Trésor à court terme (Pagarés del Tesoro) pour un total de 450 milliards de pesetas. Le solde (470 milliards de pesetas) devrait être couvert par la Banque d'Espagne.

### *L'année 1983*

L'évolution de la situation en 1983 a été généralement conforme à ce que l'on avait initialement prévu. L'activité économique s'est quelque peu affermie, le PIB réel progressant d'environ 2¼ pour cent et la valeur ajoutée dans l'industrie de 2¾ pour cent. Ce résultat a principalement tenu à une forte progression des exportations nettes de biens et services<sup>24</sup>. La demande intérieure est restée faible du fait de la baisse persistante de la formation brute de capital fixe et de la décélération marquée de la consommation publique. Le redressement de l'activité a été trop limité pour empêcher une nouvelle aggravation du chômage, qui s'est établi à 17.7 pour cent de la population active en moyenne pendant l'année, l'un des taux les plus élevés des pays Membres de l'OCDE. L'inflation s'est quelque peu ralentie, le rythme de hausse des prix à la consommation ayant fléchi de 2.2 points entre 1982 et 1983 pour s'établir à 12.2 pour cent. Le différentiel d'inflation avec le reste de la zone de l'OCDE est cependant resté important. Enfin, la position de la balance extérieure courante s'est notablement améliorée puisque le déficit a été ramené à 2.5 milliards de dollars, soit près de la moitié du niveau enregistré en 1982.

On estime qu'en 1983 la consommation privée a augmenté d'environ ¾ pour cent en volume. Le revenu disponible réel des ménages a légèrement progressé, en grande partie du fait de la croissance rapide et soutenue des prestations sociales (près de 16 pour cent) et d'un certain redressement des revenus de la propriété et de l'entreprise. La masse salariale a de nouveau diminué en termes réels, sous l'effet d'une contraction de l'emploi salarié et d'une augmentation des impôts. En raison des majorations de salaires résultant de l'application de la clause de révision prévue par l'ANE<sup>25</sup> et de l'accélération des règlements de sécurité sociale et des remboursements d'impôts<sup>26</sup> qui sont intervenus à la fin de 1982, la consommation privée en 1983 a été plus dynamique au premier semestre qu'au second.

La baisse de la formation brute de capital fixe a été une fois encore imputable au secteur privé, alors que la croissance des investissements du secteur public, quoique plus lente qu'au cours des deux années précédentes, était relativement ferme (5 pour cent) et largement concentrée sur les secteurs de la construction et des travaux publics. La construction résidentielle a continué de fléchir, la contraction étant de l'ordre de 6.5 pour cent. L'état déprimé de la demande de logements a résulté de facteurs tant structurels que cycliques, en particulier la compression du revenu disponible réel et l'incertitude des perspectives en matière d'emploi. Les excédents de capacité combinés à la faiblesse des marges bénéficiaires, à l'incertitude des perspectives concernant la demande, au resserrement du crédit et au niveau élevé des taux d'intérêt réels, expliquent la diminution des investissements des entreprises, en particulier dans le secteur des machines et outillages<sup>27</sup>.

Tableau 8. Demande et production

	1982 Milliards de pesetas	Pourcentages de variation annuelle					
		1978	1979	1980	1981	1982 <sup>1</sup>	1983 <sup>2</sup>
Consommation privée	13 893	1.3	1.2	1.3	-0.9	0.5	0.7
Consommation publique	2 396	5.5	4.2	4.4	1.5	6.3	4.1
Formation brute de capital fixe	3 894	-2.3	-4.5	1.3	1.0	-2.0	-1.5
Demande intérieure finale	20 183	1.0	0.3	1.6	-0.3	0.7	0.6
Formation de stocks <sup>3</sup>	73	-1.4	1.0	0.8	-1.9	0.0	0.0
Demande intérieure totale	20 256	-0.5	1.3	2.4	-2.1	0.7	0.6
Exportations	3 636	10.7	6.4	0.6	6.9	7.1	7.6
Biens	2 392	11.8	12.8	1.8	6.8	7.8	
Services	1 244	8.7	-5.5	-2.0	7.2	5.6	
Importations	3 980	-0.7	11.5	3.8	-2.8	4.5	-0.6
Biens	3 545	-1.6	11.5	1.0	-5.6	3.7	
Services	435	6.6	11.3	24.8	14.0	8.5	
Solde extérieur <sup>3</sup>	-344	1.7	-0.9	-0.6	1.7	0.5	1.7
Erreurs d'estimation <sup>3</sup>		0.6	-0.3	-0.3	0.7	0.0	
PIB aux prix du marché	19 912	1.8	0.2	1.5	0.2	1.2	2.2
Agriculture	1 213	6.7	-4.1	8.8	-10.4	1.3	3.5
Production du secteur non agricole	17 670	2.0	0.6	0.7	0.8	1.2	2.0
Énergie, électricité et eau		4.5	5.5	6.0	4.0		
Industries extractives et manufacturières		1.7	-0.8	-0.3	0.0	-0.7	2.7
Construction	1 436	-4.7	-3.6	-1.7	-2.5	2.9	-1.0
Services	10 965	3.0	1.7	1.2	1.4	2.2	1.9
dont :							
Administration publique		5.0	4.5	4.1	3.5		
Logements occupés par leurs propriétaires		1.0	2.5	2.0	2.2		
PIB au coût des facteurs	18 883	2.5	0.2	1.5	-0.4	1.2	2.1
<i>Pour mémoire :</i>							
Formation de capital fixe, total		-2.3	-4.5	1.3	1.0	-2.0	-1.5
Logement		-6.0	-7.6	-2.0	-2.8	-5.5	
Autres constructions		0.3	-1.8	0.3	-2.2	4.3	-1.8
Matériel de transport		-7.0	-6.5	-1.0	0.9	-6.6	
Machines et autres matériels		-0.5	-4.6	6.0	7.1	-5.6	-1.0
Secteur public		-19.0	-19.7	2.7	9.5	13.9	4.8
Secteur privé		0.0	-2.8	1.2	0.2	-3.8	-2.4

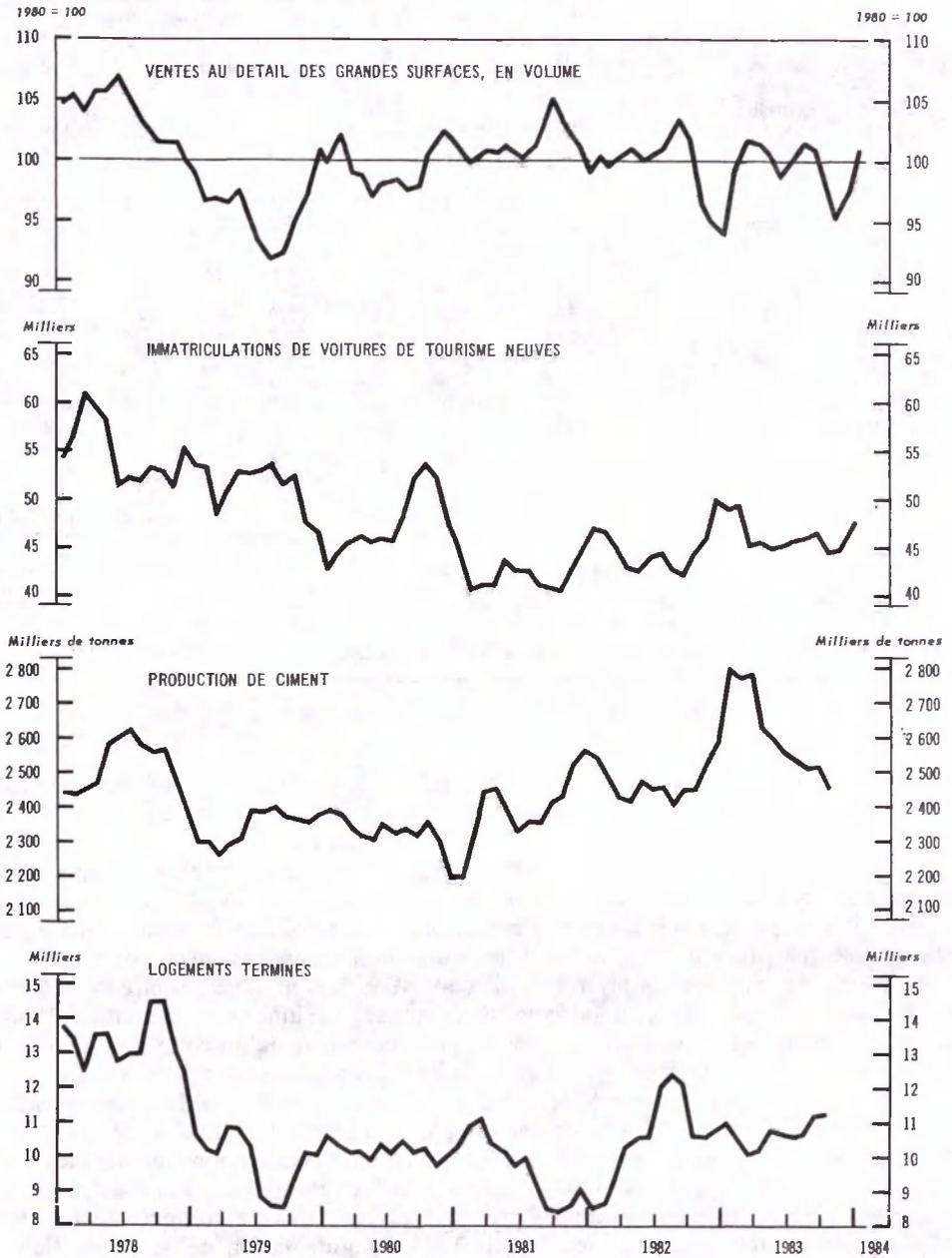
1. Chiffres provisoires.

2. Estimations.

3. Contribution au PIB, variation en volume entre l'année en cours et l'année précédente, en pourcentage du PIB de l'année précédente.

Sources : INE, *Contabilidad Nacional de España* ; données communiquées directement à l'OCDE.

**Graphique 7. Indicateurs conjoncturels  
Corrigés des variations saisonnières**



Source : Secrétariat de l'OCDE.

Tableau 9. Compte d'affectation des ménages

	1977	1983	1978	1979	1980	1981	1982	1983 <sup>1</sup>
	Milliards de pesetas		Pourcentage de variation annuelle					
Rémunération des salariés	5 051	11 626	22.6	16.6	13.5	13.1	12.2	11.7
dont :								
Cotisations patronales à la Sécurité sociale	1 075	2 916	28.6	21.3	17.9	13.2	14.0	14.3
Salaires et traitements nets	3 976	8 710	21.0	15.3	12.2	13.1	11.6	10.9
Bénéfices et revenu de l'emploi indépendant	2 220	5 708	21.4	17.1	20.3	11.1	18.0	14.7
Prestations de Sécurité sociale	990	3 692	40.8	27.2	23.0	21.5	20.2	16.0
Transferts et variations de réserves des caisses de retraite, net	73	247	24.7	-41.8	34.0	122.5	39.9	11.8
Revenu total	8 334	21 273	24.5	17.6	16.7	14.4	15.3	13.3
Impôts directs	231	1 059	63.2	35.8	44.3	6.6	9.9	22.3
Cotisations de Sécurité sociale	1 125	3 078	29.3	21.6	17.2	15.1	12.6	14.5
Revenu disponible	6 978	17 136	22.4	16.2	15.2	14.8	16.0	12.5
Dépenses des consommateurs	6 374	15 709	20.8	17.5	17.1	14.0	14.9	13.1
Épargne (Taux d'épargne)	604	1 427	39.1 (9.8)	3.6 (8.8)	-4.8 (7.2)	24.3 (7.8)	32.8 (8.8)	4.5 (8.3)
Revenu disponible réel			2.7	0.0	-0.4	-0.4	1.5	0.4

1. Estimations.

Note : Le compte d'affectation des ménages pour 1982 et 1983 a subi des distorsions. En raison du versement anticipé des remboursements d'impôts et des prestations de Sécurité sociale effectué à la fin de 1982, le revenu disponible a été supérieur d'environ 180 milliards de pesetas au montant normalement attendu. Les chiffres ci-dessus ont été ajustés en fonction de ces variations exceptionnelles. Les données brutes se traduisent par une augmentation en pourcentage du revenu disponible de 16.6 % en 1982 et de 15 % en 1983, les taux d'épargne correspondants étant de 9.2 pour cent et de 8.3 pour cent.

Sources : Comptes nationaux de l'Espagne et données communiquées directement à l'OCDE.

L'emploi total a continué de se contracter en 1983, quoique à un rythme plus modéré (1 pour cent) qu'en 1982. Cette relative amélioration a uniquement tenu au fait que, rompant nettement avec sa tendance antérieure, l'emploi agricole s'est stabilisé. L'offre de main-d'œuvre dans l'agriculture restant excédentaire, ce phénomène peut s'expliquer par le chômage élevé qui sévit dans les zones urbaines et par la protection économique et sociale offerte par le groupe familial dans les zones rurales. L'emploi dans le secteur non-agricole privé a accusé une baisse de 2¾ pour cent, la chute étant encore plus marquée pour l'emploi salarié (3¼ pour cent). Pour la première fois depuis 1979, le nombre des employeurs et des travailleurs indépendants (secteur agricole non compris) a quelque peu augmenté en 1983. Le chômage a poursuivi sa progression, quoique plus lentement qu'au cours des cinq années précédentes; à la fin de l'année, il touchait quelque 2.4 millions de personnes, soit près de 18¼ pour cent de la population active. L'aggravation des conditions du chômage (durée, composition par âge et par sexe) a été également plus modérée que les années précédentes. Les gains de productivité, notamment dans l'industrie (5½ pour cent) sont restés très élevés, tant par rapport aux niveaux précédemment enregistrés en Espagne qu'aux taux observés dans les autres pays. Mais alors que, les années précédentes, les gains de productivité résultaient principalement de réductions d'effectifs, en 1983 l'augmentation de la production y a contribué pour un peu plus de la moitié.

Le taux d'inflation a diminué de 1.8 point au cours de l'année pour atteindre 12.2 pour cent en décembre, ce qui représente une réduction plus importante que celle enregistrée en

Tableau 10. **Marché du travail**

	1982	1979	1980	1981	1982	1983 <sup>1</sup>	1982T4	1983T4
	Million	Pourcentage de variation annuelle						
Population totale	37.83	0.9	0.8	0.7	0.7			
Population d'âge actif (en % de la population)	26.98	0.7 (70.4)	0.9 (70.6)	1.0 (70.9)	1.1 (71.2)	1.1	1.3	1.0
Population active (en % de la population totale) (en % de la population d'âge actif)	13.00	-0.4 (34.8) (49.3)	-0.2 (34.4) (48.7)	0.1 (34.1) (48.2)	1.0 (34.4) (48.2)	0.9 (48.1)	1.4 (48.3)	0.8 (48.2)
Emploi civil total (en % de la population d'âge actif)	10.88	-2.1 (45.0)	-3.3 (43.1)	-3.2 (41.3)	-1.2 (40.3)	-0.9 (39.5)	-0.6 (40.6)	-0.8 (39.3)
Agriculture	1.96	-6.1	-7.0	-6.1	-2.7	-0.2	0.1	-2.2
Industrie	2.80	-2.8	-3.8	-4.4	-5.5	-2.3	-4.4	-1.3
Construction	0.93	-5.5	-6.9	-7.5	-1.5	-2.8	-3.6	-3.0
Services	5.19	0.9	-0.6	-0.3	1.9	0.0	1.9	0.3
Salariés	7.61	-2.4	-3.4	-3.2	-0.8	-1.4	-0.3	-1.7
Secteur privé	6.00	-3.3	-5.0	-4.4	-2.1	-3.5	-2.1	-4.3
Secteur public <sup>2</sup>	1.61	1.7	3.5	1.7	4.7	6.4	6.7	7.9
<i>dont :</i>								
Administrations publiques	1.03	1.0	4.1	1.6	4.1	3.5		
Employeurs et travailleurs indépendants	2.34	-0.7	-1.8	-2.8	-2.0	1.4	-0.4	1.9
Aides familiaux non rémunérés	0.84	-3.8	-5.1	-2.6	-3.1	-2.9	-3.1	-0.7
Chômage	2.12	22.9 (8.7)	32.2 (11.5)	24.7 (14.4)	14.6 (16.3)	10.3 (17.8)	(17.1)	(18.4)
(en % de la population active)								
Hommes (en % de la population active)		(8.2)	(11.0)	(13.6)	(15.1)	(16.5)	(15.6)	(17.1)
Femmes (en % de la population active)		(9.8)	(12.9)	(16.3)	(19.0)	(20.9)	(20.3)	(21.4)
Nombre d'heures de travail par semaine		42.4	42.0	41.4	41.1	40.3	40.8	39.8
Nombre d'heures de travail par semaine, secteur non agricole		42.2	41.8	41.2	40.9	40.1	40.6	39.6

1. Chiffres provisoires.

2. Y compris les entreprises publiques.

Sources : Banco de España, *Boletín Estadístico* ; INE ; Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, *Estadísticas Laborales*.

moyenne dans la zone de l'OCDE (1.2 point). Ce ralentissement a été dû en partie à une hausse plus modérée des prix de l'énergie, mais le taux de l'indice hors produits alimentaires et hors énergie, qui est un meilleur indicateur des pressions sous-jacentes sur les prix, a également fléchi de 1.3 point pour s'établir aux alentours de 12.5 pour cent. En dépit de ces tendances plus favorables, le taux d'inflation est resté nettement plus élevé que dans le reste de la zone de l'OCDE (5.3 pour cent), dans les pays Membres d'Europe (8.1 pour cent) ou dans les pays de la CEE (6.9 pour cent). D'après les calculs de la Banque d'Espagne, la contribution des prix à l'importation à la hausse de l'indice global des prix à la consommation s'est accrue, ce qui reflète le décrochement en hausse (21 pour cent) des prix à l'importation consécutif à la dépréciation de la peseta. Les contributions respectives des prix des produits alimentaires et des impôts indirects à la hausse de l'indice ont été un peu plus faibles qu'en 1982. On estime que l'augmentation des coûts globaux a été due pour moitié environ à la progression des coûts

Tableau 11. Prix

	1979	1980	1981	1982	1983	1982	1983	1984
						Déc.	Déc.	Mars
Pourcentage de variation annuel								
<b>Indices implicites des prix, comptes nationaux</b>								
PIB au coût des facteurs	16.4	13.9	13.6	13.8	11.8			
PIB aux prix du marché	16.7	13.9	13.8	13.6	11.9			
Consommation privée	16.2	15.7	15.3	14.3	12.1			
Exportations de marchandises	5.5	19.9	20.8	12.2	19.0			
Importations de marchandises	7.1	40.5	29.1	13.0	21.0			
<b>Prix à la consommation</b>								
Total	15.7	15.5	14.6	14.4	12.1	14.0	12.2	12.0
Alimentation, boissons et tabacs	10.1	9.1	13.6	15.0	10.7	13.0	12.7	13.1
Autres que l'alimentation, etc.	19.4	19.5	15.1	14.0	13.0	14.6	11.9	11.3
Logement	19.0	21.2	17.6	13.7	9.7	13.2	9.3	9.3
Énergie	13.9	46.2	32.4	10.6	16.1	20.9	8.7	9.3
Autres biens industriels <sup>1</sup>	20.0	18.8	12.4	13.1	12.8	13.4	12.0	11.2
Services	18.6	17.2	15.6	16.1	13.2	15.1	12.5	13.3
Prix relatifs de l'énergie	-1.7	28.0	16.7	-3.6	3.8	6.6	-3.4	-2.6
<b>Prix industriels à la production</b>								
Total	14.6	17.4	15.6	12.4	14.0	10.6	14.3	
Énergie	12.2	39.9	39.0	12.6	19.0	20.3	12.6	
Autres	14.8	14.8	12.3	12.3	13.1	11.7	14.6	
Biens d'équipement	15.8	13.6	14.2	12.7	13.1	13.1	12.6	
Biens de consommation	14.1	14.5	11.0	12.4	12.8	13.2	12.7	
Biens intermédiaires	14.5	20.8	19.4	11.0	15.0	13.8	15.7	
<b>Taux de change effectif</b>								
Taux de change au comptant : \$ des E.U.	8.8	-6.7	-9.0	-7.4	-18.6	-14.7	-12.6	-5.9
ECU	14.2	-6.4	-22.3	-16.0	-23.5	-23.2	-20.3	-10.8
		-7.6	-3.1	-3.9	-16.0	-12.4	-7.4	-2.7

1. Non compris l'alimentation, les boissons, les tabacs et l'énergie.

Sources : Comptes nationaux de l'Espagne, INE ; Boletín Estadístico, Banco de España, et estimations de l'OCDE.

unitaires de main-d'œuvre (environ 6 points de pourcentage contre 6½ points en 1982), les marges bénéficiaires restant grosso modo inchangées. La progression de la rémunération par employé calculée sur l'ensemble des secteurs d'activité s'est légèrement ralentie pour s'établir autour de 13½ pour cent en 1983, tandis que les coûts unitaires de main-d'œuvre augmentaient de 10 pour cent.

Les exportations ont poursuivi leur rapide expansion en 1983, les produits manufacturés continuant d'enregistrer d'importants gains de parts de marché, tant en volume qu'en valeur (dollars des États-Unis). Toutefois, cette poussée a partiellement tenu à la mise en service d'une grande usine automobile dont l'activité est essentiellement tournée vers l'exportation. Les ventes d'autres produits manufacturés et semi-produits, notamment de machines, ont été beaucoup moins soutenues du fait de la contraction de la demande en Amérique latine. En raison de la faiblesse de la demande intérieure, les importations totales de marchandises ont légèrement baissé, tant en volume qu'en valeur (dollars des États-Unis). Les importations hors énergie ont apparemment accusé une chute en volume de 4 pour cent, ce mouvement étant largement compensé par une augmentation des importations de produits énergétiques<sup>28</sup>.

Tableau 12. Salaires et coûts de main-d'œuvre

	1979	1980	1981	1982	1983	1982T4	1983T4
	Pourcentage de variation annuelle						
Gains ordinaires mensuels <sup>1</sup>	22.5	16.1	15.4	14.0	13.5	12.4	13.8
Gains ordinaires horaires <sup>1</sup>	23.3	18.5	19.0	15.4	15.1	16.1	15.5
Total gains moyens par mois	18.0	16.2	15.5	13.5	13.5		
Dans l'agriculture	17.3	13.1	11.9	9.3	9.0	6.2	12.0
Dans l'industrie <sup>2</sup>	22.2	16.0	15.4	13.5	13.3		
Coûts de main-d'œuvre totaux <sup>2</sup>	19.8	17.8	17.4	13.6	13.6		
Taux de salaire minimum par jour	17.1	13.7	13.6	14.2		11.0	
Conventions collectives, rémunérations de base	14.1	15.3	13.0	11.9	11.5	11.2	10.5
Coûts de main-d'œuvre dans la construction	17.7	18.6	15.1	13.4	12.3	13.2	11.5
Coûts unitaires de main-d'œuvre <sup>3</sup> , Total	16.6	12.5	12.4	10.8	10.0		
<i>dont</i> :							
Secteur privé non agricole	19.2	13.2	11.4	11.2	9.6		
<i>dont</i> :							
Industrie	18.5	11.9	10.6	7.8	7.2		
Services	n.d.	18.1	13.0	16.0	11.6		

1. Non compris les gains exceptionnels, notamment la prime de fin d'année. Administrations publiques non comprises (INE).

2. Y compris les cotisations patronales de Sécurité sociale.

3. Banco de Espana, Informe Annual 1982, et données communiquées directement à l'OCDE.

Source : Données communiquées directement à l'OCDE.

Au total, le fort accroissement du volume des exportations nettes a été partiellement annulé par une dégradation des termes de l'échange résultant de la dépréciation de la peseta et de la modération des exportateurs sur le plan des prix. Exprimées en dollars des États-Unis, les exportations vers la zone de l'OCDE ont légèrement augmenté, ce qui semble impliquer une nette progression en volume, notamment pour les ventes aux États-Unis. Les exportations vers les pays de l'OPEP et surtout vers l'Amérique latine (les deux principaux marchés de l'Espagne après les États-Unis) ont nettement fléchi, en valeur, et donc sans doute sensiblement baissé en volume. Comme la progression des importations a été inférieure à celle des exportations, la balance commerciale s'est nettement redressée, le déficit étant ramené de 9.2 milliards de dollars en 1982 à 7.4 milliards en 1983.

L'excédent de la balance des opérations invisibles (en dollars des États-Unis) a quelque peu diminué en 1983, l'augmentation des recettes nettes au titre des services étant plus que compensée par une réduction des transferts. La balance des invisibles a été influencée négativement par le fait qu'une large part des recettes provient des pays de la CEE, alors qu'une proportion élevée des paiements est effectuée en dollars. L'appréciation du dollar vis-à-vis des monnaies entrant dans la composition de l'ECU s'est traduite par une baisse des recettes nettes au titre du tourisme et des remises des travailleurs migrants. Cette dernière composante a en outre subi le contre-coup de l'aggravation du chômage et de la modération des salaires dans les grands pays européens, et peut-être aussi des anticipations défavorables concernant le taux de change. Malgré un nouveau gonflement de l'encours de la dette extérieure (libellée en dollars pour les deux-tiers), le déficit de la balance des revenus de capitaux a légèrement diminué, sans doute en raison de la détente des taux d'intérêt internationaux. Au total, le déficit de la balance des opérations courantes a diminué d'un peu plus de 1½ milliard de dollars pour revenir à 2½ milliards sur la base des transactions, ou un

**Tableau 13. Balance extérieure courante**  
**Sur la base des transactions**  
**(milliards de dollars)**

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Exportations	13.5	18.4	20.6	21.0	21.3	20.8
Importations	17.5	24.0	32.3	31.1	30.5	28.2
Déficit commercial (f.o.b.)	4.0	5.7	11.7	10.1	9.2	7.4
Recettes invisibles, total	10.8	13.7	15.7	15.4	15.3	14.3
<i>dont :</i>						
Voyage (tourisme)	5.5	6.5	6.9	6.7	7.1	6.8
Transports, assurances, fret	1.7	2.5	3.0	3.0	2.8	2.8
Revenu d'investissements	0.6	1.3	1.5	1.8	1.7	1.1
Transferts	1.9	2.1	2.4	2.0	1.8	1.5
Paiements invisibles, total	5.1	7.0	9.1	10.2	10.3	9.4
<i>dont :</i>						
Transports, assurances, fret	1.3	1.6	2.4	2.5	2.3	2.2
Voyage (tourisme)	0.6	0.9	1.2	1.0	1.0	0.9
Revenu d'investissements	1.7	2.3	3.1	4.2	4.1	3.5
Excédent des opérations invisibles	5.7	6.8	6.5	5.1	5.0	4.9
Balance des opérations courantes	1.6	1.1	-5.2	-5.0	-4.2	-2.5
Balance de base	3.3	4.3	-1.0	-0.7	-2.4	0.5
<i>Pour mémoire :</i>						
Balance commerciale non compris les combustibles et lubrifiants	0.7	1.3	-0.1	1.8	1.3	2.0
Balance courante, non compris les combustibles et lubrifiants	6.4	8.1	6.4	7.0	6.3	6.9
Recettes touristiques nettes	4.9	5.6	5.7	5.7	6.1	5.9
Transferts nets	1.7	1.8	2.0	1.7	1.6	1.2
Revenu net des investissements	-1.1	-1.0	-1.5	-2.5	-2.4	-2.4
Transports, assurances et fret, net	0.5	0.9	0.7	0.6	0.5	0.6
Balance commerciale (% du PIB)	(-2.7)	(-2.9)	(-5.5)	(-5.4)	(-5.1)	(-4.7)
Balance courante (% du PIB)	(1.1)	(0.6)	(-2.6)	(-2.7)	(-2.3)	(-1.6)
<i>Sur la base des règlements</i>						
Balance courante	1.8	-0.7	-5.8	-5.9	-5.4	-3.4
Capitaux à court terme	1.5	3.0	4.2	4.3	1.8	3.1
Privés	2.0	2.7	4.0	3.7	0.5	2.0
Publics	-0.5	0.3	0.2	0.6	1.3	1.1
Balance de base	3.3	2.3	-1.6	-1.6	-3.6	-0.3
Réserves officielles totales	10.0	13.1	12.4	15.3	11.5	11.2
<i>dont :</i>						
Réserves de change	9.1	12.1	11.1	10.3	7.4	7.0

Sources : *Balanza de Pagos de Espana* et données communiquées directement à l'OCDE.

peu moins de 3½ milliards sur la base des règlements. Le déficit de la balance extérieure courante a été largement financé par des entrées nettes d'investissements directs et des apports nets de crédit, de sorte que la baisse des réserves officielles a été limitée à 300 millions de dollars contre 3.1 milliards en 1982. L'encours de la dette extérieure a continué de s'alourdir, atteignant près de 30 milliards de dollars à la fin de l'année, ce qui représente environ 18½ pour cent du PIB. Le service de la dette a été maintenu aux alentours de 20 pour cent des exportations de biens et services<sup>29</sup>. Après la dévaluation de 8 pour cent par rapport au

dollar opérée au début de décembre 1982, la peseta a continué de s'effriter régulièrement en 1983, sa dépréciation sur les douze mois se terminant à la fin de décembre atteignant 20½ pour cent par rapport au dollar et 12½ pour cent en termes effectifs.

### *Perspectives à court terme*

La rigueur persistante de la politique de régulation de la demande devrait avoir un effet restrictif sur la demande intérieure en 1984. Étant donné qu'on ne prévoit pas de nouvel accroissement de la contribution déjà élevée des exportations nettes à la croissance, le PIB en termes réels pourrait augmenter d'environ 2 pour cent. Les pressions à la baisse sur les salaires, liées au niveau très élevé du chômage et à la situation financière difficile de nombreuses entreprises, pourraient entraîner un fort ralentissement de la progression des gains moyens dans le secteur privé en 1984. Sur la base des normes salariales strictes (6½ pour cent) qui ont été arrêtées, et compte tenu d'un certain glissement des salaires, les gains dans le secteur public pourraient augmenter d'environ 7 pour cent. Au total, les gains moyens dans l'ensemble de l'économie pourraient s'accroître d'environ 8½ pour cent, les coûts unitaires de main-d'œuvre progressant de quelque 6½ pour cent, soit le taux le plus bas depuis 1970. Compte tenu de l'hypothèse technique que le taux de change se maintiendra à son niveau de début mars, la peseta devrait accuser une dépréciation moyenne beaucoup plus faible qu'en

Tableau 14. Prévisions à court terme

Prévisions de l'OCDE  
Pourcentages de variation

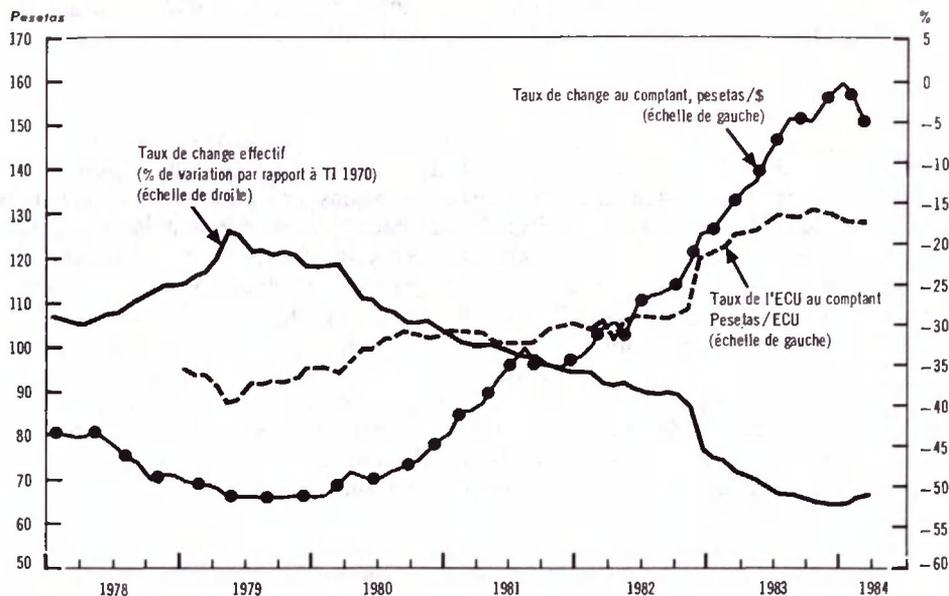
	1983	1984	1985
<b>Variations en volume (aux prix de 1970)</b>			
Consommation privée	0.7	0.0	1.0
Consommation publique	4.1	2.7	2.4
Formation brute de capital fixe	-1.5	0.0	2.4
<b>Demande intérieure finale</b>	<b>0.6</b>	<b>0.3</b>	<b>1.4</b>
Formation de stocks <sup>1</sup>	0.0	0.3	0.2
<b>Demande intérieure totale</b>	<b>0.6</b>	<b>0.5</b>	<b>1.6</b>
Exportations de biens et services	7.6	10.0	7.2
Importations de biens et services	-0.6	3.5	3.5
<b>Balance extérieure<sup>1</sup></b>	<b>1.7</b>	<b>1.5</b>	<b>1.0</b>
<b>PIB à prix constants</b>	<b>2.2</b>	<b>2.0</b>	<b>2.5</b>
<b>Indice implicite des prix du PIB</b>	<b>11.9</b>	<b>9.5</b>	<b>7.5</b>
<b>PIB à prix courants</b>	<b>14.4</b>	<b>11.7</b>	<b>10.2</b>
<i>Pour mémoire :</i>			
Indice des prix à la consommation	12.1	10.0	7.6
Production industrielle <sup>2</sup>	2.7	2.5	3.0
Emploi total	-1.0	-0.6	0.0
Taux de chômage	17.9	19.4	19.9
Balance courante (milliards de dollars des États-Unis)	(-2½)	(-½)	(0)

1. Contribution à la croissance du PIB.

2. Valeur ajoutée.

Sources : Données communiquées directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

Graphique 8. Taux de change



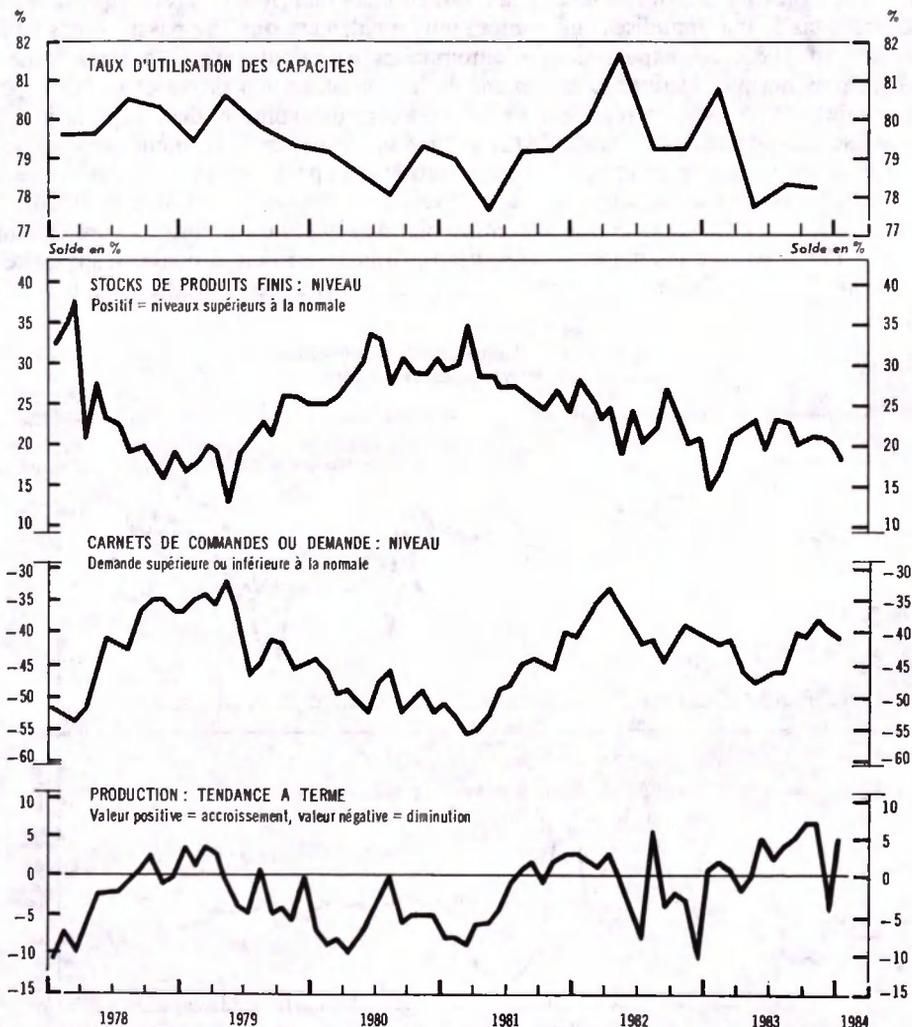
Source : Secrétariat de l'OCDE.

1983<sup>30</sup>. La hausse des prix à l'importation devenant plus modérée, l'augmentation des prix à la consommation pourrait s'atténuer, atteignant un taux annuel moyen de l'ordre de 10 pour cent en 1984. La hausse de l'indice implicite des prix du PIB pourrait être légèrement plus faible (9½ pour cent environ) en raison du ralentissement de la progression des salaires dans la fonction publique et des prix des biens d'équipement.

Du fait essentiellement de la contraction de la masse salariale réelle (due à l'effet conjugué d'une nouvelle réduction de la rémunération réelle par salarié et de la diminution persistante de l'emploi salarié) et de la forte augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations salariales de Sécurité sociale, on prévoit que le revenu disponible réel des ménages baissera légèrement en 1984. Le taux d'épargne semblant toutefois devoir accuser un certain fléchissement, le volume de la consommation des ménages pourrait rester largement inchangé. D'après les prévisions budgétaires, les dépenses de consommation des administrations publiques devraient augmenter d'environ 2¾ pour cent – essentiellement du fait d'un accroissement des effectifs. On prévoit que, comme en 1983, les investissements publics continueront de progresser rapidement. Les investissements privés devraient en revanche reculer pour la troisième année consécutive. Les facteurs qui ont freiné l'investissement résidentiel privé au cours des années précédentes continueront vraisemblablement d'agir, d'autant que la préférence des acquéreurs paraît désormais aller vers les logements rénovés au détriment des appartements neufs plus onéreux. Les mises en chantier de logements privés en 1983 ont accusé une baisse d'environ 10 pour cent par rapport à l'année précédente, tandis que le total des mises en chantier de logements diminuait de quelque 7 pour cent. Les perspectives médiocres de la demande intérieure et le niveau record des taux d'intérêt réels devraient contribuer à déprimer davantage l'investissement total des entreprises du secteur privé. Toutefois, on s'attend à des résultats variables selon les secteurs et

selon les entreprises. Les investissements devraient fléchir considérablement dans les branches à capacité de production fortement excédentaire (notamment dans le secteur public) tandis que dans d'autres industries, en particulier celles qui sont tournées vers l'exportation, les dépenses d'équipement pourraient être en hausse. Le fléchissement des investissements des entreprises du secteur privé paraît inscrit dans les carnets de commande de biens d'équipement, qui se sont fortement réduits depuis le second trimestre de 1983. Dans l'hypothèse d'une certaine progression de la formation de stocks, la demande intérieure totale croîtrait d'environ 1/2 pour cent en 1984.

Graphique 9. Enquêtes de conjoncture



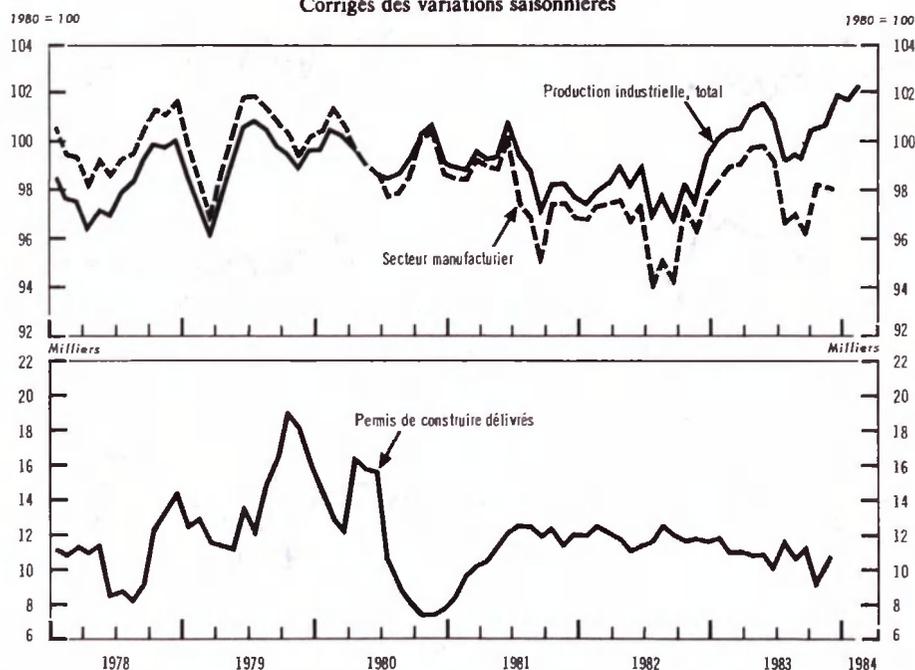
Note : Les trois graphiques inférieurs indiquent le solde des réponses des chefs d'entreprise.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Tirée par la croissance rapide et soutenue des exportations, la production industrielle devrait augmenter de 2½ pour cent, soit un peu plus que le PIB réel. Le fléchissement de l'activité dans le secteur de la construction paraît également devoir se ralentir sous l'effet de l'expansion des travaux publics. La croissance de la productivité, quoique plus lente que les années précédentes, restera sans doute relativement forte en raison de l'augmentation attendue de la production et d'une nouvelle contraction de l'emploi en partie liée à la mise en œuvre des plans de restructuration. Étant donné que l'emploi dans l'agriculture pourrait de son côté légèrement baisser pour la seconde année consécutive, la contraction de l'emploi total serait ainsi limitée aux environs de ¾ pour cent. Le chômage risque de continuer de s'accroître, mais plus lentement, le taux annuel moyen s'établissant à 19½ pour cent de la population active.

Dans la ligne du raffermissement de la croissance des marchés, on prévoit que le volume des exportations de marchandises augmentera plus rapidement que l'an passé. Après un fort gonflement en 1983, les exportations d'automobiles devraient revenir à un rythme de croissance plus normal. Malgré le tassement de la consommation privée et la faiblesse de l'investissement fixe des entreprises, l'augmentation du volume des importations de marchandises paraît devoir être modérée (de l'ordre de 3 pour cent). L'amélioration du solde de la balance commerciale en termes réels pourrait être en partie compensée par une légère dégradation des termes de l'échange liée à la stratégie de rétablissement de la compétitivité. En conséquence, on prévoit que le déficit commercial continuera de diminuer. Après la baisse accusée en 1983, les recettes nettes au titre du tourisme pourraient à nouveau s'inscrire en hausse, mais il est probable que la contraction des remises des travailleurs migrants se

Graphique 10. Indicateurs de la production  
Corrigés des variations saisonnières



Source : Secrétariat de l'OCDE.

poursuive en raison des difficultés économiques persistantes rencontrées par ces derniers. Le solde de la balance des revenus de capitaux pourrait aussi accuser une nouvelle détérioration. On peut prévoir au total que le déficit de la balance des opérations courantes sera ramené aux alentours de ½ milliard de dollars (soit moins de ½ pour cent du PIB, contre 2¾ pour cent en 1981). Comme les entrées nettes de capitaux privés à long terme (investissements directs dans le secteur des entreprises et l'immobilier) resteront probablement importants, la balance de base sera de nouveau excédentaire. Il existe même un risque de voir les taux d'intérêt réels élevés pratiqués en Espagne déclencher un important afflux de capitaux à court terme, ce qui pourrait à son tour exercer des pressions à la hausse sur le taux de change et compliquer sérieusement la tâche des responsables de la politique monétaire.

Les perspectives pour 1985 restent pour l'heure incertaines. Beaucoup dépendra de la conjoncture internationale et des progrès qui seront accomplis cette année en vue de corriger les déséquilibres fondamentaux. Une nouvelle réduction du déficit budgétaire conformément aux objectifs officiels permettrait d'accroître la part des nouveaux crédits allant au secteur privé et d'abaisser les taux d'intérêt. De même, une diminution de l'avance des salaires réels sur la productivité entraînerait un redressement de la situation financière des entreprises. Bien qu'une nouvelle contraction du déficit budgétaire en 1985 puisse avoir un effet négatif sur la demande, celui-ci devrait être en partie contrebalancé par un accroissement des investissements des entreprises et par une amélioration des perspectives concernant l'investissement résidentiel privé. Dans l'ensemble, on prévoit pour 1985 une reprise de l'investissement fixe. On s'attend également que l'incidence négative exercée sur le revenu des ménages par l'augmentation des impôts et le ralentissement de l'expansion de la masse salariale soit plus que compensée par une baisse du taux d'épargne (due aux effets de patrimoine découlant du ralentissement prévu de l'inflation), de sorte que la consommation privée pourrait progresser légèrement. La demande intérieure totale devrait donc s'accroître d'environ 1½ pour cent l'an prochain. La compétitivité extérieure restant plus ou moins inchangée et la demande intérieure relativement faible, on peut prévoir de nouveaux gains de parts de marché à l'exportation. Étant donné que la croissance des importations devrait rester modérée, il est probable que les exportations nettes enregistreront à nouveau une progression substantielle. En conséquence, le PIB réel pourrait s'accroître de 2½ pour cent et la production industrielle d'environ 3 pour cent. A supposer que les directives officielles et la conjoncture économique générale aboutissent à une nouvelle décélération de la croissance des gains moyens dont le taux serait ramené à 7 pour cent, le taux d'inflation pourrait tomber aux alentours de 7½ pour cent en moyenne sur l'année. La raffermissement de la croissance du PIB, conjugué à une nouvelle diminution de l'avance des salaires réels sur la productivité devrait enrayer la baisse de l'emploi en 1985, (de sorte que le taux de chômage pourrait se stabiliser aux alentours de 19¾ pour cent en cours d'année.

### III. CONDITIONS D'UNE AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

Le rétablissement d'une croissance plus équilibrée et non inflationniste ne sera pas chose facile. Comme dans d'autres pays Membres, cela dépendra naturellement pour beaucoup de l'environnement international. Dans le cas de l'Espagne, toutefois, les résultats économiques ne peuvent s'améliorer de manière significative que si les déséquilibres intérieurs fondamentaux sont corrigés. Des ajustements sont par conséquent indispensables tant au niveau

macro-économique qu'au niveau micro-économique. Bien que des mesures importantes aient déjà été prises, l'essentiel de l'ajustement reste à faire. Pour les quelques prochaines années, les autorités se sont fixé comme objectifs de réduire progressivement l'inflation, d'améliorer la balance des paiements courants et de revenir à une croissance plus forte. Cela devrait s'accompagner d'une amélioration dans la structure de l'affectation des ressources et la situation du marché du travail. Ces objectifs s'inscrivent dans le programme économique indicatif à moyen terme pour 1983-86<sup>31</sup> qui fournira un cadre macro-économique de référence pour la formulation des politiques économiques. On examinera donc brièvement ci-après quelques-uns des problèmes en cause, notamment ceux touchant à l'inflation et l'affectation des ressources, le déficit du secteur public, les rigidités financières, la restructuration industrielle et le manque de souplesse du marché du travail.

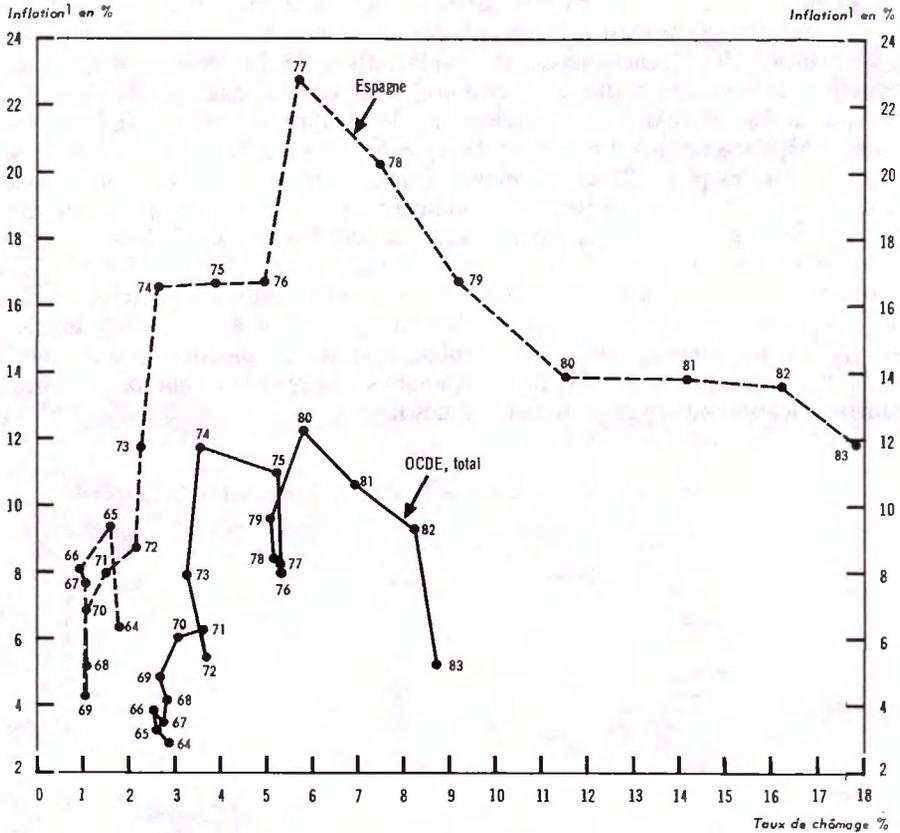
### *Inflation et affectation des ressources*

La maîtrise de l'inflation doit rester un objectif-clé de la politique économique. Étant donné que dans le cas de l'Espagne il s'agit surtout d'une inflation par les coûts, la modération des salaires est une condition préalable au ralentissement de la hausse des prix. Cela est nécessaire non seulement pour maintenir la compétitivité extérieure du pays, mais aussi pour améliorer encore la structure des parts de revenu, pour favoriser une meilleure affectation des ressources et pour soutenir l'emploi. Certes, si l'on en juge par l'expérience des dernières années, une politique souple du taux de change peut aider à neutraliser les écarts de coûts et de prix avec les partenaires commerciaux. A moyen terme, toutefois, ce processus n'est pas optimal. La dépréciation de la monnaie tend à alimenter la spirale inflationniste à travers la hausse des prix à l'importation et les anticipations inflationnistes; en rendant l'ajustement moins urgent, elle tend à freiner les efforts de rationalisation des entreprises. Elle contribue aussi à affaiblir leur situation financière en alourdissant le coût du service de leur dette envers l'étranger. Il vaudrait donc mieux maintenir la compétitivité extérieure par une modération des coûts intérieurs.

Dans l'avenir immédiat, étant donné le rôle indicatif que peut jouer le secteur public, il importe que les normes salariales strictes annoncées par les autorités pour 1984 soit observées. A cet égard, les accords conclus jusqu'ici dans certaines entreprises publiques sont encourageants. Les majorations de salaires dans le secteur privé devront aussi ralentir sensiblement pour que soit atteint l'objectif officiel qui est de ramener le taux d'inflation aux alentours de 8 pour cent d'ici la fin de l'année. Cette année, les accords salariaux seront passés dans le cadre d'un processus de négociations décentralisées au niveau de la branche ou de l'entreprise. En principe, la faiblesse du marché du travail et la rentabilité médiocre de bon nombre d'entreprises devraient avoir un effet de freinage sur l'évolution des salaires. L'un des principaux problèmes est toutefois que ceux-ci ne réagissent pas suffisamment à l'évolution de la situation du marché du travail. S'il atteint au total 19 pour cent de la population active, le chômage touche essentiellement les jeunes, les femmes, les personnes exerçant des professions marginales et les salariés des petites entreprises, toutes catégories caractérisées par un faible taux de syndicalisation. Jusqu'à une date récente, les travailleurs des entreprises publiques et de certaines entreprises privées subventionnées par l'État bénéficiaient d'une relative sécurité de l'emploi. En outre, du fait du coût financier élevé des licenciements et de la lenteur des procédures administratives en jeu, il est possible que des entreprises rentables qui seraient peut-être prêtes à accroître leurs effectifs, préfèrent accorder une rémunération plus élevée (notamment des heures supplémentaires) à leurs salariés actuels plutôt que d'embaucher.

Dans la situation actuelle, une nette modération des salaires nominaux, impliquant une baisse des salaires réels, est manifestement nécessaire. Cela favoriserait l'emploi de diverses manières.

Graphique 11. Relation chômage – inflation



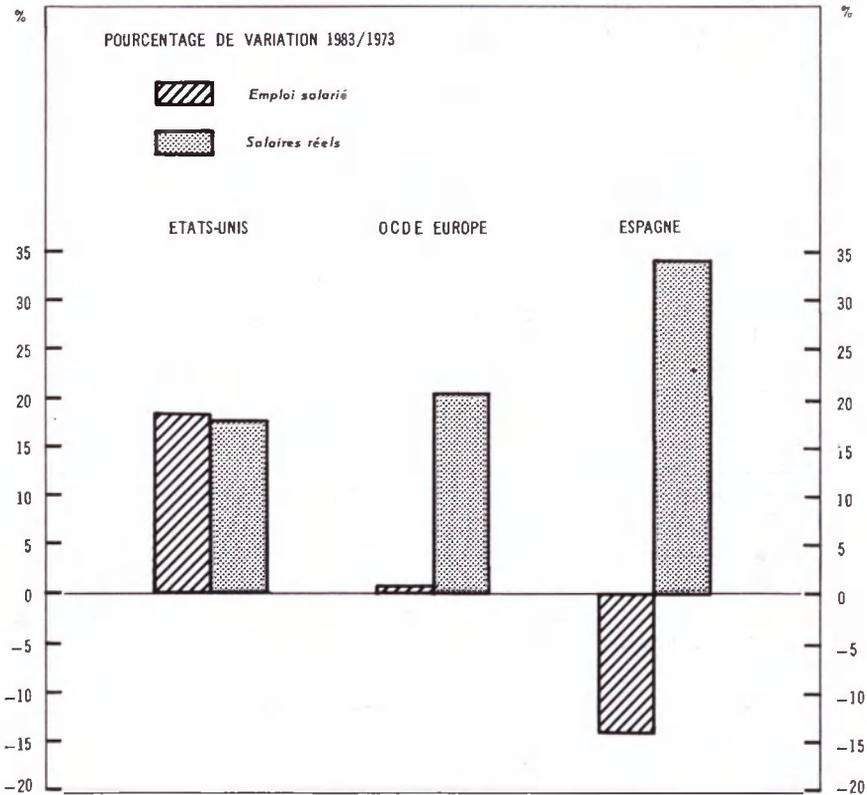
1. L'inflation est mesurée par l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché.  
 Source : Secrétariat de l'OCDE.

- a) A court terme, dans l'hypothèse d'une relation normale entre le prix et la demande de main-d'œuvre, une baisse des salaires réels devrait entraîner un redressement de la demande de main-d'œuvre, processus qui serait renforcé à moyen terme par la modification des prix relatifs des facteurs.
- b) Une baisse des salaires réels améliorerait la rentabilité des entreprises. C'est là l'une des conditions indispensables, mais non la seule, d'une reprise durable de l'investissement fixe des entreprises, d'un accroissement du stock net de capital et d'un retour à une croissance autonome s'accompagnant d'une amélioration de la situation sur le marché du travail.
- c) La compétitivité extérieure serait renforcée, d'où des retombées bénéfiques pour la production et l'emploi.

Il est donc souhaitable que les rigidités du marché du travail soient éliminées et que l'on s'en remette davantage au jeu des forces du marché. Cela demandera non seulement une flexibilité accrue en matière d'embauche et de licenciement mais aussi un affaiblissement de

la relation d'interdépendance entre les salaires. Une relation plus étroite doit s'établir entre salaires, productivité, qualifications et situation financière des entreprises. Bien qu'orientées dans la bonne direction, les mesures prises ces dernières années, comme l'assouplissement de la réglementation des licenciements, la régularisation de l'emploi à temps partiel et l'introduction de contrats à durée déterminée, sont encore insuffisantes. Un problème important tient au coût élevé des licenciements, le montant effectif des indemnités étant largement supérieur à ce qui est prévu par les textes<sup>32</sup>. Les autorités envisagent actuellement de nouvelles mesures pour alléger, au moyen d'aides publiques, les coûts de licenciement supportés par les petites entreprises. La modification du Code du travail est également à l'étude, l'objectif étant de supprimer toutes les conditions restrictives qui affectent actuellement l'emploi à temps partiel et les contrats à durée déterminée<sup>33</sup>. Ces mesures devraient favoriser la demande de main-d'œuvre des petites et moyennes entreprises ainsi que l'emploi des jeunes et des femmes. Sur un plan plus général, une plus grande souplesse du marché du travail appelle aussi un accroissement de la mobilité professionnelle et géographique. Pour y parvenir, il faudra notamment développer la formation professionnelle et modifier la législation régissant la fixation des loyers.

Graphique 12. Évolution des salaires réels et de l'emploi : comparaisons internationales



Source : Secrétariat de l'OCDE.

Le problème des coûts de main-d'œuvre non salariaux devra aussi être abordé. La structure inadéquate de la fiscalité, caractérisée par l'importance excessive des prélèvements assis sur les salaires (cotisations de sécurité sociale), pénalise les activités à forte intensité de main-d'œuvre. En outre, les plafonds existants qui limitent l'assiette des cotisations de Sécurité sociale, ainsi que l'application de taux plus faibles pour les heures supplémentaires, défavorisent les entreprises à bas salaires et font que les entreprises ont intérêt à recourir aux heures supplémentaires plutôt qu'à embaucher. Des mesures ont déjà été prises ces dernières années pour remédier à cette situation, mais il est particulièrement important que les réformes prévues du système de financement de la Sécurité sociale soient effectivement mises en œuvre.

### *Déficit du secteur public*

La réduction du déficit du secteur public conformément aux objectifs officiels est indispensable pour étayer la lutte contre l'inflation et éviter que l'investissement privé ne soit entravé par le resserrement du crédit intérieur et par des taux d'intérêt élevés. C'est aussi une condition préalable à la nécessaire réduction des distorsions qui affectent le système financier espagnol. Il faudra pour cela à la fois freiner la croissance des dépenses publiques et accroître quelque peu la pression fiscale qui, aux environs de 28 pour cent du PIB en 1983, reste l'une des plus faibles parmi les pays Membres. Cet alourdissement de la fiscalité devrait être obtenu par un élargissement de l'assiette et aussi par une réduction de la fraude fiscale. Mais il faudra également poursuivre l'effort pour arriver à une structure de la fiscalité mieux équilibrée afin de réduire le poids excessif des cotisations de sécurité sociale sur les coûts de main-d'œuvre. En 1983, les rentrées provenant des cotisations sociales représentaient encore 45 pour cent environ des recettes fiscales totales – soit la proportion la plus élevée parmi les pays Membres de l'OCDE. Pour freiner la croissance des dépenses du secteur public, il faudra notamment réformer en profondeur le système de sécurité sociale, réduire les programmes d'aides aux entreprises publiques et privées et maîtriser les incidences budgétaires du processus actuel de décentralisation régionale.

Depuis quelques années, la Sécurité sociale pèse d'un poids considérable sur les finances publiques. De 1977 à 1983, les prestations sociales ont augmenté d'environ 28 pour cent par an, leur part dans le PIB s'étant accrue d'environ 5 points pour atteindre quelque 15½ pour cent. Étant donné que la part des cotisations ne s'est que légèrement accrue, le déficit (transferts de l'État non compris) est passé aux alentours de 4½ pour cent du PIB. La forte progression des prestations a été surtout due aux pensions, qui ont augmenté d'environ 29 pour cent par an<sup>34</sup>. Toutes les catégories de pension (retraite, invalidité et réversion) ont contribué à cette importante augmentation. Les prestations de chômage ont aussi pris de plus en plus d'importance. Le gonflement des pensions de retraite peut être imputé aux politiques de redistribution appliquées à la fin des années 70, à des facteurs démographiques (vieillessement progressif de la population), à la maturation du régime de pensions et à l'incitation à la retraite anticipée due à la dégradation du marché du travail<sup>35</sup>. Mais le nombre des pensions d'invalidité a aussi augmenté à un rythme exceptionnel (près de 10 pour cent par an) du fait que le système de Sécurité sociale a été utilisé pour contourner la législation sévère en matière de licenciements. Par suite de ces évolutions, le rapport entre le nombre des pensionnés et celui des cotisants est passé de 37 pour cent en 1977 à quelque 46 pour cent en 1983.

Refletant la baisse de l'emploi<sup>36</sup>, les dépenses d'indemnisation du chômage sont passées de 77 milliards de pesetas en 1977 à près de 512 milliards en 1983, soit de 0.8 pour cent à 2¼ pour cent environ du PIB. Ce gonflement a été dû à la fois à une augmentation de l'allocation moyenne par personne et à l'accroissement du nombre des bénéficiaires. Il aurait

Tableau 15. Comptes de la Sécurité sociale

	1980	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
	Milliards de pesetas				Budget	Pourcentage de variation annuelle			
Recettes totales	1 787.6	2 057.8	2 406.8	2 787.4	3 104.7	15.1	17.0	15.8	11.4
Cotisations	1 597.9	1 769.0	1 971.7	2 254.2	2 427.9	10.7	11.5	14.3	7.7
Employeurs	1 247.4	1 381.6	1 523.5	1 704.0	1 790.1	10.8	10.3	11.8	5.1
Salariés	244.9	268.9	303.3	353.0	397.3	9.8	12.8	16.3	12.5
Travailleurs indépendants	97.5	110.2	135.5	184.4	219.0	13.0	23.0	36.1	18.8
Autres	8.1	8.3	9.4	12.8	20.6	2.5	13.3	36.2	60.9
Transferts de l'État	169.4	228.1	361.7	484.0	625.6	34.7	58.6	33.8	29.3
Autres	20.3	60.7	73.4	49.1	51.2	199.0	20.9	-38.2	4.3
Dépenses totales <sup>1</sup>	1 734.2	2 050.2	2 436.5	2 785.5	3 104.7	18.2	18.8	14.3	11.5
Salaires et traitements	294.5	343.6	387.2	441.3	503.2	16.7	12.7	14.0	14.0
Achats de biens et services	194.8	201.4	253.5	227.1	296.1	3.4	25.9	9.3	6.9
Transferts, total	1 217.8	1 471.9	1 749.2	1 964.5	2 244.4	20.9	18.8	12.3	14.2
<i>dont :</i>									
Pensions	882.5	1 106.9	1 317.8	1 575.0	1 813.7	25.4	19.1	19.5	15.2
Soins médicaux	110.5	123.3	150.2	180.0	150.6	11.6	21.8	19.8	-16.0
Autres dépenses courantes	0.2	-	-	3.5	1.1	-	-	-	-
Investissements	21.0	25.6	35.3	39.8	44.6	21.9	37.9	12.7	12.1
Balance	53.4	7.6	-29.7	1.9	-	-	-	-	-
<i>dont :</i>									
Transferts de l'État exclus	-116.0	-220.5	-391.4	-484.0	-625.6				
<i>Pour mémoire :</i>									
En pourcentage des cotisations totales :									
Employeurs	78.1	78.1	77.2	76.6	73.7				
Salariés	15.3	15.2	15.4	15.5	16.4				
Travailleurs indépendants	6.1	6.2	6.9	7.3	9.1				
Autres	0.5	0.5	0.5	0.6	0.8				
Indemnités de chômage (INEM)	338.3	463.4	508.3	511.6	642.9	37.0	9.7	0.6	25.7

1. Non compris les dépenses d'indemnisation du chômage (INEM).  
Source : Données communiquées directement à l'OCDE.

encore été plus accentué si les conditions d'indemnisation n'avaient été durcies par la Loi générale sur l'emploi promulguée en octobre 1980<sup>37</sup>. Les autres prestations sociales (dépenses de santé et garantie de ressources) sont restées approximativement inchangées par rapport au PIB. Récemment, les prestations au titre des congés de maladie ont eu tendance à croître rapidement car les chefs d'entreprise ont eu de plus en plus recours à la mise en congé de maladie pour surmonter les problèmes de sureffectifs<sup>38</sup>.

Ainsi qu'on l'a noté plus haut, en accroissant les coûts de main-d'œuvre, les prélèvements excessifs au titre de la Sécurité sociale en Espagne continuent d'exercer une incidence négative sur la demande de main-d'œuvre. Dans la seconde moitié des années 70, le total des cotisations de Sécurité sociale a augmenté très rapidement (de 30 pour cent par an en moyenne), sa part dans le PIB progressant de 3.8 points pour atteindre 12 pour cent en 1979. Sous l'effet des mesures prises en 1979 et 1980<sup>39</sup>, cette part a légèrement diminué au cours des deux années s'achevant en 1982. La part des cotisations dans les recettes courantes des caisses de Sécurité sociale a cependant marqué un recul sensible. Pour contrebalancer ce recul, les transferts de l'État au système de Sécurité sociale sont passés de 8.3 pour cent des recettes

totales en 1980 à 15.4 pour cent en 1982. En 1983, on a essayé de réduire les taux de cotisation tout en accroissant les recettes par le biais d'un élargissement de l'assiette des cotisations. Les taux des cotisations patronales ont été réduits de 1.5 point et ramenés à 25.8 pour cent, ceux des cotisations salariales restant inchangés. Les cotisations à l'assurance-chômage ayant été de nouveau relevées – moins cependant que les années précédentes –, les prélèvements sociaux n'ont baissé au total que de 0.7 pour cent. Une nouvelle réduction de 1.5 point est prévue dans le budget de 1984, en même temps qu'un nouvel élargissement de l'assiette des cotisations<sup>40</sup>. Cette réduction intéressera exclusivement les employeurs, de manière à favoriser la modération des coûts de main-d'œuvre. Selon les prévisions, la part des cotisations devrait être ramenée à 78.2 pour cent des recettes courantes, tandis que celle des transferts de l'État atteindrait un peu plus de 20 pour cent.

Tableau 16. **Cotisations de Sécurité sociale**  
En pourcentages

	1980	1981	1982	1983	1984
Taux de cotisation	34.0	33.1	32.1	30.6	29.1
Employeurs	28.9	28.1	27.3	25.8	24.3
Saliés	5.1	5.0	4.8	4.8	4.8
Taux des cotisations d'assurance-chômage	3.4	4.0	5.2	5.8	6.3
Employeurs	2.9	3.5	4.5	4.8	5.2
Saliés	0.5	0.5	0.7	1.0	1.1
Taux des autres cotisations à la charge des employeurs	1.3	1.3	1.1	1.3	1.3
Taux de cotisation global	38.7	38.4	38.4	37.7	36.7
Employeurs	33.0	32.8	32.8	31.8	30.8
Saliés	5.7	5.6	5.6	5.9	5.9
En pourcentage des recettes courantes totales de la Sécurité sociale					
Cotisations	89.4	87.0	83.2	80.8	78.2
Transferts de l'État	9.5	10.7	15.4	17.7	20.2

Source : Resumen de Presupuestos de la Seguridad Social, 1984.

Cela fait plusieurs années que les autorités sont conscientes de la nécessité d'une réforme du système de Sécurité sociale. Ainsi qu'on l'a mentionné, des mesures d'urgence ont déjà été prises conformément aux recommandations de la Commission spéciale créée en 1981<sup>41</sup>. Il est clair cependant que la complexité du système, la forte croissance prévue des dépenses à législation inchangée et la structure encore déséquilibrée des recettes appellent une réforme plus approfondie. Les pouvoirs publics n'ont pas encore arrêté définitivement leurs plans, mais on connaît les grandes lignes des changements envisagés. Côté dépenses, l'un des objectifs principaux est d'enrayer la croissance des pensions d'invalidité par des contrôles médicaux plus sévères, par un resserrement des critères d'admissibilité<sup>42</sup> et par la fiscalisation et la normalisation des prestations<sup>43</sup>. En ce qui concerne les pensions de retraite, on envisage de créer un système à trois niveaux avec, à la base, un niveau minimum de protection générale qui ne serait pas financé par cotisations mais entièrement pris en charge par l'État. Un deuxième niveau serait financé par des cotisations des employeurs et des salariés, plus des transferts

budgétaires plus importants. Comme il est prévu d'abaisser le niveau moyen des pensions par rapport au dernier salaire perçu, un troisième niveau de protection serait offert sur une base volontaire, son financement étant assuré par des caisses de pension privées et mutualistes. Étant donné la forte augmentation attendue du nombre des pensionnés sous l'effet de l'évolution démographique et de la multiplication des retraites anticipées résultant des restructurations industrielles, la réforme envisage un abaissement du niveau moyen des prestations (à l'exclusion des prestations sous le régime volontaire). Les mesures envisagées dans le domaine de la santé devraient aussi conduire à des économies supplémentaires. Les achats de services médicaux en dehors du réseau des hôpitaux gérés par la Sécurité sociale seront découragés. En 1983, ces derniers établissements n'ont représenté que 30 pour cent des dépenses d'assistance médicale supportées par le régime de la Sécurité sociale. Les autorités s'efforceront également de freiner la croissance des dépenses pharmaceutiques.

Côté recettes, la politique consistant à réduire le taux des cotisations et à en élargir l'assiette sera poursuivie et s'accompagnera d'une augmentation des transferts de l'État. La part de ces derniers dans les recettes totales courantes de la Sécurité sociale devrait être progressivement portée de 20.3 pour cent en 1984 à 25-26 pour cent en 1986. L'instauration de la taxe à la valeur ajoutée<sup>44</sup> devrait entraîner une augmentation substantielle des recettes fiscales, ce qui permettra de financer l'accroissement des transferts de l'État. La TVA étant une forme d'imposition plus efficace dont l'élasticité par rapport au revenu est plus élevée que celle de la taxe sur le chiffre d'affaires existante, on prévoit que l'augmentation des recettes fiscales représentera 2 pour cent du PIB environ, dont 1.2 point servira à atténuer la pression des cotisations de Sécurité sociale sur les coûts de main-d'œuvre.

Par ailleurs, il est devenu essentiel de réduire les aides budgétaires aux entreprises en difficulté. Cela présuppose que les programmes gouvernementaux visant à restructurer l'industrie et à redresser la situation financière des entreprises publiques opérant en dehors du secteur manufacturier soient effectivement mis en œuvre. Les pertes des entreprises publiques ont augmenté très rapidement ces dernières années, passant de quelque 32 milliards de pesetas en 1977 à près de 312 milliards en 1983, soit 1½ pour cent du PIB. Les raisons de cette détérioration sont multiples : ajustement tardif dans certains secteurs industriels touchés par des difficultés structurelles mondiales, augmentation excessive des salaires, politiques de prix inadéquates, sureffectifs, décisions d'investissement inopportunes et insuffisances au plan de la gestion. En 1983, les pertes subies par les entreprises regroupées dans le holding d'État INI ont atteint près de 150 milliards de pesetas, les déficits d'exploitation étant particulièrement élevés pour ENSIDESA (aciéries), AESA (chantiers navals), IBERIA (compagnie aérienne nationale) et SEAT (construction automobile). Mais c'est la RENFE qui a enregistré, et de loin, le plus gros déficit : la société nationale des chemins de fer a essuyé des pertes voisines de 180 milliards de pesetas.

La détérioration de la situation financière des entreprises publiques a entraîné une charge croissante pour les finances publiques. De 1977 à 1982, les transferts budgétaires courants aux entreprises publiques ont quintuplé, atteignant 200 milliards de pesetas, soit près de la moitié du total des transferts courants aux entreprises. Les transferts en capital, qui sous la pression de difficultés financières persistantes, ont servi en partie à éponger des pertes d'exploitation, ont aussi progressé très rapidement. Au total, les transferts courants et en capital aux entreprises publiques se sont élevés à 527 milliards de pesetas en 1982, ce qui représente près de 50 pour cent du besoin de financement des administrations publiques. Étant donné le recours fréquent au crédit officiel – y compris aux concours de la Banque d'Espagne – ainsi qu'à l'emprunt sur les marchés privés (intérieur et extérieur), le surcroît de pression financière que les entreprises publiques font peser sur le reste de l'économie peut être mesuré par le besoin de financement de ces sociétés. En 1982, celui-ci a atteint 592.8 milliards

Tableau 17. Profits et pertes des entreprises publiques<sup>1</sup>

Milliards de pesetas

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
INI total	-25.7	-56.4	-78.3	-108.8	-106.7	-137.1	-149.8
dont :							
AHM	-	-6.6	-6.9	-7.8	-8.8	-8.9	-9.3
ENSIDESA	-10.9	-12.2	-5.7	-15.6	-20.9	-20.8	-26.9
HUNOSA	-10.1	-14.9	-19.0	-18.4	-5.1	-5.2	-9.6
ASTANO	-0.6	-2.3	-7.2	-6.1	-2.8	-4.5	-5.0
AESA	-1.9	-0.6	-8.9	-29.4	-23.4	-19.9	-27.3
IBERIA	0.2	0.8	-2.6	-6.7	-3.6	-8.1	-23.7
SEAT	0.4	-10.4	-15.1	-20.5	-20.2	-23.6	-33.4
INH, total	4.9	4.3	3.9	7.8	1.1	3.6	-1.1
dont :							
ENAGAS			0.2	0.2	-8.1	-9.1	-7.4
D.G. Patrimonio	21.1	17.1	25.0	22.8	15.4	15.2	17.6
dont :							
C. TELEFONICA	15.9	18.6	21.8	23.8	23.9	26.5	27.6
Autres entreprises d'État	-32.7	-41.3	-53.3	-71.9	-84.3	-134.0	-178.9
dont :							
RENFE	-30.2	-37.9	-49.3	-67.3	-79.8	-129.0	-173.1
FEVE	-2.4	-3.3	-4.1	-4.8	-4.7	-5.6	-6.3
Total entreprises publiques	-32.3	-76.2	-102.6	-150.2	-174.4	-252.2	-312.3

1. Les entreprises publiques susmentionnées opèrent dans les secteurs suivants : sidérurgie (AHM et ENSIDESA), charbonnages (HUNOSA), construction navale (ASTANO et AESA), transports aériens (IBERIA, compagnie nationale), automobile (SEAT), distribution de gaz (ENAGAS), chemins de fer (REFE et FEVE). INI signifie Instituto Nacional de Industria, INH Instituto Nacional de Hidrocarburos.

Source : Programa Economico a Medio Plazo. Empresas Publicas 1984.

Tableau 18. Transferts budgétaires aux entreprises publiques

Milliards de pesetas

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Total des transferts aux entreprises publiques <sup>1</sup>	128.2	68.4	222.4	309.9	355.6	527.0
dont :						
Transferts courants	46.1	63.4	93.0	137.1	141.4	218.4
Transferts en capital	82.1	5.0	129.4	172.8	214.2	308.6
Besoin de financement net des entreprises publiques <sup>23</sup>	186.1	215.3	336.6	473.1	623.9	592.8
Pour mémoire :						
Part (en pourcentage) des transferts courants aux entreprises publiques dans le total des transferts courants aux entreprises	35.4	29.7	41.8	49.0	48.0	n.d.

1. Le montant des transferts aux entreprises publiques a été estimé sur la base des engagements et des règlements et ne correspond donc pas parfaitement avec certaines séries statistiques publiées dans les comptes nationaux.

2. Non compris les postes « Servicios Comerciales del Estado » (services marchands de l'État) et « Organismos Autonomos Industriales y Comerciales » (Organismes industriels et commerciaux autonomes).

3. La plupart des transferts de l'État aux entreprises publiques sont classés comme recettes. Compte non tenu de ces transferts, le besoin de financement net aurait été beaucoup plus élevé que ne l'indiquent les chiffres ci-dessus.

Source : Programa Economico Medio Plazo. Empresas Publicas.

de pesetas, soit près de 3 pour cent du PIB. Outre les mesures qui ont déjà été prises dans le cadre des plans de restructuration industrielle et qui touchent les entreprises publiques appartenant aux secteurs en crise, des programmes de trois ans («contratos programas») seront négociés entre l'État et les autres entreprises publiques. Les mesures visant à réduire l'endettement comprendront probablement une diminution des salaires réels, un ajustement des effectifs et, dans certains cas, des réductions d'activité, ainsi qu'un relèvement des prix ou des tarifs.

Le ralentissement de la croissance des dépenses publiques passe également par la maîtrise des finances des collectivités locales et des régions autonomes. Comme l'indique l'expérience de certains autres pays Membres, le processus actuel de décentralisation régionale et locale<sup>45</sup> porte en germe le risque d'un certain chevauchement de fonctions entre les divers niveaux d'administration et par conséquent d'un gonflement rapide de l'emploi public. Des mesures incitatives ont déjà été prises pour encourager le transfert de fonctionnaires de l'administration centrale vers les administrations régionales et locales<sup>46</sup>, mais d'autres actions pourraient s'avérer nécessaires. Plus généralement, il faudra trouver les moyens de contrôler plus efficacement les dépenses et le recours à l'emprunt de ces administrations; en contrepartie, il faudra probablement accroître leur capacité de se procurer des ressources par l'impôt.

### *Rigidités financières*

Les efforts entrepris ces dernières années pour libéraliser le système financier de l'Espagne se sont traduits par une flexibilité plus grande des taux d'intérêt, une réduction des coefficients de réserves et d'investissement imposés aux intermédiaires financiers et un développement de la concurrence. Cependant, en dépit du rôle croissant des mécanismes du marché dans l'affectation des ressources financières, le poids de la réglementation au début des années 80 était encore excessif. Plus récemment, la présence de déficits budgétaires élevés et croissants a donné un coup d'arrêt au processus de libéralisation. L'ampleur du déficit budgétaire ainsi que l'orientation vers des modes de financement axés sur le marché ne pouvaient pas manquer d'avoir de profonds effets sur la situation du marché des capitaux. La nécessité de financer le déficit par la vente de titres sur le marché intérieur a incité les administrations publiques à agir en emprunteur direct et à lancer des émissions dans tous les compartiments du marché intérieur et à toutes les échéances. Par ailleurs, la contrainte des réserves obligatoires et l'accentuation de la concurrence ont conduit les banques privées à innover dans la gestion de leurs actifs comme de leurs engagements. De nouveaux instruments tant privés que publics ont permis aux emprunteurs (en particulier à l'État) de négocier directement avec les prêteurs privés (banques et public non bancaire). Mais par suite du resserrement de la politique monétaire, les pressions concurrentes du secteur public et du secteur privé sur les ressources ont porté les taux d'intérêt à des niveaux jugés excessifs par les autorités monétaires. En conséquence, dès le milieu de 1983, celles-ci ont mis fin à l'expérience de libéralisation.

Ainsi qu'on l'a noté dans la deuxième partie, outre l'accord «volontaire» par lequel les banques privées ont renoncé à émettre et à négocier des actifs non monétaires, la réglementation existante sur les réserves obligatoires a été profondément modifiée et une révision des coefficients d'investissement a été annoncée. Ces mesures ouvrent la voie à une réglementation beaucoup plus stricte du marché financier, où l'affectation des ressources sera subordonnée aux besoins d'emprunt du secteur public. Aux termes de la nouvelle législation (Ley del Coeficiente de Caja), le coefficient de réserves obligatoires peut être légalement relevé jusqu'à un maximum de 20 pour cent des actifs sur lesquels il est calculé contre

7.75 pour cent depuis août 1983<sup>47</sup>. En ce qui concerne les actifs des intermédiaires financiers, les coefficients d'investissement sont actuellement fixés à 21 pour cent des engagements pris en compte pour les banques commerciales et à 25 pour cent pour les caisses d'épargne<sup>48</sup>. Selon un projet de loi qui doit être présenté au Parlement avant l'été, le système bancaire sera tenu d'absorber une plus grande proportion de bons du Trésor à court terme. L'incorporation d'une tranche de 10 pour cent en bons du Trésor à court terme conjuguée à un relèvement du coefficient des banques commerciales (qui serait fixé à 25 pour cent) pourrait porter le coefficient total de réserve obligatoire aux alentours de 35 pour cent des dépôts pris en compte.

### *Restructuration industrielle*

La restructuration industrielle a pris un retard considérable. La première action globale dans ce domaine a été entreprise en 1981 avec l'adoption de la loi de reconversion industrielle qui a regroupé divers programmes industriels datant de plusieurs années. Onze secteurs industriels ont été admis à bénéficier des dispositions de cette loi. Il s'agit notamment de l'électro-ménager, des aciers spéciaux et au carbone, de la construction navale, des textiles, de la chaussure et des pièces détachées pour l'industrie automobile. Mais cette initiative n'a donné lieu qu'à un petit nombre de mesures concrètes, de sorte qu'au début de 1983, le nouveau gouvernement a décidé de revoir la méthode de mise en œuvre de la restructuration industrielle. Il a promulgué en novembre une loi sur la reconversion et la réindustrialisation, qui complète sur de nombreux points la loi précédente.

La nouvelle loi, élaborée à partir des recommandations du Livre blanc de 1983 sur la réindustrialisation, aborde les quatre grands problèmes suivants : le choix des instruments appropriés pour la réalisation des objectifs de la politique industrielle, le problème des réductions d'effectifs, les aspects régionaux et le coût financier des reconversions. L'approche suivie reste essentiellement axée sur la concertation ; elle prévoit une collaboration tripartite entre les pouvoirs publics, les employeurs et les salariés. Les secteurs et sous-secteurs visés sont fondamentalement les mêmes que dans la loi précédente<sup>49</sup>. Dans presque tous les secteurs, le problème le plus grave est celui des surcapacités et des moyens de les résorber, compte tenu notamment du fait que les entreprises en perte de vitesse sont concentrées dans trois régions : le Pays Basque, la Galice et les Asturies. En ce qui concerne l'électronique, toutefois, les réductions d'emplois envisagées sont minimes, l'objectif étant de développer ce secteur en tenant compte tout spécialement de la nécessité de réduire son lourd déficit extérieur et de promouvoir les activités de haute technologie. Des Commissions de contrôle, en cours de création, seront chargées d'approuver et de suivre les différents plans de reconversion. On prévoit aussi que des sociétés de reconversion seront constituées dans certains secteurs par des groupes de petites ou moyennes entreprises désireuses de coordonner leurs activités d'approvisionnement et de commercialisation ainsi que leurs structures de recherche et d'organisation en vue de préparer d'éventuelles fusions.

Les plans de reconversion envisagent la suppression d'environ 63 500 emplois, ce qui représente environ 10 pour cent de l'emploi total dans les secteurs visés et 3 pour cent de l'emploi total dans les industries manufacturières. Dans certains secteurs, les réductions d'effectifs seront considérables (entre un tiers et la moitié de l'emploi total dans la sidérurgie et la construction navale). Par ailleurs, pour les Asturies, la région des monts Cantabriques et le pays Basque, les délestages envisagés toucheront plus de 5 pour cent de la population active industrielle (dans ces deux dernières régions, le taux de chômage est beaucoup plus élevé que la moyenne nationale). Des salariés, dans une proportion réduite, seront encouragés à prendre une retraite anticipée, tandis que les autres pourront choisir entre les deux options suivantes :

- percevoir une indemnité de licenciement et des prestations de chômage;
- renoncer à leur indemnité et s'inscrire à un Fonds pour le développement de l'emploi pour trois ans au maximum. Durant cette période, ils percevront une allocation de chômage et acquerront de nouvelles qualifications, tandis que le Fonds favorisera leur insertion en accordant des subventions aux entreprises disposées à les embaucher.

En outre, les autorités envisagent de créer des Zones de réindustrialisation prioritaire dans des régions ou localités particulièrement touchées par les reconversions. L'octroi d'incitations fiscales et de conditions de financement privilégiées ainsi que le transfert par le Fonds d'une partie des indemnités des salariés devraient encourager l'implantation d'entreprises dans ces zones et la réinsertion des travailleurs licenciés. Dans certaines régions, plusieurs entreprises ont déjà demandé à bénéficier de ce dispositif. Les entreprises participant aux programmes de reconversion peuvent aussi avoir accès à des crédits préférentiels destinés à stimuler l'innovation technologique et les investissements de rationalisation.

Tableau 19. Restructuration industrielle

	Emploi total Déc. 83	Pertes d'emploi estimées 1984-86	
		Total	dont : Retraites anticipées
1. Sidérurgie	70 100	12 545	6 669
2. Construction navale	41 400	17 368	6 114
3. Textiles et habillement	400 000	11 900	4 280
4. Électroménager	19 400	5 314	1 466
5. Construction électrique	15 000	3 100	1 389
6. Télécommunications	17 000	3 200	876
7. Équipements électriques (automobile)	5 000	460	50
8. Papier	20 400	1 500	330
9. Machines-outils	8 300	2 000	560
10. Engrais	10 000	1 180	380
11. Chaussure	50 000	3 100	839
12. Autres	9 688	1 836	404
<b>Total</b>	<b>666 288</b>	<b>63 503</b>	<b>23 357</b>

Sources : Ministère de l'Industrie : Livre Blanc sur la Réindustrialisation ; et données communiquées directement à l'OCDE.

Le coût financier de la restructuration n'a pas encore été rendu public. Même si l'on prévoit qu'il sera élevé dans les premiers temps, la mise en œuvre des programmes devrait se solder par d'importantes économies nettes à moyen terme. Quant à savoir si les ressources ainsi libérées seront affectées à l'investissement, cela dépendra dans une large mesure du contexte macro-économique, du comportement des entreprises et de l'atténuation des rigidités sur les marchés des produits, des capitaux et du travail. Par ailleurs, une priorité accrue est accordée à la promotion des petites et moyennes entreprises (PME). Celles-ci représentent une large part de la production et de l'emploi, et bien qu'elles aient été durement touchées par le tassement de l'activité, leur potentiel de développement est sans doute plus élevé que celui des grandes entreprises. Sous l'égide de l'Institut des petites et moyennes entreprises industrielles, de nouveaux moyens d'action sont mis au point, qui comprennent notamment l'octroi de garanties et de facilités financières, des programmes d'amélioration de la gestion, des allègements fiscaux, un assouplissement de la réglementation du marché du travail et des

voies d'accès à l'innovation technologique. Enfin, pour pallier la faiblesse de l'infrastructure de recherche scientifique et technique en Espagne, il est prévu d'accroître les ressources publiques affectées à la recherche, au développement technologique et à l'innovation et de coordonner les efforts des diverses institutions intéressées. En outre, la restructuration des entreprises publiques non manufacturières est actuellement à l'étude.

Par ailleurs, il est indispensable d'accroître les économies d'énergie. Les besoins énergétiques ont augmenté de près d'un tiers entre 1973 et 1979 pour atteindre 75.2 M tep (millions de tonnes d'équivalent pétrole) en 1979. Par la suite, on a observé une stabilisation globale, d'où une certaine baisse de l'élasticité moyenne de la consommation énergétique par rapport au PIB et à la production industrielle (hors bâtiment et travaux publics), les coefficients d'élasticité s'établissant à 0.8 et 1.2 respectivement pour les quatre années s'achevant en 1983. Cette évolution a été due davantage au tassement de l'activité économique et à un certain ajustement technique qu'à de véritables mesures visant à mieux utiliser et à économiser l'énergie. De fait, le Plan énergétique de 1979 n'a eu qu'un effet restreint en raison des évolutions de la situation énergétique intérieure et mondiale, du retard avec lequel le relèvement des prix de l'énergie est intervenu et de l'absence de mesures plus globales. Le nouveau Plan énergétique pour 1984-92, qui a été approuvé par le Gouvernement<sup>50</sup>, met l'accent sur les objectifs suivants :

- réduire la dépendance énergétique et accroître la diversification des sources d'énergie importée, principalement en augmentant la part du gaz naturel. L'objectif est de porter la part des approvisionnements énergétiques de source intérieure de 36 pour cent du total en 1982 à 48 pour cent en 1992;
- obtenir une utilisation plus efficiente de l'énergie consommée par d'importants programmes visant à abaisser la consommation et à accroître les rendements énergétiques. La consommation d'énergie par unité de PIB devrait diminuer de 7¾ pour cent au cours de la décennie s'achevant en 1992;
- restreindre les programmes d'investissement de façon à réduire l'excédent de capacités dans les années à venir, notamment en ce qui concerne la production d'électricité<sup>51</sup> et le raffinage du pétrole.

Les principaux moyens envisagés pour réaliser ces objectifs sont les suivants : une politique des prix rationnelle, des incitations financières et fiscales aux économies d'énergie, ainsi que des réformes structurelles.

#### IV. CONCLUSIONS

Au cours des quelque douze derniers mois, les autorités ont adopté d'importantes mesures pour corriger les graves déséquilibres macro-économiques qui étaient apparus depuis le milieu des années 70. La politique de régulation de la demande s'est inscrite dans le cadre d'une stratégie à moyen terme visant à résoudre les nombreux problèmes structurels dont souffre l'économie. La première priorité a été donnée à la lutte contre l'inflation et à la correction de l'important déficit des paiements courants. A cette fin, la politique monétaire a été sensiblement resserrée, des efforts ont été entrepris pour réduire le grave déficit des finances publiques et des normes strictes en matière de salaires ont été appliquées dans le secteur public. Les autorités ont aussi adopté une approche plus déterminée pour attaquer les problèmes structurels à leur racine. Les moyens de conduire la reconversion industrielle ont

été réexaminés et certaines mesures concrètes ont déjà été prises. Diverses dispositions ont été appliquées pour freiner la croissance rapide des prestations sociales et donner à la fiscalité une structure plus appropriée. Des réformes plus ambitieuses concernant la Sécurité sociale, le système fiscal ainsi que les entreprises publiques (non couvertes par les programmes de restructuration industrielle) sont aussi actuellement à l'étude. Enfin, des mesures sont envisagées pour accroître la flexibilité du marché du travail.

Des résultats encourageants ont déjà été obtenus. L'inflation, bien que restant beaucoup plus élevée que la moyenne de la zone de l'OCDE, s'est sensiblement ralentie, le déficit extérieur courant a beaucoup diminué et l'augmentation galopante du déficit du secteur public a été stoppée. La progression des salaires s'est aussi modérée mais dans des proportions insuffisantes pour déboucher sur une amélioration significative des profits. Malgré les effets restrictifs que les mesures gouvernementales ont exercés à court terme sur la demande, l'activité s'est quelque peu raffermie l'an dernier, stimulée par la progression rapide des exportations nettes consécutive à l'amélioration de l'environnement international et à d'importants gains de parts de marché. L'emploi a cependant continué de baisser, encore qu'à un rythme plus lent qu'auparavant. A condition que la reprise internationale actuelle se poursuive et que les autorités tiennent fermement le cap de leur action présente, les performances de l'économie espagnole devraient continuer de s'améliorer au cours des quelque dix huit prochains mois. De nouveaux progrès devraient être enregistrés à la fois sur le plan de l'inflation et sur le plan extérieur tandis que le déficit du secteur public exprimé en fonction du PIB pourrait marquer un léger recul. On pourrait voir se dégager des structures plus satisfaisantes aussi bien dans le partage du revenu national que dans l'affectation des ressources et, avec l'amélioration des profits, l'investissement productif privé pourrait progressivement se redresser. Les perspectives d'évolution du marché du travail restent toutefois médiocres : le taux de chômage risque d'atteindre un niveau record de 19¾ pour cent d'ici à la fin de 1984, pour se stabiliser à ce niveau très élevé en 1985.

Il n'existe cependant aucune solution de rechange viable à la stratégie actuellement menée par les autorités pour jeter les bases d'une reprise durable de la production et de l'emploi à moyen terme. Malgré les résultats déjà obtenus dans la correction des déséquilibres, le gros de l'ajustement reste à faire. En attendant que l'inflation revienne à des niveaux plus acceptables, la politique de régulation de la demande devra rester restrictive. A ce stade, une politique monétaire rigoureuse est appropriée et la réorientation de la politique budgétaire dans un sens restrictif est nécessaire. Mais il ne sera peut-être pas facile de concilier les différents objectifs de la politique économique. Il importe, en particulier, que le déficit budgétaire soit contenu dans les limites retenues comme objectif. Sinon, étant donné la forte décélération prévue de la croissance des agrégats monétaires, tout dépassement dans l'exécution budgétaire conduirait à une restriction trop forte des crédits au secteur privé, ce qui se traduirait par une tension excessive des taux d'intérêt et risquerait de déclencher des mouvements de capitaux ainsi qu'une appréciation du taux de change peu souhaitables. Une amélioration plus forte que prévu du solde des paiements courants pourrait avoir des conséquences analogues. C'est pourquoi la politique monétaire doit continuer d'être mise en œuvre avec souplesse et qu'il importe aussi de surveiller l'évolution de l'activité en termes réels.

Pour qu'elles portent pleinement leurs fruits, les politiques de rigueur doivent être étayées par des efforts visant à contenir l'augmentation des coûts de main-d'œuvre. En fait, il est indispensable que la progression des salaires reste modérée si l'on veut préserver la compétitivité extérieure de l'économie, promouvoir une affectation des ressources plus satisfaisante et revenir à un niveau d'emploi plus élevé. La fermeté manifestée par les autorités en ce qui concerne les augmentations de salaires du secteur public est bienvenue et les accords

signés jusqu'à présent dans les entreprises publiques sont encourageants. Il faut espérer que, dans le contexte de négociations salariales décentralisées, ces évolutions exerceront des effets de démonstration bénéfiques sur les salaires du secteur privé. L'un des principaux problèmes tient à ce que le processus de détermination des salaires est loin d'être adapté aux besoins de l'économie. Le chômage, à plus de 19 pour cent de la population active, constitue à présent le problème social et économique le plus grave de l'Espagne. Pourtant, même avec un volant de main-d'œuvre inutilisé de cette ampleur, l'inflation se maintient à un rythme annuel d'environ 12 pour cent et les salaires réels n'ont pas encore baissé. Le mauvais fonctionnement du marché du travail est un problème dans beaucoup de pays Membres, mais dans la moyenne des pays de l'OCDE les salaires réels ont cessé d'augmenter à partir de niveaux de chômage beaucoup plus faibles que celui de l'Espagne. Toute politique visant à accroître l'emploi dans des proportions suffisantes pour réduire le chômage doit donc améliorer la formation des salaires. Une plus grande souplesse du marché du travail est manifestement nécessaire non seulement pour assurer une modération des salaires mais aussi pour faire en sorte qu'il y ait une relation plus étroite entre salaires, productivité, qualifications et situation financière des entreprises. Il importe donc, comme les autorités en ont l'intention, que les réglementations restrictives actuelles concernant la main-d'œuvre, notamment les dispositions régissant l'embauche et les licenciements, soient considérablement assouplies. Le problème du niveau excessif des coûts de main-d'œuvre non salariaux devra aussi être résolu dans le cadre d'une restructuration des finances publiques. Cela implique que les cotisations de Sécurité sociale soient de nouveau réduites et que la TVA entre en application sans tarder, cette dernière mesure étant en tout état de cause requise par la perspective d'adhésion de l'Espagne à la CEE.

S'il existe des possibilités d'accroître la charge fiscale par un élargissement de l'assiette et un relèvement des taux d'imposition ainsi que par une amélioration de l'administration et un contrôle plus efficace, le poids de l'ajustement budgétaire à moyen terme devra porter sur les dépenses. Il est, de fait, indispensable de freiner les dépenses publiques si l'on veut, conformément à l'objectif officiel, ramener le déficit des administrations publiques aux environs de 3/4 pour cent du PIB d'ici à 1986. Cela est nécessaire pour étayer la lutte contre l'inflation et permettre une meilleure affectation des ressources en évitant des prélèvements excessifs sur les ressources financières et des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt. Faute d'arriver à réduire les besoins de financement du secteur public, on compromettrait gravement l'objectif fort souhaitable d'une libéralisation progressive du système financier espagnol qui permettrait aux mécanismes du marché de jouer un plus grand rôle dans l'affectation des ressources financières. En définitive, la réalisation des objectifs budgétaires que se sont assignés les autorités dépendra dans une très large mesure de la réussite des diverses réformes de structures actuellement en cours ou envisagées; en particulier, la charge découlant de l'alourdissement des dépenses sociales et de l'augmentation des transferts et des subventions, essentiellement au profit d'entreprises publiques déficitaires, constitue un problème majeur. Étant donné que ces réformes prendront nécessairement du temps pour montrer leurs effets, il importe d'autant plus de les mettre en œuvre sans tarder.

Il ne fait pas de doute qu'une refonte complète du système de Sécurité sociale s'impose, notamment pour freiner la croissance rapide des paiements au titre des pensions et pour maîtriser la progression des dépenses de santé. De façon plus générale, si l'on n'arrive pas à faire en sorte que les prestations soient mieux en rapport avec les moyens dont dispose la collectivité et les cotisations que les bénéficiaires sont disposés à payer, c'est toute la protection sociale qui risque en fin de compte d'être gravement compromise. Le problème des entreprises publiques déficitaires est également fondamental, non seulement en raison des charges qui en découlent pour les finances publiques mais aussi des effets préjudiciables exercés sur

l'affectation des ressources. Si les pertes de ces entreprises sont directement financées au moyen de transferts publics, force est d'admettre qu'en fin de compte ce sont les entreprises dynamiques et efficaces du secteur privé qui en supportent le coût à travers la fiscalité, le niveau plus élevé des taux d'intérêt et le phénomène d'éviction auquel elles se heurtent sur les marchés de capitaux. Tout cela montre combien il importe que les plans de reconversion industrielle soient mis en œuvre avec détermination. Il faut espérer que, malgré les difficultés inévitablement rencontrées, la détermination dont les autorités ont fait preuve jusqu'à présent ne faiblira pas. La situation financière difficile d'autres entreprises publiques non couvertes par les plans de restructuration industrielle est aussi un sujet de préoccupation, appelant une action rapide. Celle-ci devra se traduire par un large éventail de mesures allant de la réduction des sureffectifs et de l'amélioration de la gestion jusqu'à, dans certains cas, une réduction de l'échelle des opérations et l'application de prix mieux en rapport avec la réalité. Les implications budgétaires du processus actuel de décentralisation régionale devront aussi être maîtrisées si l'on veut opérer avec succès la réduction, difficile mais nécessaire, du déficit du secteur public.

Pendant trop d'années, l'Espagne a appliqué une stratégie défensive visant à mettre les structures existantes de la production et de l'emploi à l'abri des profonds changements qui se produisaient dans l'économie mondiale. S'il y a à cela de nombreuses raisons, le fait reste cependant que l'approche suivie n'a pas empêché que les résultats macro-économiques du pays ne cessent de se dégrader. Le point a maintenant été atteint où l'ajustement structurel ne saurait être plus longtemps évité ou différé. Cette nécessité est maintenant pleinement reconnue par les autorités espagnoles. Les efforts qu'elles ont entrepris pour corriger les déséquilibres sous-jacents, en rendant plus de souplesse au système économique et en améliorant l'efficacité, impliquent certes des sacrifices temporaires sur le plan des niveaux de vie, mais c'est là le seul moyen d'assurer à moyen terme le retour à une croissance durable de la production et de l'emploi et de résoudre progressivement le problème aigu du chômage.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. La dernière Étude Économique sur l'Espagne a été publiée par l'OCDE en mai 1982.
2. La légère accélération du taux de croissance de la population en âge de travailler a été plus que compensée par une réduction des taux d'activité.
3. Au cours de cette période, l'emploi a reculé de 5 pour cent en moyenne par an, contre 3 pour cent entre 1974 et 1979.
4. Sur la base des comptes nationaux, l'indice implicite des prix des investissements fixes en machines et outillage a augmenté à un taux annuel moyen de 15 pour cent entre 1974 et 1982, contre une progression de 20 pour cent de la rémunération par salarié dans les secteurs non agricoles.
5. De la fin des années 50 au premier choc pétrolier, la balance extérieure courante est restée dans l'ensemble à peu près équilibrée et elle a même dégagé un excédent de l'ordre de 1½ pour cent du PIB au cours des quatre années se terminant en 1973.
6. Les produits manufacturés ont été la composante la plus dynamique des exportations, leur part dans les exportations non-pétrolières passant de 66 pour cent en 1973-74 à 75 pour cent en 1981-82.
7. Les recettes invisibles nettes sont tombées de 5½ pour cent du PIB au cours des dix années 1963-1973 à quelque 3¼ pour cent sur les huit années se terminant en 1982; par rapport aux exportations nettes totales de marchandises, elles sont passées de 84 à 37 pour cent.
8. Les coûts réels de main-d'œuvre et l'écart des coûts de main-d'œuvre réels par rapport à la productivité ne portent que sur l'ensemble des secteurs non agricoles. Cet écart est calculé en faisant la différence entre la rémunération réelle par salarié (gains moyens plus cotisations patronales de sécurité sociale, divisés par l'indice implicite des prix de la consommation privée) et la productivité corrigée de la variation des termes de l'échange. L'écart effectif des coûts de main-d'œuvre a été de l'ordre de 10 pour cent, mais à niveau d'emploi constant (année de base : 1975), il atteindrait près de 24 pour cent.
9. PIB aux prix du marché, plus revenus nets de facteurs et transferts nets de l'étranger.
10. De 1974 à 1982, la part des prestations de sécurité sociale et celle des dépenses de consommation des administrations publiques dans le PIB sont passées de 8½ pour cent et 8¾ pour cent à 15¼ pour cent et 12¼ pour cent respectivement.
11. Le montant des pensions par ayant-droit a augmenté à un taux annuel de 20 pour cent en termes réels au cours de la période de huit ans s'achevant en 1982.
12. Ces facteurs ont été analysés dans de précédentes Études économiques de l'OCDE sur l'Espagne, et, de manière plus détaillée, dans les Études de mai 1981 et mai 1982.
13. Les exportations de marchandises ne représentaient que 9 pour cent du PIB en 1974, taux inférieur d'½ environ à celui de l'ensemble de la zone de l'OCDE et égal à 60 pour cent de celui des pays Membres européens.
14. En 1972, la sidérurgie, la construction navale, les textiles, l'habillement et le cuir (y compris la chaussure) assuraient près de 28 pour cent de la production industrielle totale, une proportion très supérieure à celle observée dans la plupart des autres pays Membres.
15. En 1974, la part de la construction dans le PIB était de 8½ pour cent, contre environ 7 pour cent pour les pays européens de la zone de l'OCDE, et un peu plus de 6 pour cent pour la zone dans son ensemble. L'emploi salarié dans la construction représentait 12½ pour cent de l'emploi salarié total, taux le plus élevé de la zone de l'OCDE.
16. Jusqu'en 1980, les licenciements n'étaient autorisés qu'en cas de faillite ou de quasi faillite. Depuis lors cependant, des mesures ont été prises pour accroître quelque peu la flexibilité de la population active.

17. A la suite de la mise en œuvre du Plan énergétique national de 1979, les prix intérieurs de l'énergie ont fortement augmenté ces dernières années, entraînant une diminution de l'élasticité moyenne de la consommation d'énergie par rapport au PIB. Ce facteur, conjugué à une certaine baisse du prix du pétrole en dollars, s'est traduit, pour la première fois, par une diminution de la valeur des importations nettes d'énergie en 1982 – tendance qui a été accentuée par une réduction des stocks pétroliers vers la fin de l'année.
18. Une marge de deux points était autorisée de part et d'autre du taux central pour ménager une certaine souplesse à la régulation monétaire.
19. Limite inférieure d'une fourchette allant de 10½ pour cent à 14½ pour cent.
20. La conjoncture inflationniste des dernières années, conjuguée à la complexité des réglementations relatives au passif et à l'actif des banques ainsi qu'aux taux d'intérêt, a encouragé les innovations financières. Les banques ont par exemple favorisé l'utilisation de certains instruments financiers existants (tels que les obligations bancaires et les bons de caisse) non assujettis aux coefficients obligatoires. Par ailleurs, elles ont créé de nouveaux titres à taux d'intérêt fixe, en particulier des valeurs hypothécaires, qui n'entrent pas non plus dans le calcul des coefficients obligatoires. Un autre moyen de contourner les réglementations administratives sur les taux d'intérêt et les échéances a consisté en un placement temporaire des actifs au moyen de contrats de report. Enfin, les banques ont développé leur rôle de courtage et d'assurance en plaçant les effets financiers émis par les administrations publiques et les entreprises privées. Ces différents développements ont eu pour effet de rendre la demande de M3 irrégulière.
21. Essentiellement les Certificados de Regulacion Monetaria (CRM) (certificats de régulation monétaire) et les Pagarés del Tesoro (bons du Trésor), les deux instruments de la dette publique à court terme qui ont été mis récemment sur le marché.
22. Les taux des impôts indirects ont été relevés en décembre 1982, avant l'adoption du budget de 1983.
23. L'augmentation des prestations de sécurité sociale a été un peu plus modérée en 1983 (16 pour cent) qu'en 1982 (20.2 pour cent). Les pensions ont été majorées, mais les conditions d'admissibilité au bénéfice de certaines pensions (en particulier les pensions d'invalidité) ont été rendues plus strictes. Par ailleurs, à la suite des mesures prises en 1982 pour réduire la durée de versement des indemnités de chômage, la couverture du régime d'indemnisation du chômage s'est trouvée quelque peu réduite.
24. On estime que la contribution du secteur extérieur à la croissance a été de l'ordre de 1 ¾ pour cent du PIB, contre ½ pour cent en 1982.
25. L'accord salarial conclu en 1982 dans le cadre de l'Accord national sur l'emploi (ANE) prévoyait un ajustement des hausses de salaires dans le cas où le taux d'inflation dépasserait 6 pour cent au premier semestre de l'année. Cette clause de révision a été déclenchée au second semestre, d'où une majoration du salaire moyen estimée à environ 1.2 pour cent dans les derniers mois de l'année.
26. Le règlement de quelque 80 milliards de pesetas de paiements de Sécurité sociale et de remboursements d'impôts qui venaient normalement à échéance au début de 1983, a été avancé à fin 1982. Cette mesure ayant affecté le taux de croissance du revenu des ménages entre 1982 et 1983, les chiffres du Tableau 9 ont été ajustés en conséquence.
27. Les investissements en matériel de transport pourraient avoir légèrement augmenté, notamment dans le secteur des transports routiers. Les chiffres provisoires font état pour 1983 d'une baisse d'environ 1 pour cent du total des investissements en machiens et outillages (matériel de transport compris). La contraction des investissements en machines du secteur privé semble avoir été beaucoup plus forte.
28. En prévision d'une baisse du prix du pétrole, les stocks pétroliers avaient été réduits vers la fin de 1982; ils ont été reconstitués en 1983.
29. Dont environ la moitié au titre des paiements d'intérêt.
30. L'hypothèse technique implique une dépréciation moyenne de 4 ½ pour cent en 1984, contre 23 ½ pour cent en 1983.
31. Selon le scénario de base, qui table sur une croissance de 2 ½ pour cent dans la zone de l'OCDE, le PIB réel de l'Espagne progresserait de 2 ¾ pour cent en moyenne au cours des quatre années se terminant en 1986, le mouvement s'accélérait pour atteindre 3 ½ pour cent en fin de période. La croissance serait tirée par les exportations nettes et la formation brute de capital fixe. En 1986, le taux d'inflation serait ramené à 6 pour cent et le taux de chômage à 15 ¾ pour cent. D'après un scénario un peu plus optimiste prévoyant une croissance de 2 ¾ pour cent dans la zone de l'OCDE, le PIB réel de l'Espagne augmenterait de 3 ¼ pour cent, le taux de chômage étant ramené à 12.9 pour cent en fin de période. Ces deux scénarios présupposent une baisse de 0.5 pour cent par an du salaire réel par personne employée.

32. Légalement, les travailleurs ont droit à une indemnité pour perte d'emploi égale à vingt jours de salaire par année de service, jusqu'à concurrence d'une année de salaire. Dans la pratique, les versements effectifs sont à peu près trois fois plus élevés, atteignant environ 3 millions de pesetas pour un ouvrier moyen dans le secteur manufacturier.
33. Les contrats à durée déterminée non renouvelables seront offerts pour une durée comprise entre six mois et trois ans.
34. Étant donné toutefois le niveau de départ très bas, les pensions de retraite moyennes ne représentaient que 70 pour cent du salaire minimum en 1983.
35. Le gonflement des dépenses au titre des pensions a résulté à la fois de l'accroissement du nombre des pensionnés (5 pour cent environ par an) et du relèvement des prestations (près de 23 pour cent par an). En termes réels, les pensions mensuelles moyennes ont progressé d'environ 4.5 pour cent chaque année.
36. Seules les personnes ayant déjà exercé un emploi ont droit aux allocations de chômage.
37. Alors qu'auparavant une période de six mois ouvrait droit à 18 mois de prestations, aux termes de la nouvelle réglementation la durée aussi bien que le montant des prestations sont fonction de la longueur de la période d'emploi antérieure au cours de laquelle les cotisations de sécurité sociale ont été versées. La durée maximale d'indemnisation est toutefois maintenue à 18 mois. En conséquence, compte tenu par ailleurs de l'allongement des périodes de chômage, le pourcentage des chômeurs recensés bénéficiant d'une allocation de chômage est tombé de 46.3 pour cent en 1980 à 22.8 pour cent à la fin de 1982 (ou de 58.3 pour cent à 30.7 pour cent si l'on exclut les primo-entrants sur le marché du travail).
38. Lorsqu'un travailleur est en congé de maladie, son salaire est versé par la Sécurité sociale.
39. Dans le cadre du Programme économique à moyen terme présenté en août 1979, il a été décidé de réduire les taux de cotisation et d'accroître les transferts provenant du budget de l'État.
40. Le relèvement du plafond dépassant les majorations de salaires.
41. Cette Commission a été nommée dans le cadre de l'Accord national pour l'emploi (ANE) de juin 1981, en vue d'établir des recommandations pour une réforme en profondeur du système de Sécurité sociale.
42. La réforme vise à prévenir le cumul des pensions et à supprimer le bénéfice des prestations d'invalidité pour les personnes qui retrouvent un emploi rémunéré.
43. Alors que les pensions d'invalidité sont calculées sur la base des salaires versés au cours des derniers mois d'activité, le montant des pensions de retraite est fondé sur le salaire des 24 mois les mieux rémunérés au cours des sept dernières années d'activité.
44. Dont la date n'est pas encore fixée.
45. Le cadre juridique et administratif du processus de décentralisation a été défini par la Loi relative à l'élargissement et à l'harmonisation du processus d'autonomie (LOAPA) du 30 juin 1982.
46. Ces mesures comprennent des incitations financières, la possibilité pour les personnels non permanents de devenir titulaires et un abaissement de l'âge normal du départ à la retraite. Les crédits affectés aux transferts de personnel sont passés de 96.4 milliards de pesetas dans le budget de 1983 à 225.5 milliards dans le budget de 1984.
47. Ce coefficient a été fixé à 18 pour cent à compter de février 1984. La première tranche de 5 pour cent n'est pas productive d'intérêts, la tranche suivante (13 pour cent) étant rémunérée au taux annuel de 13.5 pour cent.
48. Le coefficient d'investissement contraint les banques privées et les caisses d'épargne à détenir dans leur portefeuille certains types d'effets publics, des crédits à l'exportation et des titres de prêts spéciaux réglementés.
49. Dans certains secteurs tels que la sidérurgie et la construction navale, la part des entreprises publiques est prédominante.
50. Encore en instance d'approbation par le Parlement.
51. Il est prévu que les centrales nucléaires fourniront 12 pour cent de l'énergie primaire totale à l'horizon 1992, la part des centrales thermiques classiques atteignant 25 pour cent et celle des centrales hydro-électriques 11 pour cent.

**PAGE BLANCHE**

***ANNEXE STATISTIQUE***

Tableau A. Principaux agrégats des comptes nationaux<sup>1</sup>  
Milliards de pesetas

	Aux prix courants					Aux prix de 1970				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
<b>I. Dépense</b>										
1. Consommation privée	8 078.6	9 427.7	11 021.9	12 630.9	14 576.4	2 635.2	2 640.4	2 663.0	2 651.0	2 674.9
2. Consommation publique	1 169.3	1 425.7	1 749.9	2 013.0	2 369.6	340.4	354.8	370.3	375.7	399.5
3. Formation brute de capital fixe	2 236.9	2 481.2	2 943.5	3 512.2	3 896.0	750.9	717.3	726.9	733.9	719.4
a) Construction	1 433.0	1 649.6	1 959.4	2 304.2	..	423.8	407.4	405.4	395.8	..
b) Machines et équipement	803.1	831.6	984.1	1 208.0	..	327.1	309.9	321.5	338.1	..
4. Variation des stocks	42.9	152.4	278.9	57.8	72.8	11.2	36.1	56.1	9.1	10.1
5. Exportations de biens et services	1 273.8	1 510.3	1 838.8	2 367.2	2 838.4	496.0	555.3	564.0	600.8	641.6
6. moins : Importations de biens et services	1 570.0	1 866.8	2 646.9	3 257.9	3 841.9	582.8	646.0	666.1	647.2	676.9
7. Produit intérieur brut aux prix du marché	11 230.6	13 130.5	15 185.1	17 322.5	19 911.4	3 650.9	3 657.9	3 714.2	3 723.3	3 768.6
<b>II. Origine sectorielle</b>										
1. Agriculture, sylviculture et pêche	959.9	989.9	1 072.1	1 039.8	1 212.8	355.3	340.9	371.0	332.4	336.8
2. Industries	3 148.7	3 614.3	4 154.9	4 737.8	5 268.4	1 177.7	1 176.4	1 180.9	1 186.8	1 178.5
3. Construction	842.0	984.3	1 117.1	1 227.7	1 436.5	217.5	209.7	206.2	200.9	206.8
4. Services	5 800.2	6 940.6	8 140.0	9 388.2	10 965.3	1 722.5	1 751.4	1 771.7	1 797.2	1 837.6
5. PIB au coût des facteurs	10 750.8	12 529.0	14 484.1	16 393.5	18 883.0	3 472.9	3 478.3	3 529.8	3 517.4	3 559.8

1. En 1977, l'Institut National de la Statistique (INE) a procédé à une révision générale de la comptabilité nationale de l'Espagne. L'année de base a été changée (1970 au lieu de 1964) ainsi que les méthodes d'élaboration des comptes. Dans la nouvelle base, le niveau du PIB a été relevé d'environ 17 %. La consommation privée et la formation brute de capital fixe ont été considérablement relevées alors que la consommation publique, les exportations et les importations ont été révisées en baisse. Les nouveaux comptes intègrent d'une façon plus rigoureuse l'ensemble des administrations publiques et reflètent les améliorations introduites dans l'appareil statistique espagnol. Les comptes sont présentés ici suivant le système normalisé de l'OCDE, alors que dans les publications espagnoles la présentation est très proche du SEC (système européen de comptes économiques intégrés).

Source: Institut national de statistique.

Tableau A. Principaux agrégats des comptes nationaux (suite)  
Milliards de pesetas

	1977	1978	1979	1980	1981	1982 <sup>1</sup>
<b>III. Revenu national</b>						
1. Rémunération des salariés	5 051.3	6 195.3	7 222.9	8 185.3	9 275.0	..
<i>dont</i> : Salaires et traitements	4 137.5	5 015.1	5 790.8	6 537.0	7 367.2	..
Cotisations sociales à charge des employeurs	913.7	1 180.2	1 432.1	1 648.3	1 907.8	..
2. Excédent net d'exploitation	2 777.2	3 490.8	4 033.6	4 757.8	5 182.6	6 226.4
Revenus des particuliers et des institutions privées sans but lucratif <sup>2</sup>						
Revenus non distribués des sociétés et quasi-sociétés avant déduction des impôts	2 706.9	3 425.4	3 973.5	4 668.8	5 079.2	..
Revenus de la propriété et de l'entreprise des administrations publiques	117.3	127.7	140.9	206.1	231.0	..
<i>moins</i> : Intérêts payés par les administrations publiques	47.0	62.3	80.8	117.1	127.6	..
3. Revenu national net au coût des facteurs	7 828.5	9 686.1	11 256.5	12 943.1	14 457.6	16 630.8

1. Estimations provisoires.

2. Déduction faite des intérêts de la dette des consommateurs.

Source: Institut national de statistique.

**Tableau B. Opérations courantes (revenu et dépenses) des ménages<sup>1</sup>**  
Milliards de pesetas

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. Rémunération des salariés	5 051.3	6 195.3	7 222.9	8 185.3	9 275.0	10 403.4
2. Excédent net d'exploitation	2 219.5	2 694.1	3 155.3	3 781.2	4 217.3	4 976.4
3. Prestations de sécurité sociale et allocations d'assistance	990.0	1 394.0	1 773.3	2 162.9	2 647.6	3 182.4
4. Transferts courants	235.3	281.1	320.3	371.4	434.3	..
5. Variations des réserves mathématiques des caisses de retraites	8.5	7.6	9.8	11.9	18.0	..
6. <i>Ressources courantes</i>	8 504.6	10 572.1	12 481.6	14 512.7	16 592.2	..
7. Consommation finale	6 374.2	7 702.1	9 053.5	10 605.5	12 093.9	13 898.5
8. Impôts directs sur le revenu et la propriété	231.4	376.7	497.8	722.3	787.6	866.4
9. Cotisations à la Sécurité et à l'assistance sociales	1 125.0	1 454.8	1 769.3	2 073.9	2 387.7	2 688.6
10. Transferts courants	170.2	198.0	264.6	269.0	293.7	..
11. <i>Emplois courants</i>	7 900.8	9 731.6	11 585.2	13 670.7	15 562.9	..
12. <i>Revenu disponible (6-8-9-10)</i>	6 978.0	8 542.6	9 949.9	11 447.5	13 123.2	15 228.5
13. <i>Épargne brute</i>	603.8	840.4	896.4	842.1	1 029.2	1 330.0
14. <i>Taux d'épargne (13/12)</i>	8.7	9.8	9.0	7.4	7.8	8.7

1. Ces comptes sont établis d'après les définitions SEC.  
Source: Institut national de statistique.

**Tableau C. Comptes du secteur public<sup>1</sup>**  
Milliards de pesetas

	1978	1979	1980	1981	1982
<b>1. Administrations publiques</b>					
<b>Opérations courantes</b>					
<i>Ressources</i>					
Excédent brut d'exploitation	44.9	55.6	69.2	83.2	94.9
Revenu de la propriété à recevoir	131.3	145.9	212.1	238.6	307.0
Impôts indirects	693.4	824.0	980.9	1 223.4	1 429.8
- sur la production	521.4	628.6	731.9	950.0	
- sur les importations	172.0	195.5	249.0	273.4	
Impôts directs	619.6	794.0	1 070.0	1 238.2	1 344.0
- des entreprises	271.0	319.6	390.1	499.5	
- des familles	348.6	474.4	679.9	738.7	
Cotisations sociales effectives	1 300.0	1 583.2	1 815.2	2 093.3	2 385.4
Cotisations sociales fictives	109.6	133.8	176.1	193.2	263.1
Transferts courants divers	192.3	249.3	291.4	319.2	355.6
<b>Total</b>	<b>3 091.1</b>	<b>3 785.8</b>	<b>4 614.9</b>	<b>5 389.1</b>	<b>6 179.9</b>
<i>Emplois</i>					
Consommation finale	1 169.3	1 425.7	1 749.9	2 013.0	2 413.9
Revenu de la propriété à payer	65.9	85.8	123.1	135.2	188.8
Subventions d'exploitation	213.6	222.5	279.9	294.4	514.7
Prestations de Sécurité sociale	1 345.7	1 715.6	2 083.0	2 555.0	2 930.8
Transferts courants divers	145.1	190.0	204.8	251.6	305.0
Divergences statistiques	-0.5	-3.0	-5.2	6.3	
Épargne brute	152.0	149.3	179.4	133.7	173.4
<b>Compte de capital</b>					
<i>Ressources</i>					
Épargne brute	152.0	149.3	179.4	133.7	173.4
Transferts de capital	-	0.5	4.4	4.8	4.7
Impôts sur le capital	21.5	24.0	28.2	36.8	46.3
<b>Total</b>	<b>173.5</b>	<b>173.8</b>	<b>212.0</b>	<b>175.3</b>	<b>122.5</b>
<i>Emplois</i>					
Formation brute de capital fixe	234.5	226.3	276.7	353.6	587.8
Acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels	6.8	7.3	8.0	24.8	
Transferts de capital	128.7	157.7	232.4	320.3	433.4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (En pourcentage du PIB)	-196.6 (-1.8)	-217.7 (-1.7)	-305.1 (-2.0)	-523.3 (-3.0)	1 143.6 (-5.7)

1. Ces comptes sont établis dans l'optique de la comptabilité nationale d'après les définitions SEC (Système européen de comptes économiques intégrés).

Source: Institut national de statistique.

Tableau C. Comptes du secteur public (suite)  
Milliards de pesetas

	1978	1979	1980	1981	1982
<b>2. Administration centrale</b>					
1. Recettes provenant des impôts	1 225.0	1 518.2	1 885.4	2 169.2	2 303.0
2. Revenu de la propriété et de l'entreprise (brut)	114.3	122.6	191.9	210.3	321.2
3. Transferts courants	205.5	264.5	278.0	331.0	395.4
4. Total des recettes courantes	1 544.8	1 905.3	2 355.3	2 710.5	3 019.6
5. Achat de biens et services	799.3	979.8	1 184.4	1 312.6	1 516.0
6. Transferts courants	253.7	337.6	497.0	668.3	1 132.1
7. Subventions	204.5	197.3	253.2	266.9	389.7
8. Autres	204.8	257.9	356.5	372.8	436.7
9. Total des dépenses courantes	1 462.3	1 772.6	2 291.1	2 620.6	3 474.5
10. Épargne brute <sup>1</sup>	112.2	169.1	109.3	145.8	-454.8
11. Impôt sur le capital	15.9	18.9	19.0	22.0	21.3
12. Transferts en capital	0.1	0.7	1.0	2.5	2.9
13. Total des ressources en capital (10 à 12)	128.2	188.7	129.3	170.3	-430.6
14. Formation brute de capital fixe	145.4	142.1	170.8	219.7	288.8 <sup>2</sup>
15. Transferts en capital	134.4	167.4	257.7	345.5	451.5
16. Autres	5.4	5.1	4.6	6.5	-
17. Total des dépenses en capital (14 à 16)	285.2	314.6	433.1	571.7	740.3
18. Excédent financier global (+) ou déficit (-) (13 moins 17)	-157.0	-126.0	-303.9	-401.4	-1 170.9

1. L'épargne nette est égale à la différence entre le total des recettes et dépenses courantes (4 moins 9) : l'addition de la consommation de capital fixe (non présentée séparément) donne l'épargne brute (10).

2. Y compris achats, nets des ventes, de terrains.

Source : Institut national de statistique.

Tableau C. Comptes du secteur public (suite)  
Milliards de pesetas

	1978	1979	1980	1981	1982
<b>3. Administration locale</b>					
1. Recettes provenant des impôts	200.5	237.4	371.5	527.3	724.5
2. Revenu de la propriété et de l'entreprise (brut)	8.6	12.9	9.0	14.0	61.1
3. Transferts courants	14.0	16.1	34.8	49.3	91.8
4. Total des recettes courantes	223.1	266.4	415.3	590.6	877.4
5. Achats de biens et services	174.8	224.6	294.4	395.2	523.8
6. Transferts courants	20.5	29.2	32.6	91.1	94.5
7. Autres	20.0	39.6	56.2	59.3	177.1
8. Total des recettes courantes	215.3	293.4	383.2	545.6	795.4
9. Épargne brute	18.0	-13.7	48.4	65.1	92.0
10. Impôts sur le capital	5.6	5.1	9.1	14.8	25.0
11. Transferts en capital	5.4	9.6	35.3	40.1	55.7
12. Total des ressources en capital (9 à 11)	29.0	1.0	92.8	120.0	162.7
13. Formation brute de capital fixe	69.3	66.9	84.0	106.7	260.2 <sup>1</sup>
14. Transferts en capital	-	0.2	6.8	13.3	36.4
15. Autres	1.4	2.4	3.4	18.2	-
16. Total des dépenses en capital (13 à 15)	70.7	69.5	94.2	138.2	296.6
17. Excédent financier global (+) ou déficit (-) (12 moins 16)	-41.7	-68.5	-1.3	-18.3	-133.9
<b>4. Sécurité sociale</b>					
1. Contributions à la sécurité sociale	1 289.5	1 570.2	1 776.3	2 042.3	2 374.5
2. Transferts	89.8	131.1	290.6	419.4	824.3
3. Autres recettes courantes	17.0	20.5	21.9	23.6	29.9
4. Total des recettes courantes	1 396.3	1 721.8	2 088.8	2 485.3	3 228.7
5. Achats de biens et services	195.2	221.3	271.0	305.3	374.2
6. Prestations de sécurité sociale	1 179.9	1 509.6	1 798.6	2 251.0	2 583.3
7. Subventions et transferts courants	3.5	5.0	8.5	7.5	81.8
8. Total des dépenses courantes	1 378.6	1 735.9	2 078.1	2 563.8	3 039.3
9. Épargne brute	21.3	-9.0	16.6	-70.9	189.4 <sup>1</sup>
10. Formation brute de capital	19.6	17.3	21.6	26.3	38.8
11. Autres	-	-0.1	-	0.1	0.3
12. Total des dépenses en capital	19.6	17.2	21.6	26.4	39.1
13. Excédent financier global (+) ou déficit (-)	+1.7	-26.2	-5.0	-97.3	+150.3

1. Y compris achats, net des ventes, de terrains.  
Source: Institut national de statistique.

Tableau D. Tendances du marché du travail

	1981	1982	1983	1983			
				T1	T2	T3	T4
Milliers							
Population active civile <sup>1</sup>	12 865	13 000	13 122	13 065	13 060	13 153	13 210
Population active civile occupée <sup>1</sup>	11 017	10 882	10 786	10 745	10 804	10 818	10 776
Agriculture	2 011	1 957	1 953	1 992	1 992	1 953	1 944
Industrie	2 963	2 799	2 733	2 731	2 751	2 729	2 721
Construction	946	932	905	876	927	928	888
Services	5 097	5 195	5 195	5 146	5 204	5 208	5 223
Salariés, total	7 711	7 650	7 543	7 542	7 583	7 532	7 513
Chômage	1 848	2 118	2 336	2 320	2 256	2 335	2 434
Pourcentage							
Taux de participation, total	48.2	48.2	48.1	48.1	48.0	48.2	48.2
Hommes	71.5	70.9	70.1	70.3	70.0	70.1	70.0
Femmes	26.8	27.3	27.8	27.7	27.7	27.9	28.1
Taux de chômage, total	14.4	16.3	17.8	17.8	17.3	17.8	18.4
Hommes	13.6	15.1	16.5	16.3	16.0	16.5	17.1
Femmes	16.2	19.0	20.9	21.1	20.3	20.8	21.4
Moins de 25 ans d'âge	35.2	39.2	42.6	42.5	41.7	42.8	43.4
de 25 à 54 ans	9.1	10.5	11.8	11.7	11.5	11.6	12.4
55 ans et plus	5.6	6.4	6.8	6.9	6.2	6.7	7.4

1. Non compris les militaires du contingent, y compris les militaires de carrière et les travailleurs marginaux.  
Source: Institute national de statistique.

**Tableau E. Évolution des prix et des salaires<sup>1</sup>**  
**Pourcentages de variation, taux annuels**

	Prix							
	1980	1981	1982	1983	T1	1983		
						T2	T3	T4
<b>Prix à la consommation</b>	15.6	14.5	14.4	12.1	16.4	10.0	8.5	15.2
Alimentation	9.1	13.6	15.0	10.7	12.2	6.9	9.2	19.6
Autres produits et services	19.5	15.1	14.1	13.0	18.3	12.0	7.9	12.8
<b>Prix industriels</b>	17.4	15.6	12.4	14.0	27.1	12.3		
Alimentation	8.9	14.7	13.7		11.3	7.1		
Autres produits et services	18.8	15.8	11.9		29.6	13.1		
<b>Valeurs moyennes à l'exportation</b>			12.5	17.3	21.8	18.6	23.1	13.7
Produits autres que l'alimentation								
<b>Valeurs moyennes à l'importation</b>			12.8	21.7	32.6	14.3	20.8	26.0
Produits autres que le pétrole								

	Salaires						
	1979	1980	1981	1982	1983		
<b>Progression moyenne des salaires prévue par les contrats</b>			14.1	15.3	13.0	12.0	11.5
<b>Gains mensuels par salarié</b>			27.4	16.2	15.4 <sup>2</sup>	14.0	
<b>Rémunération journalière dans l'agriculture</b>			17.4	13.2	11.9	9.3	
<b>Coûts salariaux par tête dans la construction (cotisations de Sécurité sociale comprises)</b>			17.7	18.6	15.1	13.4	

1. Les données pour les prix à la consommation et les prix industriels sont des variations en pourcentage par rapport au trimestre précédent en taux annuels et ajustés pour les variations saisonnières. Les taux de croissance des valeurs moyennes à l'exportation et à l'importation sont calculés par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, des données corrigées des variations saisonnières n'étant pas disponibles.

2. A partir de 1980 l'indice est légèrement différent du fait d'un changement dans sa présentation par l'INE.

Sources: Banque de l'Espagne, Institut national de statistique et Ministère de l'Économie et du Commerce.

**Table F. Monnaie et crédit**  
Milliards de pesetas

	T2	1982 T3	T4	T1	1983 T2	T3	T4
<b>1. Indicateurs monétaires (variations trimestrielles)</b>							
M1 (masse monétaire au sens étroit du terme)	248.4	63.4	264.7	-172.0	62.8	11.0	412.8
<i>dont:</i>							
Monnaie en circulation	69.9	35.4	178.1	28.1	1.3	26.0	108.5
Dépôts à vue	178.5	28.0	86.6	-200.1	61.5	-14.9	304.3
Dépôts d'épargne	93.1	163.5	173.6	-26.3	65.3	192.5	199.3
Dépôts à terme	318.2	293.2	231.1	320.1	189.0	365.4	441.5
M3 (agrégat monétaire au sens large)	659.7	520.2	669.4	121.8	317.1	568.9	1 053.6
Autres avoirs liquides détenus par le public	82.8	76.1	162.0	271.8	249.7	10.8	84.8
<i>dont:</i>							
Engagements du système de crédit	8.7	-6.3	15.3	23.0	39.5	56.8	-24.9
Bons du Trésor	10.1	22.0	41.7	120.8	68.3	27.6	109.7
ALP (avoirs liquides détenus par le public)	742.5	596.3	831.4	393.6	566.8	597.7	1 138.4

Source : Banque d'Espagne.

**Tableau F. Monnaie et crédit (suite)**  
Milliards de pesetas

	1978	1979	1980	1981	1982 <sup>1</sup>	1983
<b>2. Liquidités des banques</b>						
<i>Variations en milliards de pesetas:</i>						
1. Encaisses	54.1	236.6	77.5	50.2	124.9	137.7
2. Crédit de la Banque centrale	-109.0	32.2	13.7	80.5	126.9	187.6
3. Effets publics	142.9	103.9	105.4	132.0	126.7	83.8
<i>Ratios par rapport aux dépôts; en fin de période, (pourcentage):</i>						
1. Encaisse	6.0	8.8	8.5	7.9	7.8	8.1
2. Crédit au secteur public	12.8	12.5	11.9	11.8	12.2	11.8
<b>3. Établissements officiels de crédit</b>						
<i>Variations en milliards de pesetas</i>						
<i>Actif:</i>						
1. Encaisse	-8.9	2.3	8.8	8.7	1.4	30.0
2. Crédit au secteur public	39.5	71.0	42.2	35.9	10.2	10.0
3. Crédit au secteur privé	156.7	181.6	190.8	251.9	211.4	243.1
4. Total de l'actif	187.3	254.9	241.8	296.5	220.2	283.1
<i>Passif:</i>						
5. Transferts du Gouvernement	149.9	160.6	175.1	229.9	262.3	284.4
6. Avances du système bancaire	2.5	24.0	-2.9	53.8	88.3	75.0
7. Autres actifs et passifs (net)	34.9	70.3	69.6	46.8	-130.4	-76.3
8. Total du passif	187.3	254.9	241.8	296.5	220.2	283.1
<b>4. Marché des capitaux</b>						
<i>Émissions brutes, en milliards de pesetas :</i>						
1. Titres publics	222.5	315.5	271.5	281.2	368.3	327.3
Administration centrale <sup>2</sup>	197.6	289.0	243.4	248.5	337.8	295.6
INI	24.9	26.5	28.1	32.7	30.9	31.7
2. Titres privés	244.8	211.0	305.2	373.5	377.2	397.5
Obligations	132.4	108.2	183.5	222.9	261.9	219.2
Actions <sup>3</sup>	112.4	102.8	121.7	150.6	115.3	178.3
3. Total	467.3	526.5	576.7	654.7	745.5	724.8

1. A partir de 1982 les séries ne sont pas strictement comparables avec les années précédentes en raison d'une rupture des données.

2. A l'exclusion des Bons du Trésor à court terme.

3. Non compris les émissions d'actions gratuites.

Source: Banque d'Espagne et INE.

Tableau G. Balance des paiements<sup>1</sup>

Millions de dollars

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 <sup>3</sup>
1. Importations (fob)	6 237	8 947	14 334	15 193	16 317	16 812	17 505	24 022	32 306	31 086	30 513	28 334
2. Exportations (fob)	3 921	5 402	7 265	7 807	8 990	10 612	13 480	18 352	20 581	20 971	21 332	20 833
3. <b>Balance commerciale</b>	-2 316	-3 545	-7 069	-7 386	-7 327	-6 200	-4 024	-5 671	-11 725	-10 115	-9 181	-7 402
4. Services, net	2 021	2 688	2 679	2 755	1 891	2 622	4 001	5 014	4 489	3 443	3 383	3 698
<i>dont:</i>												
5. Tourisme	2 230	2 872	2 869	3 096	2 690	3 486	4 917	5 558	5 720	5 709	6 122	5 942
6. Transferts, net	866	1 414	1 146	1 143	1 142	1 414	1 656	1 782	2 048	1 692	1 581	1 171
7. <b>Balance courante</b>	571	557	-3 244	-3 488	-4 294	-2 164	1 633	1 126	-5 188	-4 981	-4 217	-2 533
8. Capital privé à long terme	934	810	1 613	1 788	1 447	1 746	2 113	2 835	4 020	3 598	763	2 072
9. Capital public à long terme	-3	-45	56	15	570	1 277	-395	382	174	639	1 009	961
10. Capital à long terme, total	931	765	1 669	1 803	2 018	3 023	1 718	3 216	4 194	4 236	1 773	3 033
11. <b>Balance de base</b>	1 502	1 322	-1 575	-1 685	-2 276	858	3 351	4 342	-993	-744	-2 444	499
12. Capital à court terme, erreurs ou omissions <sup>2</sup>	-11	370	782	930	1 204	287	507	-830	445	-577	-711	-940
13. <b>Mouvements monétaires</b> (augmentation des avoirs = -)	-1 491	-1 691	792	755	1 071	-1 146	-3 857	-3 512	548	1 322	3 155	440
<i>dont:</i>												
14. Variations des réserves	-1 730	-1 793	774	120	953	-1 180	-3 883	-3 101	758	757	3 121	301

1. Sur la base des transactions.

2. Y compris les comptes intérieurs en devises des banques.

3. Provisoire.

Sources: Ministère de l'Économie et du Commerce; Secrétariat de l'OCDE.

Tableau H. Commerce extérieur<sup>1</sup>

1. Par produit  
Milliards de pesetas

	1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
	1. Importations, caf					2. Exportations, fob				
1. Produits agricoles et alimentaires	259.6	314.9	364.2	434.2	543.6	254.1	275.7	356.8	370.7	458.1
2. Produits minéraux	49.8	63.7	73.0	78.9	93.4	35.2	45.6	64.9	75.6	81.5
3. Produits pétroliers	515.0	942.6	1 258.8	1 376.4	1 671.3	26.4	58.9	99.1	159.9	252.1
4. Produits chimiques	196.5	232.4	274.1	307.2	382.6	124.6	153.4	186.1	218.7	282.8
5. Peaux et cuirs	28.3	19.9	26.6	29.3	33.4	24.5	30.0	34.6	35.3	40.9
6. Bois et liège	28.9	39.9	30.2	31.5	41.5	16.8	23.1	26.0	31.3	39.7
7. Pâtes, papiers et livres	31.7	42.5	47.9	63.5	65.7	45.8	59.7	72.3	86.3	95.3
8. Coton brut, textiles et vêtements	50.1	62.1	64.1	78.3	100.9	63.9	73.4	96.4	102.4	135.8
9. Verre et poterie	18.9	23.2	23.5	27.4	32.2	24.8	39.0	52.6	56.3	77.9
10. Métaux et produits en métaux	113.8	158.0	165.4	213.8	224.4	194.7	243.4	295.2	360.2	423.2
11. Matériel et équipement	233.7	307.4	359.4	462.7	545.4	154.1	192.0	244.9	297.7	296.4
12. Matériel de transport	78.6	113.7	134.3	163.9	179.4	166.4	198.4	231.0	322.0	446.0
<i>dont:</i> Automobiles, camions et tracteurs	58.3	84.7	83.7	119.7	155.1	124.9	163.5	177.4	245.8	349.5
Avions (import.), bateaux (export.)	15.0	21.8	42.7	34.0	18.3	31.5	18.9	32.2	49.4	73.0
13. Autres	99.1	130.3	148.9	206.1	262.7	90.1	100.6	128.5	143.8	208.9
14. Total	1 704.0	2 450.6	2 970.4	3 473.2	4 176.5	1 221.4	1 493.2	1 888.4	2 260.2	2 838.6
15. Total <i>moins</i> produits agricoles et alimentaires	1 444.4	2 135.7	2 606.2	3 039.0	3 632.9	957.3	1 275.5	1 531.6	1 889.5	2 380.5

1. Sur la base des déclarations de sortie de douane.  
Source: Ministère de l'Économie et du Commerce.

Tableau H. Commerce extérieur<sup>1</sup> (suite)

2. Par régions  
Milliards de pesetas

	1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
	1. Importations, caf					2. Exportations, fob				
CEE, total	606.2	755.5	861.9	1 087.7	1 348.9	586.2	739.6	812.3	1 036.9	1 370.6
<i>dont</i>										
Royaume-Uni	87.8	115.1	132.9	171.1	256.7	87.6	105.3	130.6	161.0	219.9
France	164.7	202.4	237.6	277.5	344.3	197.0	246.6	270.6	370.2	448.7
Allemagne (Rép. Féd.)	163.2	200.8	241.5	328.9	366.1	126.2	152.9	163.3	185.6	260.2
Italie	90.1	120.9	118.4	155.6	180.9	78.8	116.7	108.0	127.3	150.8
COMECOM	37.9	55.2	78.0	94.5	124.1	36.7	39.1	73.0	48.3	74.2
Autres pays d'Europe	98.8	112.4	133.9	183.9	230.3	127.6	143.6	153.6	175.6	212.5
États-Unis	211.7	318.8	412.4	482.0	495.5	85.1	79.4	126.9	145.5	206.6
Canada	15.9	19.4	20.6	20.9	23.6	10.4	10.6	16.6	15.2	20.6
Autres pays américains	152.5	255.0	354.3	371.6	509.4	136.7	159.1	197.7	226.1	183.3
Japon	39.9	60.5	79.4	110.6	139.9	24.6	19.2	30.0	28.3	43.5
Proche-Orient	288.1	530.8	614.1	661.0	685.1	49.8	100.1	150.9	179.2	216.2
Reste du Monde	253.0	343.1	415.8	461.0	619.7	188.0	218.5	327.4	405.3	511.1
<b>Total</b>	<b>1 704.0</b>	<b>2 450.6</b>	<b>2 970.4</b>	<b>3 473.2</b>	<b>4 176.5</b>	<b>1 221.4</b>	<b>1 493.2</b>	<b>1 888.4</b>	<b>2 260.2</b>	<b>2 838.6</b>

1. Sur la base des déclarations de sortie de douane.

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce.

**Tableau I. Avoirs étrangers et engagements**  
Encours en fin de période, milliards de dollars

	1980	1981	1982	1983
<b>Engagements</b>	49.7	55.9	52.0	50.5
Institutions monétaires	22.8	26.5	21.7	19.9
Banque d'Espagne <sup>1</sup>	(0.3)	(0.2)	(-)	(-)
Système bancaire <sup>1,3</sup>	(22.5)	(26.3)	(21.7)	(19.9)
Gouvernement	1.7	2.2	2.8	3.6
Secteur privé <sup>2</sup>	25.2	27.2	27.5	27.0
Investissements étrangers <sup>2</sup>	(5.4)	(5.4)	(5.2)	(4.9)
<b>Avoirs</b>	33.9	40.5	32.4	30.9
Institutions monétaires	30.5	37.2	29.0	27.0
Banque d'Espagne <sup>1</sup>	(12.3)	(15.2)	(11.0)	(10.7)
Système bancaire <sup>1,3</sup>	(18.2)	(22.0)	(18.0)	(16.3)
Gouvernement	-	-	-	-
Secteur privé <sup>2</sup>	1.7	1.6	1.7	1.5
Investissements à l'étranger <sup>2</sup>	(0.9)	(1.0)	(1.2)	(1.1)
Autres	1.7	1.7	1.7	2.4

1. Postes du bilan.

2. Évalués aux taux de changes historiques de la période correspondante.

3. Jusqu'en 1981 y compris les opérations des succursales à l'étranger des banques espagnoles. Après 1981 les opérations des seules banques résidentes sont concernées.

Source: Banque d'Espagne. Les données en dollars des E.U. sont évaluées aux taux de change en fin de période.

*STATISTIQUES DE BASE :*  
*COMPARAISONS INTERNATIONALES*

**STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES**

Période de référence			Unités		Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yugo-slavie <sup>1</sup>	
POPULATION	Total	Mi-1981	Milliers		14 923	7 508	9 852	24 365	5 122	4 800	53 963	61 682	9 730	231	3 443	56 502 <sup>2</sup>	117 660	366	14 247	3 176	4 100	9 970	37 654	8 324	6 429	45 747	56 020	229 849	22 520	
	Densité au km <sup>2</sup> de superficie terrestre	»	Nombre		2	89	323	2	119	14	98	248	74	2	49	118	316	141	346	12	13	108	75	19	156	59	230	25	87	
	Accroissement moyen annuel net	Mi-1971 à Mi-1981	%		1.3	0.1	0.2	1.2	0.3	0.4	0.5	0.1	1.0	1.2	1.5	0.5	1.1	0.6	0.8	1.0	0.5	1.1	1.0	0.3	0.2	2.3	0.1	1.0	0.9	
EMPLOI	Emploi civil total	1981	Milliers		6 364	3 276	3 669	10 933	2 369	2 234	20 959	25 588	3 529	107	1 136	20 623	55 810	160	4 922	1 265	1 932	3 969	10 931	4 225	3 054	14 668	23 819	100 397	9 690 <sup>3</sup>	
	dont : Agriculture, sylviculture, pêche	»	% du total		6.5	8.8	3.0	5.5	7.3	11.1	8.6	5.5	30.7	11.7	17.7	13.4	10.0	5.6	5.0	11.2	8.5	26.7	18.2	5.6	7.0	60.1	2.6	3.5	33.8	
	Industrie <sup>4</sup>	»	»		30.6	39.5	33.4	28.3	29.3	34.8	35.9	43.5	29.0	37.4	31.7	37.5	35.3	38.1	30.2	32.6	29.8	37.5	35.2	31.3	39.3	16.4	35.7	30.1	22.3	
	Autres activités	»	»		62.8	51.7	63.6	66.2	63.3	51.1	56.2	51.0	40.3	50.9	50.6	49.1	54.7	56.3	64.8	56.1	61.7	36.8	46.6	63.1	53.7	23.5	61.7	66.4	41.9	
PIB aux prix du marché	Croissance annuelle moyenne en volume <sup>5</sup>	1976 à 1981	%		2.7	2.6	1.5	2.8	1.3	3.5	2.3	2.5	2.9	4.0	3.8	2.6	4.6	1.8	1.4	0.2	3.6	4.0	1.4	1.0	2.4	2.0	0.5	2.8	..	
	Par habitant	1981	Dollars des É-U <sup>11</sup>		10 763	8 842	9 651	11 741	11 350	10 238	10 552	11 076	3 769	12 791	4 855	6 123	9 606	10 566	9 861	7 957	13 937	2 398	4 938	13 505	14 778	1 262	8 886	12 647	3 034 <sup>26</sup>	
		1981	Milliards de dollars des É-U <sup>11</sup>		160.7	66.5	95.1	284.3	58.1	49.1	569.4	683.2	36.7	2.9	16.7	350.2	1 129.5	3.9	140.5	25.0 <sup>9</sup>	57.1	23.8	186.1	112.4	94.5	57.6	497.8	2 906.3	67.8 <sup>26</sup>	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	Construction de logements	1981	% du PIB		12.4	11.7	5.8	8.7	6.4	9.8	9.3	8.3	8.0	7.5	12.7 <sup>28</sup>	8.5	10.5	9.2 <sup>26</sup>	7.3	7.8 <sup>28</sup>	9.1	13.8	6.5 <sup>28</sup>	7.8	7.6	8.7 <sup>28</sup>	8.1	8.1	..	
	Croissance annuelle moyenne en volume <sup>6</sup>	1976 à 1981	%		4.8 <sup>10</sup>	..	3.9	4.8	4.0	6.3	6.1	6.6	6.0	4.7	6.6 <sup>28</sup>	5.6	6.3	5.5 <sup>28</sup>	5.5	3.6 <sup>28</sup>	4.5	7.8	5.5 <sup>28</sup>	4.6	16.6	2.7 <sup>28</sup>	2.1	3.6	7.2 <sup>28</sup>	
		1981	% du PIB		24.9	24.9	17.9	23.7	15.7	24.3	21.2	22.0	21.0 <sup>8</sup>	25.9	29.8	20.3	31.0	23.3	19.0	20.6	27.2	31.3	20.1	19.3	24.2	19.9	15.9	17.9	31.0 <sup>28</sup>	
		1981	%		3.8	0.9	-2.6	3.0	-6.6	0.0	0.9	3.0	0.2	3.1	6.4	2.8	4.5	2.2	-0.4	-3.4	0.2	6.6	-1.2	-1.4	5.1	-2.4	-1.9	3.3	5.7 <sup>28</sup>	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	Dépenses courantes en biens et services	1981	% du PIB		17.1	18.4	19.0	19.5	27.7	19.1	15.8	20.7	17.9	11.8	22.0	18.1	10.1	17.5	17.9	17.4 <sup>9</sup>	19.0	14.9	11.8	29.3	12.5	12.6	22.3	18.1	16.9 <sup>28</sup>	
	Emplois courants <sup>13</sup>	»	»		31.1 <sup>10</sup>	44.0	52.7	38.4	55.1	35.2	45.7	44.3	36.0	25.0 <sup>22</sup>	48.3 <sup>26</sup>	46.1	26.5	51.6 <sup>26</sup>	55.8	..	44.6	30.9 <sup>14</sup>	29.4 <sup>26</sup>	60.3	28.1	44.6	34.2	..		
	Ressources courantes	»	»		34.4 <sup>10</sup>	47.4	44.0	38.7	51.2	39.4	46.1	44.6	30.4	34.0 <sup>22</sup>	41.7 <sup>26</sup>	38.7	29.3	57.3 <sup>26</sup>	55.9	..	52.5	28.1 <sup>14</sup>	30.0 <sup>26</sup>	59.0	32.6	..	43.4	33.7	..	
	APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1982	% du PNB		0.57	0.53	0.60	0.42	0.77	0.30	0.75	0.48	..	..	0.20	0.24	0.29	..	1.08	0.28	0.99	..	..	1.02	0.25	..	0.38	0.27	..	
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	Consommation privée par habitant	1981	Dollars des É-U <sup>11</sup>		6 431	4 977	6 354	6 518	6 385	5 583	6 856	6 270	2 555	7 934	3 099	3 831	5 550	6 393	5 979	4 748	6 609	1 668	3 449	7 091	9 244	885	5 382	8 085	1 580 <sup>26</sup>	
	Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants	1978	Nombre		475	272	302	410 <sup>22</sup>	219	235	327	346	79	339	194	300	185	423	288	395	282	118	178	345	324	14	262	526	85	
	Postes de téléphone, pour 1 000 habitants	1981	»		489 <sup>26</sup>	421	387	694	675	522	498	488	302	475 <sup>26</sup>	208	364	502	547 <sup>23</sup>	539	560	485	149	329	828	751	39 <sup>23</sup>	507	789	71 <sup>23</sup>	
	Postes de télévision, pour 1 000 habitants	1980	»		378	296 <sup>29</sup>	395 <sup>29</sup>	471	368 <sup>29</sup>	322 <sup>29</sup>	354	337 <sup>29</sup>	156 <sup>29</sup>	275 <sup>29</sup>	386	539	245 <sup>23</sup>	296 <sup>29</sup>	292 <sup>29</sup>	278	292 <sup>29</sup>	141	252	381 <sup>29</sup>	314 <sup>29</sup>	75 <sup>29</sup>	404	624	192 <sup>29</sup>	
	Médecins, pour 1 000 habitants	1981	»		1.9	1.6 <sup>26</sup>	2.6	1.6	2.2 <sup>26</sup>	2.0	2.2 <sup>26</sup>	2.3	2.3 <sup>23</sup>	2.3	1.2 <sup>14</sup>	3.1 <sup>26</sup>	1.3 <sup>26</sup>	1.7 <sup>26</sup>	1.9	1.6	2.0	1.9 <sup>26</sup>	2.6	2.2 <sup>26</sup>	1.6	0.6	1.3	2.0 <sup>24</sup>	1.3 <sup>23</sup>	
	Taux de scolarisation à plein temps <sup>15</sup>	1980	% du groupe d'âge		86	74	89	89	87 <sup>23</sup>	90	85	79 <sup>30</sup>	81 <sup>19</sup>	83 <sup>14</sup>	93	73	91	69	94	81	94 <sup>23</sup>	55 <sup>23</sup>	87 <sup>23</sup>	86	..	37 <sup>23</sup>	82 <sup>23</sup>	100 <sup>30</sup>	83	
	Mortalité infantile <sup>17</sup>	1982	Nombre		10.0 <sup>28</sup>	12.8	11.7 <sup>28</sup>	9.6 <sup>28</sup>	8.1 <sup>28</sup>	6.5 <sup>28</sup>	9.6 <sup>28</sup>	11.6 <sup>28</sup>	15.6 <sup>28</sup>	6.0 <sup>28</sup>	10.6 <sup>28</sup>	13.2	7.1 <sup>28</sup>	11.0 <sup>28</sup>	8.1	11.8	7.5 <sup>28</sup>	26.0 <sup>28</sup>	10.3 <sup>28</sup>	6.8	7.6 <sup>28</sup>	131.0 <sup>27</sup>	11.8 <sup>28</sup>	11.2	30.7 <sup>28</sup>	
	SALAIRES ET PRIX	Gains horaires dans l'industrie <sup>18</sup>	1977 à 1982	%		10.2	6.3	8.1	9.9	10.4	11.0	14.2	5.4	26.3	49.9	16.3	19.6	6.2	6.2 <sup>21</sup>	4.8	16.7	8.3	19.3	20.5	8.7	4.4	..	13.4	8.4	25.4
		Prix à la consommation	»	%		9.6	5.2	6.4	10.3	10.8	9.6	11.7	4.7	20.3	49.4	15.2	16.8	4.6	6.2	5.5	14.9	9.7	21.0	16.0	10.3	4.2	56.5	12.0	9.8	27.3
	COMMERCE EXTÉRIEUR	Exportations de marchandises, fob	1982	Millions de dollars des É-U <sup>11</sup>		22 152	15 648	52 404 <sup>7</sup>	68 412	15 312	13 068	92 352	175 452	4 284	684	8 088	73 380	138 252	..	66 228	5 551	17 544	4 176	20 568	26 736	25 932	5 772	97 224	212 280	8 364
En pourcentage du PIB		»	%		14.01	23.36	60.58 <sup>7</sup>	23.52	27.20	26.89	17.13	26.60	11.42	26.31	46.22	21.28	13.02	..	48.27	..	31.27	17.92	11.48	27.31	27.04	10.99	20.63	7.02	13.46 <sup>28</sup>	
Accroissement annuel moyen en volume		1977 à 1982	%		2.32 <sup>23</sup>	5.48	2.60 <sup>7</sup>	0.08	5.83	5.25	3.54	4.57	2.59	..	6.83	3.07	4.77	..	2.21	3.66	6.40	..	7.57 <sup>23</sup>	3.52	1.85	14.25	1.55	2.91	..	
Importations de marchandises, caf		1982	Millions de dollars des É-U <sup>11</sup>		24 240	19 500	57 828 <sup>7</sup>	54 816	16 836	13 428	115 380	154 044	9 972	948	9 684	85 920	131 124	..	62 580	5 782	15 456	9 420	31 620	27 624	28 596	8 940	99 672	243 948	10 980	
En pourcentage du PIB	»	%		15.33	29.11	66.85 <sup>7</sup>	18.84	29.90	27.63	21.40	23.36	26.59	36.46	55.34	24.92	12.35	..	45.61	..	27.55	40.43	17.65	28.22	29.82	17.63	21.15	8.06	17.67 <sup>28</sup>		
Accroissement annuel moyen en volume	1977 à 1982	%		-0.69 <sup>23</sup>	1.57	1.59 <sup>7</sup>	-0.01	-0.24	3.87	4.54	3.06	3.26	..	4.26	3.05	1.66	..	0.38	2.86	1.67	..	2.06 <sup>23</sup>	1.89	4.43	-4.39	3.32	-0.31	..		
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES <sup>24</sup>	En ratio des importations de marchandises	Fin 1982	Millions de dollars des É-U		4 336	6 131	5 796 <sup>7</sup>	4 076	2 472	1 551	22 644	48 017	1 095	190	2 651	19 601	26 733	..	1 480	656	6 611	1 374	9 809	3 798	18 024	1 254	14 572	27 710	1 260	
		En 1982	ratio		2.15	3.77	1.20 <sup>7</sup>	0.89	1.76	1.39	2.35	3.74	1.32	2.41	3.29	2.74	2.45	..	2.20	1.36	5.13	1.75	3.72	1.65	7.56	1.68	1.76	1.36	1.38	

1. En provenance, pour partie, de sources nationales.  
2. Population résidente totale.  
3. Secteur privé et socialisé.  
4. Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).  
5. Produit social.  
6. A prix constants.  
7. Y compris le Luxembourg.  
8. Non compris les bateaux opérant outre-mer.  
9. Année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> avril.  
10. Année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet.

11. Aux prix et taux de change courants.  
12. Epargne brute = Revenu national disponible brut moins consommation privée et consommation des administrations publiques.  
13. Emplois courants = Dépenses courantes en biens et services plus les transferts courants et le revenu de la propriété.  
14. 1976.  
15. Taux bruts d'inscription dans les écoles secondaires.  
16. 1974.  
17. Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.  
18. En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.  
19. 1978.

20. 1975.  
21. 1972.  
22. 1977.  
23. 1979.  
24. L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, *Statistiques financières internationales*, série « Réserves totales »).  
25. 1976 à 1980.  
26. 1980.  
27. 1975 à 1980.  
28. 1981.  
29. Permis délivrés.

30. Écoles primaires et secondaires.  
31. 1976 à 1981.  
32. 1977 à 1980.  
33. 1977 à 1979.  
Note : Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétaire de l'OCDE.  
Sources : Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : *Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur »*, *Statistiques du commerce extérieur (série A)*; Office statistique des Communautés européennes, *Statistiques de base de la Communauté*; FMI, *Statistiques financières internationales*; NU, *Annuaire statistique*.  
Lorsque les chiffres conformes aux définitions internationales standardisées n'étaient pas disponibles, on a eu recours aux sources nationales.

# OFFRES D'EMPLOI

## *Département des Affaires Économiques et Statistiques*

### OCDE

**A. Administrateur.** Un certain nombre de postes d'économistes seront à pourvoir en 1984 dans des domaines tels que la politique monétaire et budgétaire, la balance des paiements, l'affectation des ressources, les questions de politique macroéconomique, les prévisions à court terme et les études par pays. Qualifications et expérience *requis* : diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences économiques ; bonne connaissance des méthodes statistiques et économétrie appliquée ; maîtrise de l'une des deux langues officielles (anglais et français). Autres qualifications et expérience *souhaitées* : connaissance des problèmes économiques et de sources de données d'un certain nombre de pays Membres ; aptitude confirmée à rédiger ; expérience de l'estimation, de la simulation et de l'application des modèles économiques informatisés ; notions de la deuxième langue officielle.

**B. Administrateur Principal.** Un certain nombre de postes d'économistes de haut niveau seront à pourvoir en 1984 dans des domaines tels que la politique monétaire et budgétaire, la balance des paiements, l'affectation des ressources, les questions de politique macroéconomique, les prévisions à court terme et les études par pays. Qualifications et expérience *requis* : diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences économiques ; vaste expérience de l'analyse économique appliquée, de préférence acquise auprès d'une banque centrale, d'un ministère de l'économie ou des finances ou d'un institut de recherche économique ; bonne connaissance des méthodes statistiques et de l'économétrie appliquée ; maîtrise de l'une des deux langues officielles (anglais et français) et aptitude confirmée à rédiger dans cette langue. Autres qualifications et expérience *souhaitées* : expérience de l'utilisation de l'analyse économique pour la formulation d'avis concernant l'orientation de l'action ; très bonne connaissance de l'économie de plusieurs pays de l'OCDE ; expérience des modèles économiques informatisés ; bonne connaissance de la deuxième langue officielle.

Il est offert pour ces postes un traitement de base (net d'impôts) à partir de FF 159 724 ou FF 197 063 (Administrateur) et de FF 226 341 (Administrateur Principal). Les agents qui ne sont pas ressortissants français ou qui ne résidaient pas de façon permanente en France avant leur entrée à l'OCDE reçoivent une indemnité d'expatriation égale à 16 pour cent du traitement de base, à quoi s'ajoutent d'autres allocations selon la situation de famille et le lieu de résidence de l'agent.

L'engagement initial sera de durée déterminée (deux ou trois ans).

Ces postes sont ouverts aux candidats des deux sexes ressortissants des pays Membres de l'OCDE. Les candidatures en anglais ou en français, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être envoyées, sous la référence «ECSUR», à l'adresse suivante :

Chef du Personnel  
OCDE  
2, rue André-Pascal,  
75775 PARIS CEDEX 16  
France

## OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

### ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)  
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

### AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty. Ltd.,  
10 Acoustic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086  
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

### AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 Bonn (Germany). Tel. (0228) 21.60.45  
Local Agent/Agent local:  
Gerald and Co., Graben 31, WIEN 1, Tel. 52.22.35

### BELGIUM - BELGIQUE

Meuse De Lannoy, Service Publications OCDE  
avenue de Roi, 302, B-1060 BRUXELLES, Tel. 02/538.51.69

### BRAZIL - BRÉSIL

Meuse Joo S.A., Rua Gaspa 518,  
Casa Postal 24090, 05089 SÃO PAULO 10, Tel. 261.1920  
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB,  
Tel. 232.07.32

### CANADA

Ranast Publishing Company Limited,  
2182 mont. rue St-Catherine,  
MONTRÉAL, Qué. H3H 1M7, Tel. (514)937.3519  
OTTAWA, Ont. K1P 5A6, 61 Sparks Street

### DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service  
35, Nørre Søgade  
DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45.1.12.85.70

### FINLAND - FINLANDE

Akatemien Kirjallisuuskeskus  
Keskustie 1, 00100 HELSINKI 10, Tel. 65.11.22

### FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,  
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, Tel. (1) 524.81.67  
Principal correspondant:  
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université,  
Tel. 26.18.08

### GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0228) 21.60.45

### GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,  
ATHÈNES 132, Tel. 322.21.60

### HONG-KONG

Government Information Services,  
Publications/Sales Section, Bankersville House,  
2nd Floor, 22 Ice House Street

### ICELAND - ISLANDE

Sænjálfur Jónsson and Co., h.f.,  
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVÍK,  
Tel. 13133/14281/11936

### INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.,  
NEW DELHI-1, Scindia House, Tel. 45896  
CALCUTTA 700016, 17 Park Street, Tel. 240032

### INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

### IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers  
12 North Frederick Street, DUBLIN 1 Tel. 744835-749677

### ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:  
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE, Tel. 579751/584468  
Via Bertolini 29, 20155 MILANO, Tel. 365083  
Sub-depositari:  
Ugo Tassi  
Via A. Farasse 28, 00192 ROMA, Tel. 310590  
Editrice e Libreria Herder,  
Piazza Mancinelli 120, 00186 ROMA, Tel. 6794628  
Comandante Ercolano, Via Generale Orsini 46, 80132 NAPOLI, Tel. 405210  
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO, Tel. 865446  
Libreria Scientifica, Dott. Lucio de Bisio "Aelmo"  
Via Montevigi 16, 20123 MILANO, Tel. 807679  
Libreria Zanichelli  
Piazza Galvani 1/A, 40124 Bologna, Tel. 237389  
Libreria Latini, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO, Tel. 519274  
La diffusion delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

### JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,  
Landside Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,  
Minato-ku, TOKYO 107 Tel. 586.2016

### KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,  
P.O. Box n° 101 Kwangwha-dong, SÉOUL, Tel. 72.7369

### LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Reidco,  
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT,  
Tel. 354429 - 344425

### MALAYSIA - MALAÏSE

University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.  
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru  
KUALA LUMPUR, Tel. 51425, 54058, 54361

### THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsdrukkerij, Verzandboekhandel,  
Chr. Plantijnstraat 1 Postbus 20014  
2500 EA-SGRAVENHAGE, Tel. n° 070.789911  
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

### NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,  
Government Printing Office Bookshops:  
AUCKLAND: Retail Bookshop: 25 Rutland Street,  
Mail Orders: 85 Beach Road, Private Bag C.P.O.  
HAMILTON: Retail: Ward Street,  
Mail Orders, P.O. Box 857  
WELLINGTON: Retail: Malgrave Street (Head Office),  
Cablecode World Trade Centre,  
Mail Orders: Private Bag  
CHRISTCHURCH: Retail: 159 Hereford Street,  
Mail Orders: Private Bag  
DUNEDIN: Retail: Princess Street  
Mail Order: P.O. Box 1104

### NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S  
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1, Tel. (02) 80.12.60

### PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrh Qasid-E-Azam, LAHORE 3,  
Tel. 66839

### PHILIPPINES

National Book Store, Inc.  
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA,  
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

### PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,  
1117 LISBOA CODEX, Tel. 360582/3

### SINGAPORE - SINGAPOUR

Information Publications Pte Ltd,  
Pai-Fu Industrial Building,  
24 New Industrial Road N° 02-06  
SINGAPORE 1955, Tel. 2831786, 2831798

### SPAIN - ESPAGNE

Mundo-Pressa Libros, S.A.  
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1, Tel. 275.46.55  
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONA 7,  
Tel. 317.53.08, 317.53.58

### SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,  
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,  
DS STOCKHOLM, Tel. 08/23.89.00  
Subscription Agency/Abonnements:  
Wennergren-Williams AB,  
Box 13004, S104 25 STOCKHOLM,  
Tel. 08/54.12.00

### SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN (Germany). Tel. (0228) 21.60.45  
Local Agent/Agent local:  
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11, Tel. 022.31.89.50

### TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.  
9th floor, No. 111, Sec. 2,  
Chung Hsiao E. Road  
TAIPEI, Tel. 391.7396/391.7397

### THAILAND - THAÏLANDE

Sekhai Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,  
Samyan, BANGKOK 5, Tel. 2511630

### TURKEY - TURQUIE

Köher Yayınları Is-Türk Ltd. Şti.  
Atatürk Bulvarı No: 191/Kat. 21  
Kavaklıdere/ANKARA, Tel. 17 02 66  
Dolmabahçe Cad. No: 29  
BESIKTAS/ISTANBUL, Tel. 60 71 88

### UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office,  
P.O. B. 276, LONDON SW8 5DT.  
(postal orders only)  
Telephone orders: (01) 622.2316, or  
49 High Holborn, LONDON WC1Y 6 HB (personal callers)  
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,  
MANCHESTER, BELFAST.

### UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,  
1750 Pennsylvania Ave., N.W., WASHINGTON, D.C. 20006 - 4582  
Tel. (202) 724.1857

### VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,  
CARACAS 106, Tel. 32.23.01/33.26.04/31.58.38

### YUGOSLAVIA - YOUGOUBLAVIE

Jugoslavenska Knjiga, Knez Mihajlova 2, P.O.B. 36, BEOGRAD,  
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à:  
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:  
OECD, Publications Office, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

**PUBLICATIONS DE L'OCDE**

**2, rue André-Pascal  
75775 PARIS CEDEX 16**

**N° 42780**

(10 84 24 2) ISBN 92-64-22580-3  
ISSN 0304-3363



***IMPRIMÉ EN FRANCE***



ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

## ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Études annuelles du développement et des perspectives économiques dans chaque pays de l'OCDE.

Abonnement (Série 1983-1984) US\$ 75,00 £ 34,00 F 340,00

(10 84 24 2) ISBN 92-64-22580-3  
ISSN 0304-3363

F 20/500

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et en décembre, dans les Perspectives économiques de l'OCDE, le Secrétariat étudie les évolutions économiques les plus récentes dans la zone de l'OCDE et évalue les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives. En supplément, une série d'Études Spéciales facilite l'interprétation des tendances économiques.